

ALGÉRIE - AFRIQUE
Le Sommet de l'UA marque le retour de l'Algérie sur la scène africaine

P. 24

L'ancien SG de la Ligue arabe qualifie de "forte" l'allocation du Président Tebboune au Sommet de l'UA

P. 24

COMLOT CONTRE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET DE L'ARMÉE
"20 ans de prison requis contre les accusés"

P. 3

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Le débat s'ouvre aujourd'hui à l'APN

Après une période d'élaboration et une présentation, pour validation, en Conseil des ministres, la copie finale du plan d'action du gouvernement d'Abdelaziz Djerad est entre les mains des parlementaires qui

commenceront à en débattre dès aujourd'hui. Inutile de souligner que les défis sont énormes pour l'équipe gouvernementale qui doit innover, notamment au niveau des méthodes et styles de gouvernance, pour

espérer parvenir à cet équilibre primordial entre, d'une part, des attentes sociales et politiques et de l'autre, une situation économique appelant à des rééquilibrages urgents.

P. p 3-4

DKNews



PATRIMOINE CULTUREL

"Negrine (Tebessa) sera décrétée zone archéologique autorisée aux fouilles"

P. 17

ANNABA :

Signature de 4 conventions de partenariat entre le secteur de la formation et des opérateurs économiques

P. 7

PÉTROLE

Les cours entament la semaine en baisse

P. 6



SANTÉ

ALLERGIES ALIMENTAIRES
Elles démarreraient in utero

P. p 12-13

FOOTBALL

COUPE ARABE DES CLUBS (1/4 DE FINALE RETOUR) :
Le MC Alger éliminé malgré sa victoire face au Raja Casablanca (1-0)

P. 22



TLEMCCEN

Colloque sur le marketing linguistique et le tourisme

P. 2

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Une casemate pour terroristes contenant trois bombes artisanales détruite à Aïn Defla

P. 7

TIPASA

Portes ouvertes sur les Forces de défense aérienne du territoire

Des journées d'information sur les Forces de défense aérienne du territoire ont été ouvertes, hier, à la maison de jeunes "Moussa Zitouni" du centre ville de Tipasa.

Le coup d'envoi de ces portes ouvertes, tenues pour la première fois à Tipasa, après avoir sillonné 38 wilayas du pays, à l'initiative du commandement des Forces de défense aérienne du territoire, a été donné par le commandant régional de la défense aérienne du territoire au niveau de la 1ère Région militaire, le général Mohamed Harane, au nom du commandant des forces de défense aérienne du territoire et du commandant de la 1ère région militaire.

Cette manifestation de trois jours, inscrite au titre de la mise en oeuvre du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) englobe différentes expositions sur les missions, activités et structures des Forces de défense aérienne du territoire. Un stand dédié aux opportunités offertes aux jeunes désireux d'intégrer les rangs de ce corps a particulièrement attiré l'intérêt des visiteurs de ces portes ouvertes, a-t-on constaté. D'autres stands d'exposition ont été dédiés aux divers outils pédagogiques, maquettes et prototypes d'équipements utilisés dans la formation des élèves, outre la détection, la recherche et le sauvetage de personnes, entre autres.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ
Oran: démantèlement d'une association de malfaiteurs spécialisée dans la falsification de documents administratifs

Les services de la Sûreté de wilaya d'Oran ont réussi, dernièrement, à démanteler une association de malfaiteurs spécialisée en faux et usage de faux de documents administratifs officiels (dossiers de visas) et escroquerie, a-t-on appris hier de ce corps de sécurité.

L'opération a permis d'arrêter des membres de ce réseau dont une jeune fille, suite à des investigations approfondies menées par les éléments de la première brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire qui sont parvenus à démasquer les activités du réseau criminel organisé qui falsifiait les dossiers de demandes de visas des pays européens.

Les enquêtes ont abouti à l'identification des éléments du réseau dont un propriétaire d'une agence de voyages sise au centre-ville d'Oran et à la saisie du matériel utilisé dans la falsification dont deux unités centrales d'ordinateurs, un écran de télévision, deux scanners, une machine de planche à billets, deux imprimantes, des cartes de téléphone portable pour différents opérateurs, des téléphones portables, 4 tampons d'une agence de voyage et 3 passeports.

Un véhicule appartenant au propriétaire de l'agence, dans lequel une somme de 500 euros a été retrouvée, a été également saisi, de même qu'un registre de commerce pour un bureau d'affaires, 4 passeports, une carte d'identité nationale biométrique et deux permis de conduire, selon la même source.

Bechar: démantèlement d'un réseau international de faussaires de monnaie étrangère

Un réseau international de faussaires de monnaie étrangère, composé de quatre (4) individus (2 de nationalités africaines et deux nationaux), a été démantelé par les éléments de la sûreté de daïra de Kenadza en collaboration avec ceux de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Bechar, a-t-on appris hier de la cellule de communication de cette sûreté de wilaya.

Suite à des renseignements faisant état d'activités douteuses de distribution et vente de billets de banque d'un ressortissant de nationalité africaine, les policiers de la sûreté de daïra de Kenadza ont procédé à son arrestation en possession de huit (8) faux billets de coupure de 50 Euro, a-t-on indiqué.

L'enquête policière, sous supervision de la justice, a permis par la suite l'arrestation de deux (2) de ses complices de nationalité algérienne, et la saisie du véhicule touristique qu'ils utilisaient pour leurs activités, notamment l'approvisionnement du même individu en faux Euros pour leur écoulement sur le marché local, a précisé la source.

La perquisition du lieu d'habitation du ressortissant africain a permis l'arrestation de sa complice, également de nationalité africaine, et la saisie de documents officiels falsifiés, notamment un passeport et une copie de passeports de deux pays d'Afrique et d'Asie, en plus d'une carte bancaire, a-t-on ajouté.

Les quatre mis en cause dans cette affaire de constitution d'une bande de malfaiteurs dans un but d'impression, de détention et de vente de faux billets (devises étrangères), ont été placés en détention provisoire par le magistrat instructeur, en attendant leur comparution devant le tribunal compétent.

ARTISANAT

El-Oued: une quinzaine d'artisans au Salon "Souf-hiver" de l'artisanat et des métiers

Quinze (15) artisans issus de différentes régions du pays prennent part au Salon "Souf-Hiver" de l'artisanat et des métiers, ouvert hier à l'esplanade "transat" à El-Oued.

Cette manifestation culturelle et économique qui regroupe des artisans des wilaya de Constantine, Mila, Chlef, Tébessa, Khenchela, Batna, Skikda et El-Oued, s'imbrique au programme arrêté conjointement par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) et l'Office local du tourisme et de l'artisanat (OTA), visant la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat, à travers l'accès à de nouveaux marchés, a indiqué à l'APS le directeur de la CAM, Bachir Tahraoui.

Des articles et produits de dinanderie, tapisserie, maroquinerie et bijouterie traditionnelle ainsi que des objets d'art, reflétant la diversité culturelle et la dimension historique des régions participantes, sont exposés à cette manifestation.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
Tlemcen: deux morts dans un accident de la circulation à Maghnia

Deux personnes sont mortes suite à un accident de la route survenu dimanche soir au village "Btaim" dans la commune de Maghnia (Tlemcen), a-t-on appris hier des services de la Protection civile. Il s'agit d'une collision entre un motocycle et un véhicule causant la mort de deux personnes âgées de 30 ans, a indiqué la chargée de la communication de la communication et de l'information auprès de la direction locale de ce corps.

Les deux victimes ont été déposées à la morgue de l'hôpital de Maghnia par les agents de la Protection civile.

PRÉSERVATION DES ESPÈCES ENDÉMIQUES
Plantation d'une vingtaine de pins noirs à Tala Guilef (Tizi-Ouzou)

Quelque 22 plants de pin noir, une espèce endémique au Djurdjura, ont été plantés dans la réserve intégrale de "Lainsar Inedjarene" dans le secteur de Tala Guilef, Parc national du Djurdjura (PND), a-t-on appris hier du chef du secteur de ce parc, Abdelaziz Mehdi.

Ces plants de pin noir ont été élevés dans la pépinière de la station de l'Institut national des recherches forestières (INRF) d'Azazga, a indiqué à l'APS ce même responsable, qui a ajouté que le but de cette opération est de "multiplier" cette espèce endémique au Djurdjura, qui se trouve originellement dans la réserve de "Tigoumatine", dans la Forêt de Tikejda, et ce "dans le but de la préserver".

La station climatique de Tala Guilef dispose actuellement de 8 sujets adultes de pin noir et 25 sujets de pin noir chétifs broustés par le cheptel et 57 semis de pin noir, plantés dans des endroits à l'abri du bétail, a indiqué Mehdi Abdelaziz.

D'autres espèces plantées par le personnel du secteur de Tala Guilef y sont aussi dénombrées dont 12 Sapins de Numidie adultes, 8 jeunes sapins plantés en septembre dernier, 10 boutures de sureau noir (Sambucus nigra), et qui est une espèce très rare au Djurdjura.

Dans cette démarche de préservation des espèces endémiques, rares ou très rares du Djurdjura, ce même secteur de Tala Guilef du PND a remis à la station de l'INRF d'Azazga, des graines de quatre espèces qui sont le Sapin de Numidie, l'If, le Sorbier terminal (Sorbus terminalis) et d'Erable à feuilles obtuses ainsi que 10 boutures de Sureau noir. "Il s'agit d'espèces très caractéristiques et très rares méritant d'être reproduites", a-t-il souligné.



TLEMCCEN

Colloque maghrébin sur le marketing linguistique et le développement touristique

Un colloque maghrébin sur le marketing linguistique et le développement touristique est prévu ce jour à Tlemcen, ont indiqué lundi les organisateurs.

Cette rencontre vise à réfléchir sur les voies et moyens d'exploiter le domaine du tourisme pour promouvoir la présence de la langue arabe sur le marché économique en développant les contenus du marketing et ses supports dans le secteur du tourisme et la nature évolutive de cette langue à l'ère de la mondialisation, a souligné un membre du comité scientifique du colloque, Fatima Louati.

Organisé par l'unité de Tlemcen chargée de la recherche sur la réalité linguistique et le développement des études linguistiques dans les pays arabes, affiliée au Centre national de recherche scientifique et technique et de développement de la langue arabe, le colloque traitera de trois thématiques, à savoir "le trilinguisme, culture et tourisme", "l'attrait touristique vers la linguistique" et "le recensement du patrimoine et son enregistrement".

Le colloque de deux jours sera animé par des universitaires de Tlemcen, Oran, Alger, Khenchela, Annaba et Ouargla, ainsi que de Tunisie et du Maroc.

Des modèles de numérisation du patrimoine culturel seront présentés à cette occasion, a-t-on fait savoir.

SKIKDA

47 personnes soumises à un examen médical après une tentative d'émigration clandestine déjouée

Pas moins de 47 personnes ont été soumises dimanche à un examen médical après l'échec de leur tentative d'émigration clandestine à partir de la wilaya de Skikda, apprenait hier des services de la direction de wilaya de la protection civile.

Un médecin de la protection civile a examiné ces personnes âgées entre 17 et 41 ans après leur interception en pleine mer à l'Ouest de Skikda et ce, avant de les conduire vers l'entreprise portuaire du chef-lieu de wilaya, a-t-on précisé. Les "harragas" sont originaires de Skikda, d'Annaba et d'Alger, selon la même source qui a assuré que toutes ces personnes se trouvent en "excellente" santé.

Selon une source informée, les gardes-côtes ont intercepté ces personnes alors qu'elles venaient de prendre la mer sur le littoral de Collo (Ouest de Skikda) en tentant de profiter d'une météo favorable et d'une mer calme pour lancer leur opération d'émigration clandestine à bord de deux petites embarcations.

Les concernés ont été remis aux services de sécurité territorialement compétents pour parachever les procédures légales en vigueur.

ATTAQUE CONTRE UN DÉTACHEMENT DE L'ANP À TIMIAOUINE Le Président Tebboune présente ses condoléances à la famille du soldat chahid

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé ses condoléances à l'Armée nationale populaire (ANP) et à la famille du soldat chahid victime de l'attaque qui a ciblé un détachement de l'ANP dans la zone frontalière de Timiaouine, à Bordj Badji Mokhtar, commise par un kamikaze à bord d'un véhicule piégé.

"Suite à la mort héroïque du fils des vaillants Ben Adda Brahim, tombé en martyr à nos frontières avec le Mali lors de l'attaque criminelle de Bordj Badji Mokhtar, je tiens à exprimer ma tristesse et à présenter mes condoléances à l'Armée nationale populaire (ANP) et à sa famille", a tweeté le Président Tebboune. Le MDN avait indiqué dans un communiqué qu'un détachement de l'Armée nationale populaire avait été la cible d'un kamikaze à bord d'un véhicule tout terrain piégé, le 09 février 2020 à 10H50, dans la zone frontalière de Timiaouine, à Bordj Badji Mokhtar (6e Région militaire). Aussitôt identifié, le



militaire chargé du contrôle de l'accès est parvenu à mettre en échec la tentative d'entrée en force du véhicule sus-

pect, cependant le kamikaze a fait exploser son véhicule, causant le décès du militaire en faction, a précisé le MDN.

M. Abdelaziz Djerad présente ses condoléances à la famille du soldat chahid

Le Premier ministre Abdelaziz Djerad a présenté ses condoléances au Général-major, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, et à la famille du soldat chahid victime de l'attaque qui a ciblé un détachement de l'ANP dans la zone frontalière de Timiaouine, à Bordj Badji Mokhtar, commise par un kamikaze à bord d'un véhicule piégé.

"C'est avec une grande affliction que le Premier

ministre, M. Abdelaziz Djerad a appris la nouvelle de la mort du héros Ben Adda Brahim, tombé en martyr, suite à l'attaque kamikaze abjecte ayant ciblé un détachement de l'Armée nationale populaire au niveau de la zone de Timiaouine, aux frontières algéro-maliennes", lit-t-on dans le communiqué des services du Premier ministre. En cette douloureuse circonstance, poursuit le communiqué, M. Djerad présente "en son nom personnel et au nom

du Gouvernement, les condoléances les plus attristées à la famille du chahid et au Général-major, chef d'état-major de l'ANP par intérim et à travers lui, les collègues du martyr, priant Allah le Tout-Puissant d'entourer le défunt de sa Sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et d'assister les siens et de leur accorder patience et réconfort", ajoute le communiqué. Le MDN avait indiqué dans un communiqué qu'un détachement de l'Armée

nationale populaire avait été la cible d'un kamikaze à bord d'un véhicule tout terrain piégé, le 09 février 2020 à 10H50, dans la zone frontalière de Timiaouine, à Bordj Badji Mokhtar (6e Région militaire). Aussitôt identifié, le militaire chargé du contrôle de l'accès est parvenu à mettre en échec la tentative d'entrée en force du véhicule suspect, cependant le kamikaze a fait exploser son véhicule, causant le décès du militaire en faction, a précisé le MDN.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Intensification de la lutte contre les résidus du terrorisme et le crime transfrontalier

Le gouvernement soutiendra l'Armée nationale populaire (ANP) dans l'intensification de la lutte contre les résidus du terrorisme et le crime transfrontalier, dans le cadre des engagements de l'Algérie et de son attachement à la promotion de la paix aux niveaux régional et international, souligne le plan d'action de l'Exécutif qui sera présenté aujourd'hui devant l'Assemblée populaire nationale. "Le gouvernement soutiendra l'ANP, appuyée par les autres services de sécurité, dans l'intensification, sans relâche, de la lutte contre les résidus du terrorisme jusqu'à l'éradication définitive de ce phénomène étranger à nos coutumes et valeurs ancestrales ainsi que contre le crime transfrontalier, le trafic de drogue, la contrebande et l'immigration clandestine et ce, dans le strict respect des engagements de notre pays et de son attachement à la promotion de la paix aux niveaux régional et international", précise le texte, adopté jeudi dernier lors d'une réunion extraordinaire du Conseil des ministres, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Dans ce cadre, la coopération avec les pays voisins en matière de lutte contre le terrorisme et la subversion, ainsi que la criminalité transfrontalière sous toutes ses formes, aussi bien dans un cadre bilatéral que multilatéral, "sera développée et renforcée, à travers des mécanismes opérationnels adaptés", précise le document dans son chapitre consacré au

"renforcement de la sécurité et de la défense nationale".

"En matière de défense nationale, l'ANP agissant dans le cadre de ses missions constitutionnelles de défense et de souveraineté nationales ainsi que de préservation de l'intégrité du territoire national, sous la direction du président de la République, Chef suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, poursuivra les efforts entrepris en matière de modernisation et de professionnalisation de ses composantes", ajoute le plan d'action.

Le texte souligne que "les événements qui affectent certains pays frontaliers exigent le renforcement de la sécurisation des frontières terrestres du pays, notamment celles du Sud et du Sud-est et des espaces maritime et aérien, à travers la mise en œuvre de plans d'action appropriés et une montée en puissance des moyens humains et matériels, proportionnelle à l'ampleur de la menace, de manière à pouvoir faire face à toute éventualité". Par ailleurs, le gouvernement "appuiera le développement des secteurs de l'industrie et de recherche-développement de défense, résolution orientés vers la maîtrise de la technologie et le savoir-faire, qui connaissent une dynamique et une impulsion nouvelle en termes de partenariat diversifié, de mobilisation de toutes les capacités nationales et une intégration harmonieuse à l'outil industriel national, de nature à contri-

buer au développement de l'économie nationale". Selon le document, l'ANP "guidée par les principes et objectifs de politique étrangère et de coopération nationale, développera les actions de coopération internationale bilatérale et multilatérale dans le domaine militaire, dans le but d'accroître ses moyens en équipements et ses capacités d'action, pour promouvoir les espaces de sécurité et de stabilité et apporter sa contribution aux opérations de maintien de la paix, notamment en Afrique, sous l'égide des organisations internationales".

Dans le même contexte, le gouvernement renforcera les capacités de cyber défense de l'ANP lui permettant une "mise en œuvre efficace de la stratégie nationale de la sécurité des systèmes d'information pour la protection et la sécurisation de l'ensemble des institutions et organismes de l'Etat contre toute menace en la matière". "L'ANP poursuivra sa contribution au titre de la politique menée par l'Etat dans le domaine du désenclavement et de la sécurisation des zones frontalières du pays", précise, en outre, le document.

Le gouvernement souligne aussi que l'ANP "participera activement à la prise en charge médicale et sanitaire des citoyens des zones enclavées, notamment au niveau des régions des Hauts-Plateaux et du Sud, et apportera l'aide et l'assistance requises à la population à travers tout le territoire national, à chaque fois que la situation l'exige".

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

L'Algérie adoptera une politique étrangère "dynamique et proactive"

L'Algérie adoptera, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une politique étrangère "dynamique et proactive" qui lui assurera une place à la hauteur de sa vocation de "puissance régionale", selon le projet de plan d'action du gouvernement qui sera présenté aujourd'hui devant l'Assemblée populaire nationale (APN).

Cette politique extérieure "s'inscrit naturellement" dans le prolongement de la politique de redressement national que le chef de l'Etat s'est engagé à mettre en œuvre au plan interne. "Notre diplomatie sera évidemment et tout naturellement au service de notre politique globale de renouveau national et d'édification d'une nouvelle République", est-il souligné dans le document. La nouvelle politique étrangère prônée par le président Tebboune "consistera avant tout à assurer à l'Algérie la place et le rôle qui lui siedent dans le concert des nations, à la hauteur de sa vocation de "puissance régionale".

La diplomatie algérienne demeurera "fidèle" à sa doctrine et ses principes cardinaux qui ont de tout temps guidé son action, à savoir "le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité des Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, le respect des règles de bon voisinage, le règlement pacifique des différends et le soutien aux causes justes". L'action diplomatique de l'Algérie se déploiera, ainsi, sous le triptyque "souveraineté, sécurité et développement" pour la défense des intérêts suprêmes de la Nation, la préservation de la sécurité nationale et de l'indépendance de décision et pour la mobilisation du partenariat étranger et de la coopération au service du développement du pays. Le gouvernement s'engage, à ce titre, à "œuvrer à la concrétisation des grandes orientations et des priorités de la politique extérieure en accordant un intérêt particulier à l'Afrique, en accentuant notre influence dans notre voisinage immédiat dans la région du Sahel et du Maghreb". La politique extérieure de l'Algérie devrait, à ce propos, "s'investir pleinement et en priorité dans la promotion des dynamiques de coopération, d'association et d'intégration dans tous les ensembles auxquels l'Algérie appartient que sont le Maghreb, le Sahel, l'Afrique, le monde arabe, la communauté islamique et l'espace méditerranéen".

Une stratégie de renforcement de la présence de l'Algérie dans les structures exécutives des organisations régionales et internationales dont elle est membre "sera mise en œuvre".

Le plan d'action du gouvernement prévoit également une "évaluation des relations avec les partenaires stratégiques de l'Algérie pour positionner notre pays en tant que puissance d'équilibre". "Les considérations de pragmatisme et de préservation des intérêts de notre pays doivent désormais présider aux interactions avec les partenaires étrangers de l'Algérie dans une approche gagnant-gagnant", est-il préconisé.

Vers une refonte de l'appareil diplomatique

Le gouvernement annonce, dans son plan, une refonte de l'appareil diplomatique pour "qu'il soit à même de s'acquitter de ses missions classiques ainsi que de diplomatie économique dynamique au service des intérêts économiques et de développement de l'Algérie". "Des ajustements bien étudiés" devraient être opérés à travers, notamment, "la révision de la carte diplomatique et des méthodes de fonctionnement", en vue de "mettre à contribution notre réseau diplomatique et consulaire pour la construction d'une économie nationale forte et diversifiée, génératrice de croissance inclusive et créatrice d'emplois et de valeur ajoutée". Une agence de coopération et de développement sera créée pour soutenir la nouvelle orientation économique de la diplomatie algérienne et devrait même être "l'outil privilégié de la diplomatie économique et des actions humanitaires de notre pays en Afrique notamment, en accompagnant et en consultant les opérateurs économiques algériens, publics et privés, dans la conduite de leurs investissements et échanges commerciaux internationaux".

La diplomatie algérienne sera appelée à "tirer pleinement profit des espaces économiques dans lesquels elle est partie, notamment la Zone de libre-échange continentale africaine et la grande Zone de libre-échange arabe, en accentuant son travail d'exploration et de conseil en vue d'améliorer l'accès des opérateurs nationaux aux marchés africains et arabes".

Le plan d'action du gouvernement prévoit, en outre, d'investir le réseau diplomatique et consulaire d'"une mission permanente", celle d'attirer les investissements étrangers, de promouvoir le marché algérien et de promouvoir la destination touristique Algérie. Il insiste, à cet égard, sur l'importance d'une "refonte des procédures de délivrance de visas", notamment au profit des hommes d'affaires et des touristes, l'objectif étant de parvenir à mettre en place un système de visa électronique (e-visa). Le gouvernement compte également mettre en place une "diplomatie culturelle" qui contribuera au rayonnement de l'Algérie à l'international, à travers notamment le développement du réseau des centres et instituts culturels algériens et des écoles algériennes à l'étranger. Une "diplomatie culturelle" devant permettre le "rehaussement" de la présence culturelle algérienne en Afrique et dans le monde est également prévue dans le plan d'action du gouvernement afin de "contribuer à promouvoir un Islam authentique, qui a historiquement prévalu en Algérie, et un discours religieux tolérant et modéré". Le gouvernement s'engage, par ailleurs, à veiller à "la protection des ressortissants nationaux dans le monde, à la préservation de leurs droits et intérêts, leur sécurité et leur dignité dans les pays d'accueil" et à œuvrer "au renforcement de la relation de nos compatriotes à l'étranger avec la mère patrie et à la prise en compte de leurs préoccupations au plan interne, notamment la circulation des personnes et le rapatriement des dépourvus d'Algériens décédés à l'étranger". Il promet, à ce titre, de moderniser l'administration consulaire et d'introduire le numérique et l'administration électronique ainsi que la mise en œuvre d'une politique visant à faire émerger un mouvement associatif représentatif et dynamique. "Plus particulièrement, le gouvernement s'attellera à mobiliser et à impliquer les compétences nationales à l'étranger dans le processus de renouveau national à travers des mécanismes appropriés", est-il souligné dans le document.

JUSTICE

"20 ans de prison requis contre les accusés dans l'affaire du complot contre l'autorité de l'Etat et de l'Armée"

Des peines de 20 ans de prison ferme ont été requises, hier, par le Procureur général près la Cour d'appel militaire de Blida dans le procès en appel à l'encontre des accusés dans l'affaire de complot contre l'autorité de l'Etat et de l'Armée, a déclaré à l'APS un avocat de la défense, Farouk Ksentini.

La matinée de la 2e et dernière journée de ce procès a vu la présentation du réquisitoire du Procureur général, qui a requis des peines de 20 ans de prison ferme à l'encontre de chacun des quatre accusés, à savoir Saïd Bouflicka, Mohamed Mediène, Athmane Tartag et Louisa Hanoune, a indiqué Me Ksentini.

L'après-midi a été consacré aux plaidoiries du collectif de défense des accusés, a-t-il dit, rappelant que la séance de la

matinée a vu la présentation des plaidoiries de la défense de l'accusé Louisa Hanoune. A noter que tous les accusés ont comparu à l'audience de la matinée, à l'exception d'Athmane Tartag, a souligné Maître Farouk Ksentini, prévoyant la prononciation du jugement définitif dans cette affaire, hier soir. Pour rappel, le Tribunal militaire de Blida avait condamné, le 25 septembre dernier, Saïd Bouflicka, Mohamed Mediène, Athmane Tartag et Louisa Hanoune, à quinze (15) ans de réclusion criminelle, pour "des faits commis dans une enceinte militaire qualifiés par la loi de crimes de complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité militaire et de complot contre l'autorité de l'Etat, faits prévus et réprimés respectivement par l'article 284 du Code de la justice militaire et les articles 77 et 78 du Code pénal".

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

De profondes mesures pour le développement humain

Le gouvernement s'engage, à travers son projet de plan d'action, qui sera présenté ce jour devant l'Assemblée populaire nationale (APN), à prendre de profondes mesures pour le développement humain, notamment, en ce qui concerne les secteurs de l'éducation, l'université et la formation professionnelle afin de les hisser aux niveaux et exigences requis.

Dans le secteur de l'Éducation, l'action du gouvernement "sera orientée essentiellement vers la rénovation de l'institution scolaire qui compte un parc infrastructural de plus de 27.634 établissements accueillant 9.597.267 élèves, encadrés par 479.081 enseignants et 250.533 administratifs".

Il s'agit de "renforcer les actions en matière de démocratisation et d'approfondissement de l'enseignement en vue d'assurer, non seulement l'égal accès de tous à l'éducation, mais également la réussite du plus grand nombre, dans un système éducatif fondé sur l'équité, la qualité et les valeurs éducatives de moralité et d'universalité, faisant de l'école le meilleur moyen d'ascension sociale".

Ces actions s'articulent autour de plusieurs axes relatifs principalement à "l'obligation de scolarité, la refonte pédagogique, l'amélioration de la gouvernance du système éducatif, la professionnalisation des personnels par la formation, le soutien à la scolarité, et le dialogue social".

Pour l'Enseignement supérieur, le plan d'action du gouvernement relève que, les universités, les grandes écoles et les centres de recherche "seront fortement soutenus" pour assurer leur adaptation afin de devenir un cadre d'enseignement, d'épanouissement et d'innovation.

A cet effet, les transformations nécessaires seront engagées pour assurer "un enseignement de qualité, la formation d'élites et de pôles de recherche de référence, à même de répondre aux attentes des entreprises, en leur offrant la ressource humaine". Le gouvernement s'attèlera, notamment, à "favoriser le développement des pôles d'excellence, en partenariat avec l'entreprise, dans des spécialités en adéquation avec le développement universel des technologies et des métiers et avec les besoins de l'économie nationale". Il s'agit, également, de "réviser" la carte de formation des domaines et filières pour permettre l'"adéquation" de cursus avec les besoins socio-économiques et les exigences en matière d'encadrement et d'infrastructures, "valoriser" les fonctions et "renforcer" les prérogatives de la pédagogie et de la recherche au niveau de l'organisation des établissements d'enseignement supérieur et en améliorant leur statut, notamment à travers la "mise en place de Comités Pédagogiques Nationaux, par filières". Les objectifs du gouvernement consistent, aussi, à "accroître le taux d'utilisation des bourses universitaires à l'étranger, multiplier les échanges universitaires et les jumelages entre universités, diversifier les partenaires et encourager le tourisme scientifique, notamment dans le palier du doctorat". Le gouvernement s'attelle, dans le même cadre, à "orienter l'université vers les métiers du futur, l'enseignement de l'intelligence artificielle, l'internet des objets, la médecine 2.0, les grandes mutations économiques et géopolitiques, la robotique, le développement humain durable et la transition énergétique nécessaire pour sortir du tout hydrocarbures". Dans son plan d'action, l'exécutif prévoit aussi de "privilégier graduellement la formation technologique en intégrant le cursus de formation d'ingénieurs au niveau du parcours LMD pour certaines spécialités des sciences techniques et technologiques, réhabiliter et valoriser la mission de formation continue, (et de) mettre en place le Conseil National de la Recherche Scientifique et des Technologies et en faire un vecteur de développement socio-économique". S'agissant de la Formation professionnelle, les actions du gouvernement seront focalisées, sur "l'amélioration de la qualité de la formation et le renforcement de la formation et de l'enseignement technique, scientifique et technologique". Elles porteront, en particulier, sur "la promotion des filières de formation technique, scientifique et technologique, la réorganisation du cursus d'enseignement professionnel et du système d'orientation, du certificat de formation professionnelle spécialisée (CFPS) au diplôme de brevet de technicien supérieur (BTS)". "L'introduction des langues fonctionnelles, notamment l'anglais", au niveau des établissements de formation et d'enseignement professionnels est également inscrite dans le plan d'action. Il en sera de même pour "la mise en place d'un programme de coopération et d'échanges, de projets de jumelage entre les établissements et avec les établissements de pays leaders dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels".

L'indépendance de la justice au cœur des priorités du programme du président de la République

Le projet de plan d'action du gouvernement qui sera présenté aujourd'hui devant le Parlement ambitionne de renforcer l'indépendance de la justice, d'améliorer la qualité de sa décision et la performance du système pénitentiaire, ainsi que de garantir la sécurité des personnes et des biens.

S'inscrivant en droite ligne du programme du Président de la République qui place la consécration de l'indépendance de la justice au cœur de ses priorités, le plan d'action du gouvernement prévoit, dans le cadre de la prochaine révision constitutionnelle, des "réaménagements appropriés de l'arsenal législatif visant notamment à renforcer le droit de la défense, à assurer le respect du principe de proportionnalité des peines, à limiter le recours injustifié à la détention provisoire et à prévenir les erreurs judiciaires". Selon le document, une révision sera initiée du statut de la magistrature et de la loi régissant le Conseil supérieur de la magistrature ainsi que de la Charte de déontologie de la profession de magistrat et de la fonction d'inspection en vue de "consacrer l'indépendance de la magistrature et de la moralisation du travail judiciaire". Des mécanismes seront, ainsi, mis en place afin de "protéger l'indépendance du magistrat et de son intégrité et de valoriser son statut".

Le plan d'action du gouvernement prévoit aussi l'introduction de dispositions permettant l'adaptation de la législation algérienne au développement du contentieux et aux nouveaux types de criminalité et ce, par notamment, la révision de la procédure de comparution immédiate ayant généré l'augmentation du taux de la détention provisoire, de sorte à la faire coexister avec la procédure de flagrant délit qui sera réintroduite.

Le plan prévoit également la révision de certaines dispositions régissant les tribunaux à compétence territoriale étendue, ciblant ainsi l'efficacité en matière de direction des investigations, l'extension des mesures de correctionnalisation législative pour certains crimes afin d'apporter une réponse pénale plus rapide, et la révision des dispositions du recours en cassation contre les arrêts de la chambre d'accusation ordonnant le renvoi au tribunal criminel, pour un meilleur respect de la présomption d'innocence et la diminution de la détention provisoire.

Le gouvernement compte aussi, réviser les dispositions relatives au tribunal criminel, concernant sa composition, la nature de ses décisions et ses modes de saisine et ce, en vue de gagner en efficacité, ainsi que les procédures de notification en matière pénale. Une généralisa-



tion de la visioconférence dans les procédures judiciaires, et l'adaptation du découpage des juridictions administratives et la décentralisation de la gestion administrative et financière des juridictions ainsi que l'introduction de la fonction d'audit financier sont également prévues dans le plan d'action du gouvernement.

Amélioration de la qualité de la décision de justice

Pour améliorer la qualité de la décision de justice, le plan d'action du gouvernement prévoit le renforcement du rôle de la Cour suprême et du Conseil d'Etat en matière d'unification et de diffusion de la jurisprudence et la généralisation du recours aux peines alternatives à la prison, notamment le travail d'intérêt général.

Dans le cadre de la facilitation de l'accès à la justice et outre la généralisation de la numérisation aux différentes phases du dossier judiciaire, le gouvernement prévoit "l'extension, au profit des usagers de la justice, y compris notre communauté à l'étranger, des prestations électroniques et de l'information à distance, la suppression des procédures de dépôt des différents dossiers, dans le cadre d'une démarche visant la numérisation globale et la suppression progressive du support papier".

Pour améliorer la performance du système pénitentiaire, le gouvernement compte "réviser le code de l'organisation

pénitentiaire et ce, en individualisant davantage la peine et en aménageant le mode de réduction de la peine afin d'inciter à la discipline et d'encourager l'insertion sociale". Il compte également introduire le "système de surveillance électronique (bracelet électronique) comme peine alternative à l'emprisonnement" et le "renforcement en personnel pénitentiaire et l'humanisation des conditions de détention". Par ailleurs, le gouvernement a placé au centre de son action le renforcement de la sécurité des personnes et des biens et il compte, à cet égard, "renforcer les moyens humains et matériels des services de sécurité pour contrecarrer toute velléité de porter atteinte aux droits des personnes et de la société".

Le gouvernement prévoit, dans ce contexte, de "renforcer la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes", à travers "la modernisation des moyens et méthodes de lutte, une meilleure couverture sécuritaire à travers le territoire national par un maillage adapté, la consolidation de la formation des ressources humaines pour répondre aux objectifs de professionnalisme, l'anticipation et la prévention des risques et menaces".

Il entend également "adapter les méthodes aux nouvelles formes de criminalités émergentes, notamment la cybercriminalité, et le renforcement de la coordination entre les institutions et les services chargés de la protection des personnes et des biens".

Améliorer l'accès au logement, à l'eau et l'énergie et aux transports

Le projet de plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, se fixe comme objectif l'intensification des efforts pour améliorer l'accès du citoyen à un logement décent et aux différents services, notamment l'eau, de l'énergie et les transports.

Ainsi, ce projet prévoit l'achèvement des programmes publics en cours de réalisation, notamment le programme du raccordement de 398.000 foyers en gaz et 112.000 foyers en électricité, les "programmes complémentaires" qui prévoient le raccordement de 10.000 foyers en gaz et 7.000 foyers en électricité, et le raccordement en électricité et en gaz de la nouvelle ville de Draa Errich (4.000 foyers en gaz et 5.000 foyers en électricité).

En matière d'eau potable, l'engagement du président

de la République "d'en finir avec les coupures d'eau et de garantir un égal accès des citoyens aux différents services de l'eau à travers l'ensemble du territoire national" sera une priorité du gouvernement pour les cinq années à venir.

Le plan d'action englobe la combinaison du dessalement pour la bande littorale, des interconnexions entre les barrages et les systèmes de transferts, de l'utilisation systématique des eaux et des boues épurées dans l'industrie et l'agriculture et de l'exploitation des ressources souterraines dormantes du Sahara septentrional.

En outre, la capacité nationale de stockage des eaux superficielles sera portée à 10 milliards m3 par la réalisation et la mise en service de nouveaux barrages et l'interconnexion des grands ouvrages et complexes hydrauliques du pays, selon le plan d'action qui souligne

par ailleurs que la cadence de réalisation de forages à destination agricole et domestique serait accélérée, "en veillant à préserver les nappes phréatiques et en permettant leur régénération".

Dans le secteur de l'Habitat, le gouvernement s'engage à intensifier la réalisation de logements en lançant un nouveau programme d'un (1) million de logements, tous segments confondus, avec les équipements d'accompagnement et les viabilités nécessaires, durant le quinquennat 2020-2024 où l'accent sera mis sur les segments d'habitat rural et d'auto-construction dans les lotissements sociaux.

Concernant les projets de logements en cours, le gouvernement veut accélérer leur réalisation en s'appuyant sur la "responsabilisation financière des entrepreneurs". Le plan prévoit aussi l'éradication totale des

bidonvilles, à travers le recensement et la mise en œuvre de nouveaux programmes destinés au relogement des ménages, en mettant en place un système de veille contre les tentatives de prolifération et de récurrence. La prise en charge du vieux bâti et la création d'un marché immobilier, notamment dans le domaine de la location, figurent également parmi les engagements du gouvernement.

En matière de transport, le gouvernement prévoit de renforcer les réseaux d'infrastructures qui concourent à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, à travers notamment la poursuite de la réalisation de projets d'augmentation de capacité du réseau par son dédoublement, des évitements des grandes agglomérations et d'aménagements urbains pour la décongestion de la circulation.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Finances: création en 2020 de la Banque de l'Habitat et du Fonds des PME et start-up

Le projet de plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prévoit la création durant l'année en cours d'une banque spécialisée dédiée au financement de l'Habitat et d'un fonds d'investissement des PME et des start-up, en plus du déploiement de certaines banques nationales à l'étranger, à travers l'ouverture d'agences.

Ainsi, le gouvernement promet dans son projet de plan d'action, approuvé lors du dernier Conseil des ministres et qui sera présenté mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), une "réforme bancaire importante", à travers notamment une large diffusion auprès de la clientèle des banques des instruments de paiement électronique, en vue de réduire les transactions en espèces.

S'agissant de l'activité boursière, une attention "particulière" sera portée au développement de la place d'Alger, appelée à jouer un rôle essentiel dans le financement de l'entreprise ainsi qu'à la dynamisation des marchés de capitaux améliorant ainsi l'efficacité globale du système financier et l'allocation des ressources financières, souligne le plan d'action.

Pour ce qui est de la réforme budgétaire, il est prévu de rétablir la "discipline et la rigueur budgétaires" qui se traduiront, à terme, par la consécration de la performance de la dépense et son adéquation



avec les ressources financières disponibles. Il est également prévu d'instaurer un procédé de suivi et d'évaluation économique de toute mesure sollicitant le budget de l'Etat, à la faveur de la généralisation du système d'information et de gestion budgétaire à tous les départements ministériels, ce qui confortera la mise en place du cadre de dépense à moyen terme et du cadre budgétaire à moyen terme, deux outils indispensables pour l'élaboration d'une trajectoire bud-

gétaire pluriannuelle, selon le plan d'action. En outre, le gouvernement compte mettre en œuvre une réforme "graduée et globale" des subventions, dont le niveau avoisine actuellement 25 % du Produit intérieur brut (PIB), par la mise en place d'un système de ciblage des populations les plus vulnérables.

Finalisation d'une étude stratégique "Vision Algérie 2035"

Evoquant, par ailleurs, le renforcement des capacités

de l'Etat en matière d'outils d'aide à la décision, le gouvernement prévoit de finaliser l'étude stratégique intitulée "Vision Algérie 2035" destinée à servir de cadre référentiel fondamental pour les différents secteurs.

Le projet prévoit aussi le développement d'un système national d'information statistique, économique et sociale, intégrant les normes de transparence, d'actualisation et d'authentification des données et leur fluidité au profit des agents économiques et des institutions de l'Etat. Dans ce cadre, l'outil statistique "bénéficiera d'un renforcement substantiel en moyens humains et matériels" dans le but d'améliorer l'efficacité de l'action économique de l'Etat, tributaire de ses capacités de prévision.

"La réalisation prochaine du Recensement général des populations et de l'habitat constituera un jalon important apportant une meilleure visibilité, en appui des travaux sur les perspectives de l'évolution de l'économie algérienne et la réalisation de la "Vision Algérie 2035", est-il expliqué.

Commerce extérieur: rétablir l'équilibre de la balance des paiements

Le projet de plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, compte rétablir l'équilibre de la balance des paiements par la réduction des importations improductives et la promotion des exportations hors hydrocarbures.

Ce rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements constitue pour le gouvernement de Abdelaziz Djerad "une exigence vitale" pour la promotion de la production nationale qui sera notamment consacrée à travers la mise en place de dispositifs juridiques "obligés" les opérateurs publics et privés et l'ensemble des gestionnaires et ordonnateurs du budget public à recourir aux biens et aux services produits localement, dans le cadre de leurs commandes.

Ces obligations seront notamment matérialisées dans les cahiers des charges relatifs aux marchés publics, précise le plan d'action qui sera présenté ce jour à l'APN.

Le gouvernement poursuivra ainsi une démarche volontariste de régulation et de réduction des importations, en protégeant les produits dont la demande est satisfaite par la production locale. Par ailleurs, le gouvernement s'engage fermement à encourager et à accompagner la promotion des exportations hors hydrocarbures, en apportant les appuis nécessaires aux opérateurs économiques dans l'amélioration de leur compétitivité et la création, en tant que de besoin, des consortiums d'exportation. La promotion des exportations doit se traduire par des mesures de mise à niveau des différents textes législatifs et réglementaires régissant et encadrant l'acte de l'export y compris le troc, selon le même document.

Une profonde révision des accords de libre-échange

Par ailleurs, le gouvernement envisage d'engager une profonde évaluation et révision des accords de libre-échange existants. A ce titre, il sera procédé à la définition des critères pour la conclusion de nouveaux accords commerciaux préférentiels, l'évaluation des accords multilatéraux et bilatéraux (accord d'association avec l'Union européenne, Grande zone arabe de libre-échange et accord préférentiel avec la Tunisie), la finalisation de l'adhésion de l'Algérie à la ZLECAF, l'évaluation du processus d'accession de l'Algérie à l'OMC ainsi que la mise en œuvre de la stratégie nationale des exportations.

Quant au commerce intérieur, le Gouvernement veut axer ses efforts, au titre des cinq années prochaines, autour de deux axes fondamentaux. à savoir l'organisation et l'encadrement de ce commerce, à travers notamment la lutte contre le commerce informel, l'assainissement du marché et la moralisation de l'acte de commerce, la densification des équipements commerciaux, la numérisation du secteur commercial, le développement de l'e-commerce, la révision des cadres législatifs et réglementaires relatifs aux activités commerciales et le renforcement du dialogue et de la concertation avec les partenaires sociaux et professionnels.

Equilibrer la balance commerciale des produits alimentaires d'ici à 2024

L'Algérie s'est lancée le défi de réduire le déséquilibre de sa balance commerciale des produits alimentaires et agricoles de base à l'horizon 2024 à travers le développement durable de l'agriculture et de la pêche ainsi que la rationalisation des importations des produits subventionnés, selon le projet de plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République. Dans son plan d'action, le Gouvernement ambitionne d'équilibrer sa balance en parvenant à couvrir les besoins de la demande nationale en produits alimentaires de base à travers l'accroissement de la production et de la productivité agricole tout en boostant les exportations par le renforcement du système de certification et de labellisation des produits de terroir. Ce plan mise également sur le secteur de l'agriculture et de la pêche pour diversifier l'économie nationale et la libérer de sa forte dépendance des hydrocarbures.

Dans sa démarche, il compte procéder par le développement des territoires ruraux et de l'agriculture saharienne et des montagnes tout en veillant à une exploitation durable des ressources naturelles, la protection et la valorisation des espaces naturels et le patrimoine forestier. "Cela permettra d'assurer une production accrue de biens et services au profit des populations locales et de l'économie nationale", assure le gouvernement. Pour concrétiser le développement de ce nouveau modèle agricole et rural, l'Algérie compte sur l'investissement privé et l'émergence d'une nouvelle génération de producteurs qui devrait contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits agroalimentaires et forestiers et l'intégration des chaînes de valeur à l'international, lit-on dans le document. Le gouvernement compte également encourager l'investissement dans les grands projets agricoles dans le sud et les hauts plateaux et promouvoir le partenariat pour capter les Investissements Directs Etrangers (IDE), notamment dans les filières stratégiques (céréales, oléagineuses, sucre) et le développement des capacités de stockage sous froid et les centres de conditionnement, a ajouté le même source.

Augmenter l'offre nationale en produits halieutiques

Le secteur de la pêche et des ressources halieutiques revêt également un caractère stratégique pour le gouvernement de par ses ressources qui contribuent largement à l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays. Aussi, l'Algérie entend augmenter l'offre nationale en produits halieutiques, à travers "la promotion et le développement de l'aquaculture à grande échelle et le développement de la pêche de grand large". En parallèle, le gouvernement compte améliorer la gestion des activités de pêche maritime, en promettant d'améliorer les conditions socio-économiques des professionnels de la pêche et de l'aquaculture.

Industrie: révision des textes réglementaires encadrant le dispositif CKD

Le projet de plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune prévoit la révision des textes réglementaires encadrant le dispositif CKD afin d'augmenter le taux d'intégration dans les activités de montage dans différentes activités industrielles et promouvoir la sous-traitance. "Le gouvernement veillera à réviser les textes réglementaires encadrant le dispositif CKD, dans l'objectif d'augmenter le taux d'intégration nationale dans les activités de montage et d'assemblage, notamment dans les industries mécaniques, électriques, électroniques et de promouvoir les filières de sous-traitance dans ces domaines d'activité", lit-t-on dans le projet de plan d'action, qui sera présenté ce jour à l'Assemblée populaire nationale (APN).

A cet effet, "les investissements dans les processus industriels des activités de sous-traitance bénéficieront d'un cadre incitatif d'accès au foncier et au financement et d'un régime fiscal préférentiel", est-il indiqué dans ce document.

Les autres produits "éligibles" à une intégration nationale seront également

identifiés et bénéficieront de mécanismes et outils pour leur développement et leur promotion.

Il s'agira aussi de mettre en place un cadre juridique cohérent de promotion de l'investissement productif, notamment dans les industries agro-alimentaires, l'électronique et l'électroménager, les industries de matériaux de construction, les industries mécaniques, l'industrie pharmaceutique, les industries chimiques et les industries textiles et cuir.

"Un effort accru sera plus particulièrement investi pour développer les industries de transformation de matières premières, notamment agro-alimentaires, sidérurgiques et en aval des hydrocarbures, avec le concours des investisseurs nationaux et étrangers", affirment les rédacteurs de ce document. Aussi, le gouvernement compte renforcer le secteur public marchand, en effectuant une refonte de l'environnement juridique qui encadre la gestion des participations de l'Etat, de l'entreprise publique et du partenariat pour l'adapter aux nouvelles exigences que commande la politique de renouveau

économique, acté par le président de la République. Pour l'accompagnement des entreprises, il est prévu de mettre un dispositif approprié d'assistance ou d'aide aux PME en difficulté, permettant l'assainissement des créances détenues par les opérateurs économiques sur les démembrements de l'Etat.

Dans ce cadre, le gouvernement veillera à "réprimer sévèrement les tentatives de détournement du patrimoine foncier économique de sa vocation ou d'immobilisation induite sans réaliser les investissements annoncés".

Par ailleurs, des programmes d'exploration et d'étude des potentialités minières seront conduits dans toutes les régions du pays, notamment pour valoriser le potentiel de phosphates et la production des différents types d'engrais, à l'effet de satisfaire le marché national et d'alimenter les exportations, densifier la production nationale de fer, d'or, de plomb et de zinc, de marbre et de pierres décoratives. Sur un autre plan, il est prévu de diversifier les sources de financement des activités minières en élargissant la contribution du secteur privé national et étranger.

Hydrocarbures : intensification de l'effort de recherche et d'exploration

Parallèlement aux efforts de diversification de l'économie nationale dans le cadre du projet de renouveau économique, le gouvernement s'attèlera, dans le domaine des hydrocarbures, à assurer la couverture des besoins nationaux, la sécurité de l'approvisionnement ainsi que le pourvoi de l'économie nationale en ressources financières. Ces impératifs passent par l'intensification de l'effort de recherche et d'exploration, y compris dans les zones Offshore et le nord du pays, pour mettre en évi-

dence de nouvelles réserves d'hydrocarbures, l'optimisation de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures par l'utilisation de méthodes de récupération assistée tout en garantissant la conservation des gisements, ainsi que le renforcement des capacités de production.

Par ailleurs, un programme de valorisation des hydrocarbures est retenu par le gouvernement, afin d'asseoir une industrie pétrochimique et de raffinage et ce, à travers le lancement de projets intégrés à forte valeur

ajoutée, tels que le vapocraquage d'éthane pour la fabrication des polymères et produits dérivés, le développement d'une industrie de transformation des phosphates et l'augmentation des capacités de raffinage pour satisfaire la demande nationale en produits pétroliers.

Par ailleurs, l'approvisionnement continu du marché national en produits pétroliers sera assuré à travers l'augmentation des capacités de stockage de carburants à 30 jours contre 12 jours actuellement.

S'agissant des hydrocarbures non conventionnels, le Gouvernement, tout en intensifiant les efforts d'identification du potentiel que recèle le sous-sol algérien, engagera les études appropriées sur l'impact de l'exploitation de cette richesse au plan économique, social et environnemental, en veillant à ce que toute exploitation envisagée préserve la santé du citoyen, les écosystèmes et, en particulier, les ressources hydriques.

UE - FINANCES

La BCE lancera en mars des consultations pour définir sa nouvelle stratégie

La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a annoncé jeudi l'entame, fin mars, de consultations publiques dans le cadre d'un chantier pour redéfinir la stratégie de politique monétaire de l'institut, inchangée depuis 2003.

La BCE organisera «fin mars à Bruxelles» la première des rencontres «à l'écoute des représentants d'organisations de la société civile au niveau de l'UE avec un large éventail de perspectives», a déclaré Mme Lagarde lors d'une audition devant le Parlement européen.

Il s'agira à travers ces consultations d'aborder les sujets proches des préoccupations des gens, a-t-elle dit, Mme Lagarde citant «l'augmentation des loyers et des prix des logements, l'incertitude de l'emploi ou le changement climatique». Autre moyen de communiquer avec le public, un portail sur le site de la BCE va fournir «toutes les informations sur la révision de la stratégie» au grand public et, «dans la mesure du possible, également dans toutes les langues officielles», a encore précisé la Française.

L'institut monétaire évaluera ensuite «la meilleure façon de prendre ces préoccupations en compte dans nos actions et notre communication, dans les limites de notre mandat», a-t-elle ajouté. L'entame de ce chantier stratégique intervient dans un contexte de taux d'intérêt bas et d'inflation faibles depuis des années. Ce contexte a «considérablement réduit la marge de manœuvre de la BCE et des autres banques centrales dans le monde pour assouplir la politique monétaire face à un ralentissement économique», a prévenu la première gardienne de l'euro.

Une remarque tranchant avec la position de son prédécesseur Mario Draghi qui, au cœur de la crise de la dette en 2012, estimait qu'il fallait tout faire, «quoi qu'il en coûte», pour sauver l'euro.

ETATS-UNIS - AFRIQUE

Vers un accord commercial avec le Kenya

Les Etats-Unis envisagent la négociation d'un accord commercial avec le Kenya, un partenaire qu'ils considèrent stratégique en Afrique de l'Est, a annoncé le secrétaire américain au Trésor Robert Lighthizer dans un communiqué, relayé samedi par les médias kenyens. «Le Kenya est un leader reconnu à travers le continent, un partenaire stratégique important des Etats-Unis, et il existe un potentiel énorme pour renforcer nos liens commerciaux et économiques», a soutenu Lighthizer, qui a émis le souhait de voir un accord

PÉTROLE

Les cours entament la semaine en baisse

Les prix du pétrole étaient en baisse hier, toujours affectés par les inquiétudes sur la demande chinoise et les attermoissements des membres de l'Opep+, le Brent touchant un plus bas depuis plus d'un an. Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 54,20 dollars à Londres, en baisse de 0,50% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour mars perdait 0,58%, à 50,03 dollars. A la reprise de la cotation après la pause du week-end, le Brent a touché 53,63 dollars, soit un plus bas depuis le début du mois de janvier 2019. «Les prix du pétrole continuent d'évoluer à la baisse» du fait «des craintes pour la demande» de brut, a résumé Naeem Aslam, analyste.

La Chine, premier consommateur du pétrole frappé par l'épidémie de coronavirus dont le dernier bilan fait état de plus de 40.000 personnes contaminées pour quelque 900 décès,

ne connaissait lundi qu'un semblant de reprise du travail.

Le pays reste largement paralysé par la psychose de la pneumonie virale et plusieurs régions, abritant des dizaines de millions d'habitants, restent soumises à des restrictions de déplacement. Les membres de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés via l'accord Opep+, dont la Russie, peinent à trouver une réponse à la fois consensuelle et adaptée au ralentissement attendu de la consommation chinoise, ce qui pèse sur les prix.



AFRIQUE DU SUD:

Le président s'oppose à la fermeture de vols intérieurs par SAA

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa s'est déclaré vendredi opposé à la suppression de vols intérieurs par la compagnie aérienne nationale South African Airways (SAA), dans le cadre d'un plan pour la sauver de la faillite. Les responsables du plan de restructuration lancé en décembre ont annoncé ces dernières semaines l'annulation de dizaines de lignes internationales, et même jeudi de toutes les liaisons nationales, à l'exception de celle entre Johannesburg et Le Cap. «Nous ne sommes pas d'accord avec l'option retenue par les responsables du sauvetage, en ce qui concerne la suppression de vols intérieurs», a déclaré M. Ramaphosa aux journalistes avant d'embarquer sur l'avion présidentiel à destination du sommet de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba, dont il va prendre la présidence.

«Nous voulons en discuter avec eux parce que SAA est non seulement un grand symbole

national, mais aussi un levier économique, qui permet aux gens de se déplacer dans le pays, et nous voudrions que SAA reste une compagnie solide et performante», a-t-il expliqué.

Le gouvernement va se concerter avec les administrateurs pour «concilier la nécessité de réduire les vols non rentables avec celle d'assurer la viabilité future à la fois de la compagnie et de l'industrie aéronautique sud-africaine», a pour sa part annoncé le ministère des Entreprises publiques, dans un communiqué. A compter du 29 février, SAA fermera huit lignes internationales et régionales (Hong Kong, Sao Paulo, Guangzhou, Munich, Luanda, Entebbe, Abidjan via Accra et Ndola) et trois lignes nationales (Durban, Port Elizabeth et East London), afin de renouer avec «la rentabilité», a annoncé jeudi l'administrateur de SAA.

Washington bloque les avions d'une compagnie aérienne vénézuélienne

Les Etats-Unis ont menacé de sanctions la compagnie aérienne publique vénézuélienne Conviasa, et ont annoncé le blocage de ses avions selon un communiqué publié vendredi. Le département américain du Trésor a «identifié» la compagnie Conviasa comme étant «susceptible d'être sanctionnée en tant que propriété du gouvernement vénézuélien». La flotte d'avions de Conviasa a par ailleurs été bloquée, ou «gelée», par Washington, ce qui signifie que les appareils ne peuvent être utilisés sans l'autorisation de l'OFAC, l'agence qui gère les sanctions du Trésor américain.

Ainsi, «les Américains sont informés qu'ils ne peuvent pas effectuer de transaction avec cette compagnie aérienne ou ces appareils - y compris l'affrètement, la sous-traitance, le ravitaillement ou l'achat - sauf autorisation contraire», détaille le secrétariat d'Etat américain dans un communiqué distinct. Washington tente depuis des mois d'asphyxier le gouvernement vénézuélien avec des sanctions économiques contre ce pays aux immenses réserves pétrolières.

atteint 27 millions de dollars. La demande kenyane devrait augmenter dans les années à venir en raison notamment de la croissance du secteur alimentaire. Le commerce entre les deux pays s'élève à environ 1 milliard de dollars chaque année, selon les chiffres du représentant américain au Commerce. Plus de 70%, soit 466 millions de dollars en 2018, des exportations du Kenya vers les Etats-Unis se font dans le cadre de l'Agoa (loi sur la croissance et les opportunités en Afrique).

ARGENTINE

Cristina Kirchner réclame une décote «substantielle» au FMI sur la dette argentine

La vice-présidente argentine, Cristina Kirchner, a réclamé samedi à La Havane une «décote substantielle» au Fonds monétaire international (FMI), coupable, selon elle, d'avoir consenti un prêt «illégal» à son pays.

«Il devrait au moins accorder une décote substantielle, parce qu'il (le FMI) a consenti un prêt (...) qui viole les obligations du

Fonds monétaire international», a déclaré Mme Kirchner, en présentant son ouvrage «Sincères» à la foire du livre de La Havane. Elle a également qualifié d'«illégal» ce prêt, un crédit bail de 57 milliards de dollars, dont l'Argentine a déjà touché 44 milliards.

Le président argentin Alberto Fernandez vient de conclure une tournée européenne pour de-

mander l'aide des pays européens au refinancement de la dette de son pays, d'un montant total de 195 milliards de dollars, soit 57% du produit intérieur brut (PIB) argentin. M. Fernandez estime que l'Argentine ne sera pas en mesure de respecter ses engagements tant qu'elle n'aura pas renoué avec la croissance. L'Argentine est en récession depuis la mi-2018.

PÉROU

La balance commerciale a enregistré en 2019 un excédent de plus de 6 milliards de dollars

La balance commerciale péruvienne a enregistré un excédent de 6,614 milliards de dollars l'année dernière, selon les chiffres révélés par la Banque centrale.

La valeur de l'excédent avait atteint en décembre dernier 1,22 milliard de dollars, a ajouté la Banque centrale, notant que le total des exportations s'est élevé à 47,688 milliards de dollars, soit une baisse de 2,8% par rapport à 2018.

De son côté, la valeur des importations péruviennes s'est élevée à 41,074 milliards de dollars au cours de l'année écoulée, un volume en baisse par rapport à 2018, principalement en raison de la chute des prix du pétrole et ses dérivés. En décembre dernier, la valeur des exportations a atteint 4,608 milliards



de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,6% par rapport au même mois de l'année dernière, précise la même source. Au cours du dernier mois de l'année dernière, les importations totales se sont élevées à 3,388 milliards de dollars. Selon l'Institut péruvien des statistiques, le taux de croissance économique au Pérou entre janvier et novembre de l'année dernière était

de 2,14%. Dans un rapport, l'institut a relevé que l'économie péruvienne a enregistré au cours du mois de novembre une croissance de 1,86%, accumulant ainsi 124 mois de croissance continue. La performance positive de l'économie péruvienne au cours du mois de novembre 2019 est due à l'augmentation de la demande extérieure de produits classés dans la catégorie non conventionnelle (9,21%) dans des secteurs tels que l'agriculture, la pêche, le fer, l'acier et les produits chimiques. Elle s'explique également par l'augmentation de la consommation des ménages (3,14%) et la croissance des crédits à la consommation (12,83%).

BATNA :

Mise en service de 40 équipements d'accès aux services de téléphonie et d'internet

Un total de 40 équipements d'accès aux services de téléphonie et d'internet ont été mis en service dans la wilaya de Batna au début de l'année en cours, apprend-on dimanche du responsable de la communication auprès de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom (AT).

Cette haute technologie a permis aux habitants de plusieurs localités, notamment les nouvelles agglomérations et localités enclavées, de bénéficier des services d'Idoom, à savoir la téléphonie fixe et l'ADSL, a indiqué à l'APS, Hichem El Ayadi.

Dans ce contexte, 26 équipements d'une capacité de 6.768 points d'accès ont été mis en exploitation à travers plusieurs localités, dont Sadekk Chebchoub (ville de Batna), Karouma Saïd et Bayou (Oued Taga), Lagrine (Ouled Fadhel) et Oughanim et Ouerga (Tigherghar), se-



lon le même responsable.

S'agissant de la modernisation du secteur, 14 équipements d'une capacité de 5.344 points d'accès ont été mis en marche à

travers les cités de Berkane (Tazoult), 1.000 logements à Barika et El Kouachia, Aïn Yagout et Rahbat (Ras El Ayoun) ainsi que la localité de Trig Takslet

(Ngaous), a-t-on fait savoir de même source. Cette opération, réalisée dans le cadre d'un programme élaboré par la direction générale d'Algérie télécom concernant le développement et la modernisation des réseaux téléphoniques et d'internet en Algérie, a concerné la mise en service de 12.112 points d'accès au début de l'année 2020, a assuré, M. El Ayadi.

La mise en exploitation de plus de 40 équipements de ce genre, vient renforcer les 242 appareils similaires fonctionnels à travers la wilaya, a-t-il soutenu.

ENVIRONNEMENT ET URBANISME:

151 infractions en 2019 à Naâma

Au total 151 infractions liées à l'environnement et à l'urbanisme ont été enregistrées en 2019 par la brigade de la police chargée de l'urbanisme et de la protection de l'environnement relevant de la Sûreté de wilaya de Naâma, a-t-on appris dimanche auprès de ce corps de sécurité.

Quatre-vingt-onze (91) infractions sont liées à l'environnement et 60 à l'urbanisme pour lesquelles des procès-verbaux ont été établis avant d'être transmis à la justice, a indiqué le chef de service de sécurité publique, le commissaire Becharef Abdelmadjid, soulignant que les infractions sur l'urbanisme concernent essentiellement le non respect des règles d'aménagement des espaces urbains, comme la construction sans permis de construire ou encore la non conformité de la construction au permis de

construire. Dans ce cadre, 29 décisions de démolition concernant ces infractions ont été établies. Pour ce qui est de la protection de l'environnement dans son volet relatif à la gestion des déchets, leur contrôle et leur enlèvement, le commissaire Becharef a indiqué que la brigade de la police chargée de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a relevé plusieurs infractions liées notamment à la perturbation de la circulation routière, à l'hygiène du milieu, au commerce illicite et aux déchets liquides et solides.

Durant la même période, a-t-il dit, la brigade de la police chargée de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a effectué 29 interventions concernant l'obstruction de la voie publique par des objets perturbant la circulation routière ou représentant un danger pour la sécurité des personnes à travers les

routes et voies d'accès, entre autres, ainsi que 10 interventions concernant les déchets solides des chantiers de construction. En outre, 18 interventions ont été réalisées dans le cadre de la lutte contre le commerce illicite.

D'autre part, la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement de la sûreté de wilaya de Naâma a réussi, durant la même période, à éliminer quatre décharges sauvages, en coordination avec les autorités locales, en plus de trois interventions liées à des problèmes d'hygiène et de santé publique, ainsi que sept autres concernant la présence de déchets et d'eaux usées sur la voie publique et autres matières pouvant causer des désagréments, notamment des odeurs nauséabondes nocives pour la santé et l'environnement, en général.

ANNABA :

Signature de quatre conventions de partenariat entre le secteur de la formation et des opérateurs économiques

Quatre (4) nouvelles conventions de partenariat entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et des opérateurs économiques privés et publics de la wilaya d'Annaba, ont été signées en marge du salon local de la formation et de l'apprentissage ouvert dimanche au centre de loisirs scientifique sis au chef-lieu de wilaya. «Ces accords s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour dynamiser le rôle des institutions économiques en matière de formation d'une main-d'œuvre qualifiée et d'encouragement des jeunes à acquérir des compétences professionnelles, leur permettant

d'accéder au monde du travail et de créer des activités», a souligné le chef de l'exécutif local, Djamel Eddinne Berimi, lors de la cérémonie de signature de ces conventions. Parmi les accords, deux ont été signés entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels et le groupe industriel Sider, outre une convention avec la société de maintenance industrielle SOMID et une autre avec l'hôtel Sheraton d'Annaba. Le complexe Sider d'Annaba est considéré comme l'un des partenaires les plus importants du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans le domaine de l'apprentissage et

de la formation de la main-d'œuvre qualifiée dans les spécialités liées à la maintenance industrielle, a-t-on souligné à cette occasion, avec un total de 500 stagiaires, toutes filières industrielles confondues. Le salon local de la formation et de l'apprentissage est organisé en prévision de la prochaine entrée professionnelle «session de février 2020», qui verra l'ouverture de pas moins de 6.260 nouveaux postes de formation, a-t-on indiqué. Selon les explications fournies sur place, cette nouvelle session verra l'introduction de nouvelles spécialités (électricité automobile, l'entretien des véhicules, l'installation et l'en-

tretien des panneaux solaires, en plus de l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement, le tri des déchets et l'entretien des routes). En plus de la présentation des différentes spécialités disponibles pour la formation et l'apprentissage, le salon propose à ses visiteurs, notamment les jeunes, au cours d'une semaine, les expériences des entreprises start-up réalisées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi, ainsi que des opportunités d'apprentissage disponibles au niveau de la wilaya et cela dans les métiers liés à l'économie de l'eau et l'exploitation de l'énergie solaire en sus des cosmétiques, a-t-on signalé.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Une casemate pour terroristes contenant 3 bombes artisanales détruite à Aïn Defla

Une casemate pour terroristes contenant notamment trois bombes artisanales, a été découverte et détruite par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), dimanche, lors d'une opération de recherche et de ratissage menée dans la localité de Djebel Elouh, à Aïn Defla, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 09 février 2020 lors d'une opération de recherche et de ratissage dans la localité de Djebel Elouh à Aïn Defla (1ère Région militaire), une (1) casemate pour terroristes contenant trois (3) bombes de confection artisanale, deux (2) groupes électrogènes ainsi que des effets vestimentaires et de couchage et d'autres objets», précise le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des Gardes-frontières «ont saisi, à Tlemcen (2ème Région militaire), 3.800 kilogrammes de cocaïne, 8 kilogrammes de kif traité et 12.380 comprimés psychotropes», ajoute la même source. A Tamanrasset (6ème Région militaire), un détachement de l'ANP «a arrêté trois (3) individus et saisi deux (2) véhicules tout-terrain, neuf (9) groupes électrogènes et deux (2) marteaux piqueurs, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi, à Saïda (2ème Région militaire), un (1) fusil de chasse et un (1) pistolet automatique». D'autre part, des Gardes-côtes «ont déjoué, à Tlemcen, Oran, Chlef, Skikda, Annaba et El-Tarf, des tentatives d'émigration clandestine de 109 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 21 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à In-Salah, Tiaret, Tébessa, Laghouat, Djanet et Tlemcen», note le communiqué.

EL TARF :

Raccordement au réseau téléphonique et internet au profit de la localité frontalière de Oued Djenane

La localité frontalière et montagnaise de Oued Djenane, relevant de la commune d'El Ayoune (El Tarf), a été raccordée récemment au réseau téléphonique et à l'internet, a-t-on appris hier de Lilia Sakina Manamani, chargée de communication à la direction opérationnelle d'Algérie Télécom de la wilaya.

L'opération qui s'inscrit dans le cadre d'un programme de développement et de désenclavement des différentes zones frontalières de cette wilaya, intervient, a ajouté Mme Manamani, suite à l'installation durant l'exercice précédent d'un équipement d'accès au niveau de cette localité rurale, réputée pour son relief montagnoux et accidenté. Les efforts déployés par les services locaux d'Algérie Télécom ont ainsi permis aux habitants de cette localité éloignée de bénéficier des offres Idoom fixe et Idoom ADSL, a affirmé la même source, précisant que cette opération, qui a suscité "engouement et satisfaction" chez la population, s'est traduite par la multiplication des opérations de vente de proximité. Le plan d'action tracé dans le cadre de l'exercice précédent a par ailleurs permis, a-t-on noté, de raccorder d'autres communes situées sur la bande frontalière, en l'occurrence Oum Théboul, Ramel Souk et El Ayoun.

Achevés "récemment", les travaux s'étendent sur 41 km, a-t-on indiqué, précisant que cette opération a permis le raccordement des communes suscitées au réseau de fibre optique. Mettant en relief les efforts consentis par la direction opérationnelle de la wilaya d'El Tarf dans le cadre de l'élargissement de son réseau 4G LTE, Mme. Manamani a rappelé que sur les 26 stations que compte El Tarf, sept ont été mises en service durant l'année 2019 dans les localités de Denden, Oum Théboul, Matroha, Lac des oiseaux, Berdjilet, Necheaa et Kantra El Hamra.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 7 personnes décédées et 32 autres blessées durant les dernières 24 heures selon la Protection civile

Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 32 autres ont été blessées dans trois (6) accidents de la circulation survenus lors des dernières 24 heures à travers le territoire national, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Mila où 2 personnes sont mortes et 3 autres ont été blessées suite à une collision entre un camion et véhicule léger survenue sur la route nationale numéro 5 dans la commune d'Oued el Athmania, précise la même source. Par ailleurs, une femme est décédée à Djelfa, asphyxiée par le gaz naturel, alors que 03 trois autres personnes ont été secourues, ajoute-t-on.

SELON LA SÛRETÉ NATIONALE Un mort et 91 blessés en zones urbaines pendant le week-end

Une personne a trouvé la mort et 91 autres ont été blessés dans 76 accidents corporels enregistrés pendant le weekend en zones urbaines, a indiqué, dimanche, un bilan des services de la Sûreté nationale. Le facteur humain reste la principale cause de ces accidents, d'après les données des services de la Sûreté nationale. Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle, une nouvelle fois, les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, rappelant le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24.

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE 39 décès depuis le début de l'année 2020

Trente-neuf (39) personnes sont décédées asphyxiées par le monoxyde de carbone depuis le début de l'année 2020, indique un bilan publié hier par la Protection civile. Selon la même source, 530 autres personnes ont été secourues par les éléments de la Protection civile durant la même période.

Les unités de la Protection civile sont intervenues durant les dernières 24 heures pour porter secours à 14 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains utilisés à l'intérieur des habitations. Les unités de la Protection civile sont intervenues à travers les wilayas de Batna, Annaba, Khenchela et Tébessa, précise la Protection civile, soulignant que les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les structures sanitaires. Depuis le début de l'hiver, la Protection civile n'a cessé d'appeler les citoyens à faire preuve de vigilance, notamment durant les périodes de baisse des températures où les risques d'intoxication au monoxyde de carbone augmentent. «Ces drames sont souvent dus à des erreurs de prévention en matière de sécurité, l'absence de ventilation, le mauvais montage, un défaut d'entretien et l'utilisation de certains appareils qui ne sont pas destinés au chauffage», a-t-on expliqué.

Estimant que «la prévention joue un rôle majeur dans la stratégie qu'elle mène pour réduire les risques liés à ce type d'accidents domestiques», la Protection civile appelle les citoyens à «respecter les consignes de sécurité obligatoires afin de préserver leurs vies».

LUTTE CONTRE LE CRIME

Arrestation de 6 individus qui préparaient le cambriolage d'une maison à Tizi Ouzou

Les éléments de la Compagnie territoriale de la Gendarmerie nationale de Draa El Mizan (wilaya de Tizi Ouzou) ont procédé à l'arrestation de 6 individus qui préparaient le cambriolage d'une maison dans la région, a indiqué dimanche un communiqué de la Gendarmerie nationale, précisant que ce groupe est impliqué dans 7 affaires de cambriolage dans le territoire de la wilaya.

«Agissant sur informations, les éléments

de la Compagnie territoriale de la Gendarmerie nationale de Draa El Mizan ont ouvert une enquête approfondie sur l'existence d'un groupe spécialisé dans le cambriolage qui fait usage d'armes à feu et d'armes blanches à travers le territoire de la wilaya», indique-t-on de même source.

Les éléments de la Gendarmerie nationale, qui ont identifié certains membres de ce groupe ainsi que les marques de leurs véhicules, ont dressé des points de contrôle

et des barrages de sécurité qui ont permis d'arrêter deux véhicules, avec à leur bord plusieurs individus qui se rendaient au village Kantidja pour le cambriolage d'une maison, selon le communiqué.

«Le premier véhicule avait à son bord trois (03) individus âgés entre 33 et 40 ans ayant leur possession un fusil à pompe et un fusil de chasse volés ainsi que des cartouches, des armes blanches et des masques. Le deuxième véhicule, qui a pris

la fuite, a été arrêté au niveau d'un barrage de la Gendarmerie nationale.

Il avait à son bord trois (03) repris de justice âgés entre 27 et 41 ans», ajoute-t-on de même source. Ce groupe, qui préparait le cambriolage d'une maison, est impliqué dans 7 affaires de cambriolage à Iflissen, Frékat, Djebel Aissa Mimoun, Tigzirt, Frikat, Maâtkas et les Ouadhias, selon les éléments de l'enquête.

APS

POLICE 3 nouveaux sièges pour les sûretés urbaines de Tissemsilt

Les services de la police de Tissemsilt seront dotés prochainement de trois nouveaux sièges pour améliorer la couverture sécuritaire au chef-lieu de wilaya, a-t-on appris dimanche du chef de Sûreté de wilaya, le commissaire Mohamed Messabis.

Les assiettes devant abriter les sièges des 5e, 6e et 7e sûretés urbaines ont été retenues dans les zones de Sidi Khélifa, Ain Lora et Sanawber, au chef lieu de wilaya, a indiqué le commissaire Messabis lors d'une conférence de presse consacrée aux activités annuelles des services de la sûreté de wilaya en 2019, soulignant que le taux de couverture sécuritaire dans la wilaya a atteint actuellement 90 %.

Le dispositif de la sûreté nationale de la wilaya sera renforcé, au cours du deuxième semestre 2020, par un nouveau siège de sûreté de wilaya et un siège pour l'unité républicaine de sûreté dont le taux d'avancement des travaux de réalisation oscille entre respectivement 60 et 70%. Par ailleurs, le commissaire Mohamed Messabis a révélé que les



services de police de la même période, l'an dernier, 1,4 kg de kif traité et 1.170 comprimés psychotropes impliquant 133 personnes, en plus de 17.240 unités de boissons alcoolisées. Dans le domaine de la cybercriminalité, les mêmes services

ont enregistré, au cours de la même période, 63 affaires de diffamation, de menaces et d'extorsion via les réseaux sociaux, selon la même source qui a fait savoir que ces affaires ont connu une légère augmentation par rapport à l'année 2018, au

cours de laquelle 54 affaires ont été enregistrées.

Il a été recensé pas moins de 1.701 affaires de crimes contre les personnes et les biens, contre la chose publique et contre la famille, de pudeur, de délits économiques et de cybercriminalité impliquant 1.748 individus avec une hausse de dix affaires par rapport à 2018. Sur un autre registre, il a été fait état de 221 accidents de la circulation enregistrés en 2019 dans le tissu urbain de la wilaya, faisant trois morts et 218 blessés, a-t-on indiqué.

S'agissant des activités de la police d'urbanisme et de protection de l'environnement, le commissaire de police Messabis a souligné qu'au cours de l'année dernière, la direction de la sûreté de wilaya a recensé 357 infractions.

COUPURES

Suspension de l'alimentation en eau potable dans 4 communes à Alger

L'alimentation en eau potable a été suspendue hier dans plusieurs quartiers dans les communes de Douéra, Birtouta, Tassala el merdja et Ouled chebel, en raison des travaux de réparation d'une canalisation principale de production localisée dans la commune de Tassala el merdja, a indiqué hier un communiqué de la Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL).

La SEAAL «procèdera lundi 10 février 2020 de 8h à 18h00 à des travaux de réparation d'une canalisation principale de production au niveau de la

commune de Tassala el merdja», lit-on dans le même communiqué. Ces travaux engendreront une suspension de l'alimentation en eau potable qui impactera dans la commune de Douéra: la Cité 10,40 logts, Ramdania, le centre-ville, le Lotissement vieux moulin, le lotissement mohamed ben mohamed, la cité 350 logts, le lotissement mouline, la route de Brahmnia, lotissement el Makam et l'hôpital de douéra, selon la même source.

La Cité 1194 logts, Sidi M'hamed et la Cité 2160 logts dans la commune de

Birtouta et la Cité 1310 logts et 932 logts de la commune de Tassala el merdja sont également touchés par cette coupure.

Selon la SEAAL, la suspension de l'alimentation en eau potable touche dans la commune de Ouled Chebel la Cité 3216 logts, Lot m'hamdia et Douar chaibia.

Un dispositif de citernage a été mis en place afin d'assurer les usages prioritaires (établissements publics et hospitalier), informe l'entreprise.

NAÂMA

Lancement d'une caravane de sensibilisation et de lutte contre le gaspillage du pain

La direction du commerce de la wilaya de Naâma a lancé dimanche une caravane de sensibilisation et de lutte contre le gaspillage de pain, a-t-on appris de la directrice du secteur Mouna Temimi.

Cette caravane, dont l'activité se poursuivra tout le long de l'année, sillonnera les 12 communes de la wilaya pour sensibiliser les citoyens sur l'obligation du tri sélectif des produits rejetés et leur récupération et lutter contre le gaspillage du pain, un phénomène étranger à la société algérienne, a souligné la même responsable. La campagne, organisée avec la par-

ticipation de plusieurs directions dont celles de la santé et de la population, des affaires religieuses et wakfs, de l'administration locale et de l'éducation, les résidences universitaires, l'association de wilaya de protection du consommateur, l'union de wilaya des commerçants et artisans (UGCAA), porte notamment sur la distribution de dépliants pour sensibiliser les citoyens à éviter tout gaspillage et à ne pas jeter le pain dans les places publiques et utiliser les bacs réservés au dépôt du pain rassis pour son tri, a-t-on fait savoir. Le directeur du commerce a indiqué que les acti-

vités de sensibilisation, visant à réduire de manière significative le phénomène, doivent être traitées au cours de causeries religieuses et prêches du vendredi, à travers les affiches, les expositions et les concours dont celui de dessin qui mettent le doigt sur des comportements contraires aux valeurs de la société et de l'islam en vue de les corriger, a indiqué le directeur du commerce.

Parallèlement, des sorties sur le terrain sont lancées au niveau des établissements, des restaurants universitaires, des écoles et des hôpitaux pour sensibiliser sur l'importance de la conserva-

tion du pain. Les boulangers sont également impliqués dans cette campagne en les exhortant à fournir un produit de meilleure qualité, selon la même source.

Pour sa part, le bureau de wilaya de l'association de protection du consommateur de Naâma organise des réunions périodiques en sillonnant les marchés et les espaces commerciaux, ainsi que des activités de sensibilisation et fournit des conseils aux consommateurs sur la nécessité de rationaliser et de changer le mode de consommation quotidienne de ce produit, selon un de ses membres, Tahri Othmane.

ENVIRONNEMENT

L'Australie vise la neutralité carbone d'ici 2050

Le gouvernement australien devrait présenter un plan visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, avant la 26e conférence annuelle de l'ONU sur le climat (COP26), qui se tiendra à Glasgow (Ecosse) du 9 au 20 novembre 2020, a annoncé hier le ministre australien de l'Environnement, Angus Taylor.

«Le gouvernement s'apprête à proposer une stratégie à long terme pour réduire les émissions de CO2 avant la réunion de la COP26 en Ecosse», a souligné le ministre de l'Environnement dans une déclaration à la presse.

«La voie vers un impact significatif sur les émissions mondiales passe par le développement et le déploiement de nouvelles technologies», a expliqué M. Angus. Toutefois, le ministre des Finances, Mathias Cormann, a souligné que le charbon a encore un avenir en Australie, tout en promettant que l'approvisionnement en énergie renouvelable continuerait de croître. «Nous évaluons ce qui est à la fois respectueux de l'environnement et économiquement responsable», a relevé M. Cormann, ajoutant que le gouvernement «continuera de prendre ses décisions sur la base des intérêts nationaux de l'Australie.» Premier exportateur mondial de charbon, l'Australie est l'un des plus gros émetteurs de carbone par habitant.

D'ailleurs, une grande partie de l'électricité du pays est produite par des centrales à charbon.

L'année dernière, les exportations



australiennes de charbon ont augmenté de 0,8% pour atteindre 382 millions de tonnes, ce qui, combiné à des prix plus élevés, a généré des revenus records de 67 milliards de dollars américains et a fait du charbon un minerai plus important que le fer dans le pays.

La production de charbon australien devrait augmenter de 1,4% par an, passant de 409 millions de tonnes en

2018 à 444 millions de tonnes en 2024, selon les prévisions de l'agence internationale.

Le gouvernement australien, qui s'est engagé de réduire ses émissions de carbone d'au moins 26% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005, avait supprimé une taxe sur le carbone et avait mis en place un plan visant à mettre en place un marché de crédits carbone.

TEMPÊTE CIARA
240 vols annulés à l'aéroport d'Amsterdam

Quelque 240 vols au départ ou à destination de l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol ont été annulés à cause de la forte tempête hivernale «Ciara» qui a frappé dimanche le nord-ouest de l'Europe, a indiqué un porte-parole de l'aéroport.

Ces annulations concernent essentiellement les compagnies aériennes KLM, British Airways, EasyJet et Lufthansa, a précisé le porte-parole.

D'autres annulations ne sont pas à exclure et des retards sont prévus au cours de la soirée, a-t-il ajouté.

L'Institut royal météorologique néerlandais a émis une alerte orange sur tout le pays pour de fortes rafales de vent pouvant aller jusqu'à 120 km/h.

Plusieurs aéroports en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne ou en Suisse ont également dû annuler des vols à cause de la tempête Ciara, qui a provoqué aussi de nombreuses perturbations dans les transports ferroviaires et maritimes et fait craindre dégâts, inondations, et coupures de courant.

En France, où 42 départements ont été placés en vigilance orange «vents violents», la tempête a entraîné des centaines d'interventions des secours, avant de possibles inondations dans l'est au cours de la nuit.

ALLEMAGNE
Les grandes lignes ferroviaires toujours à l'arrêt

Les grandes lignes ferroviaires étaient toujours à l'arrêt hier en Allemagne en raison de la tempête Ciara qui a fait plusieurs blessés dont au moins trois graves, selon des médias. «Deux femmes ont été grièvement blessées par un arbre à Sarrebruck et une d'elles était entre la vie et la mort», a indiqué la police dans la nuit tandis qu'un adolescent de 16 ans a été blessé à la tête par une branche d'arbre à Paderborn.

Côté transports, les grandes lignes étaient à l'arrêt depuis la soirée de dimanche dans l'ensemble du pays, selon l'opérateur ferroviaire Deutsche Bahn, qui prévoit des perturbations toute la journée alors que la tempête se déplace vers le sud de l'Allemagne.

«Plusieurs centaines» de voyageurs ont passé la nuit dans les dizaines de trains mis à disposition dans les gares», selon Deutsche Bahn.

La tempête Ciara a poursuivi sa course dans la nuit de dimanche à hier, balayant le nord et l'est de l'Allemagne. Quelque 150 vols ont été annulés aux aéroports de Düsseldorf et de Cologne, selon l'agence DPA. L'alerte rouge intempéries est toujours en vigueur pour le sud du pays, dont l'alerte maximale pour certaines régions.

FRANCE
Reprise du trafic des ferries dans la Manche

Le trafic des ferries dans la Manche entre Calais et Douvres a repris hier matin malgré une mer toujours agitée après avoir été interrompu, dimanche, à cause du passage de la tempête Ciara, selon des médias locaux. La circulation des ferries sur ce tronçon de la Manche avait été interrompue dimanche midi «jusqu'à nouvel ordre» en raison des vents violents soufflant sur le littoral, du côté français comme du côté britannique. Elle a repris hier à 5h00 (3h00 GMT), certains bateaux devant toutefois être assistés par des remorqueurs pour leurs manoeuvres portuaires.

La circulation des trains régionaux, suspendue depuis dimanche soir, reste interrompue sur l'ensemble du réseau du Nord de la France et la société publique SNCF prévoyait encore de fortes perturbations lundi. Les pompiers du Nord ont indiqué avoir été mobilisés sur un millier d'interventions dans la nuit de dimanche à lundi, notamment pour des chutes d'arbres ou de câbles électriques et des toitures arrachées sous la force du vent, mais aucune victime n'est à déplorer. Près de 130 000 foyers étaient privés d'électricité lundi matin en raison de la tempête, a indiqué à l'AFP le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité Enedis. Les régions les plus touchées sont la Bretagne, la Normandie, les Hauts-de-France, le Grand Est, l'Île-de-France et le Centre.

«Nos équipes sont sur le terrain pour faire le point sur la situation», a précisé Enedis.

L'ensemble du Nord de la France restait hier matin en vigilance orange pour vents violents, selon Météo France qui a relevé dans la nuit des rafales allant jusqu'à 139 km/h au Cap Gris-Nez (Pas-de-Calais).

BRÉSIL

Un paramilitaire suspecté de l'assassinat de Marielle Franco, tué par la police

Le chef présumé d'une milice paramilitaire de Rio de Janeiro (Brésil) soupçonné d'avoir orchestré l'assassinat de l'élue Marielle Franco a été tué dimanche par la police dans l'Etat de Bahia, selon les autorités locales.

Adriano da Nobrega, qui était considéré comme fuyitif depuis plus d'un an, «a été localisé par la police dans la zone rurale de la ville d'Espalanada», à environ 170 km au nord de Salvador, capitale de Bahia, a précisé le secrétaire à la Sécurité de cet Etat du nord-est du Brésil dans un communiqué.

«Au moment où il allait être arrêté, il a fait feu sur les agents et a été blessé lors de la fusillade.

Il a été acheminé vers un hôpital, mais a succombé à ses blessures», a ajouté le secrétaire, soulignant que quatre armes avaient été retrouvées

dans la maison où le suspect se cachait.

Marielle Franco, qui était conseillère municipale de Rio, a été assassinée à l'âge de 39 ans en mars 2018, sa voiture criblée de balles en plein centre-ville.

Née dans une favela, elle était vue comme un symbole de la lutte des femmes noires brésiliennes contre le racisme et la violence policière et dénonçait souvent les exactions des milices paramilitaires qui sèment la terreur dans certains quartiers de Rio.

Sa mort avait suscité une énorme émotion, non seulement au Brésil, mais dans le monde entier.

En septembre dernier, un jardin Marielle Franco a été inauguré en présence de membres de sa famille dans le Xe arrondissement de Paris, près de la gare de l'Est.

Deux suspects ont été

arrêtés, tous deux ex-policiers militaires: Ronnie Lessa, 48 ans, tireur présumé, et Elcio de Queiroz, 46 ans, soupçonné d'avoir conduit le véhicule qui avait pris en chasse celui de Marielle Franco.

Les enquêteurs n'ont toujours pas identifié les commanditaires, mais les principaux soupçons portent sur le «Bureau du crime» (Escritório do crime), une puissante milice paramilitaire connue pour ses tueurs à gage, dont Adriano da Nobrega était le chef présumé.

Le PSOL, parti de gauche pour lequel Marielle Franco avait été élue conseillère municipale, a réclamé dans un communiqué des «éclaircissements» au sujet de la mort de ce suspect.

«La milice à laquelle il appartenait était soupçonnée d'être impliquée dans l'assassinat (...) et il était

un personnage-clé pour élucider une série de crimes», a affirmé le parti. D'après le journal Estado de S.

Paulo, Adriano Magalhães da Nobrega aurait fait part à son avocat de craintes d'être tué pour «faire disparaître des preuves». Ex-capitaine du Bope, bataillon d'élite de la police militaire de Rio, il avait reçu en 2005 la médaille Tiradentes, la plus haute décoration de l'Etat de Rio, récompense décernée à l'initiative de l'ex-député Flavio Bolsonaro, aujourd'hui sénateur, fils du président d'extrême droite Jair Bolsonaro.

Souvent composées d'anciens policiers, les milices ont fait leur apparition à Rio il y a une vingtaine d'années, avec des groupes armés censés soustraire la population des favelas au joug des trafiquants de drogue.

BÉNIN

Un policier tué dans l'attaque d'un poste de police dans le Nord

Un policier a été tué dans l'attaque d'un poste dans la nuit de samedi à dimanche dans le nord du Bénin, a indiqué la police dans un communiqué. C'est la première fois qu'une attaque vise les forces de l'ordre béninoises, dans cette zone frontalière où deux touristes étrangers avaient été enlevés et leur guide assassiné dans le parc de la Pendjari en mai 2019.

La police évoque une «demi-douzaine d'individus à moto armés de

machettes et de fusils de chasse de calibre 12» qui «se sont présentés» au poste de police de Keremou, à la lisière du parc du W, dans l'extrême nord du pays.

«Après une brève altercation avec les hommes de faction décidés à connaître le motif de leur convoi nocturne, compte tenu des antécédents de braconnage et de trafics divers dans la zone, ces individus ont fait usage de leurs machettes et de leurs

armes pour agresser nos hommes avant de mettre le feu au poste», a expliqué la police.

«L'un des fonctionnaires de police a trouvé la mort dans le poste incendié».

Les trois autres, dont un blessé, sont «hors de danger», a-t-elle poursuivi, précisant que la situation est désormais «sous contrôle» et que la présence de l'armée a été renforcée dans cette zone isolée.

SELON L'OMS Bond de 81% des cas de cancers dans les pays pauvres d'ici à 2040

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que les cas de cancer augmenteront de 81% d'ici à 2040 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en raison de l'insuffisance des ressources consacrées à la prévention.

Dans un rapport, l'agence spécialisée des Nations unies avertit que si les tendances actuelles se poursuivent, le monde connaîtra globalement une augmentation de 60% des cas de cancer au cours des deux prochaines décennies.

En 2018, l'OMS a enregistré dans le monde 18,1 millions de nouveaux cas de cancer, et l'organisation s'attend à ce que le chiffre atteigne d'ici à 2040 une fourchette allant de 29 à 37 millions. C'est dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, qui enregistrent actuellement les plus faibles taux de survie, que le nombre de nouveaux cas augmentera le plus fortement (+81% selon les estimations).

Selon l'OMS, cette situation s'explique en grande partie par le fait que ces pays ont dû consacrer des ressources sanitaires limitées à la lutte contre les maladies infectieuses et à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant, et que les services de santé ne sont pas équipés pour prévenir, diagnostiquer et traiter les cancers. "C'est un coup de semonce qui nous appelle tous à nous attaquer aux inégalités inacceptables qui existent entre pays riches et pays pauvres concernant les services de lutte contre le cancer", a souligné le Dr Ren Minghui, sous-directeur général de l'OMS, cité dans un communiqué.

"Lorsque les individus ont accès aux soins primaires et aux systèmes d'orientation, il est possible de détecter le cancer à un stade précoce, de le traiter efficacement et de le guérir", a-t-il affirmé.

L'OMS présente un éventail d'interventions permettant de prévenir les nouveaux cas de cancer, comme la lutte contre le tabagisme (responsable de 25% des décès par cancer), la vaccination contre l'hépatite B pour prévenir le cancer du foie, l'élimination du cancer du col de l'utérus par la vaccination contre le papillomavirus humain. "Si nous mobilisons les différentes parties prenantes pour qu'elles travaillent ensemble, nous pourrions sauver au moins 7 millions de vies au cours de la prochaine décennie", a affirmé le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, cité dans le communiqué. Le rapport montre que la recherche a permis de faire reculer le nombre de décès dus au cancer, mais ce recul a été plus marqué dans les pays riches. "Les pays à revenu élevé ont adopté des programmes de prévention, de diagnostic précoce et de dépistage qui, associés à des traitements améliorés, ont contribué à réduire le taux de mortalité prématurée de 20%, selon les estimations, entre 2000 et 2015.

Dans les pays à faible revenu, la réduction n'a été que de 5%", a estimé la directrice du Centre international de recherche sur le cancer, Elisabeth Weiderpass.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT Développer la Santé pour un service de qualité

Le développement du secteur de la Santé est inscrit parmi les priorités du projet de plan d'action du gouvernement qui sera présenté mardi devant l'Assemblée populaire nationale (APN), avec des mesures portant notamment sur le renforcement et l'organisation de l'offre de soins afin en vue "d'assurer des services de qualité".

Ce plan "concernera principalement les mesures relatives au renforcement et à l'organisation de l'offre de soins", avec comme objectif principal "d'assurer des services de qualité, dans le respect de la dignité des malades".

Les axes prioritaires du plan du gouvernement seront focalisés sur l'"humanisation" de l'activité de santé, avec "l'amélioration de l'accueil" et de "l'humanisation dans les établissements de santé", notamment au niveau des services des urgences médico-chirurgicales, et la "sensibilisation, la mobilisation et la motivation des professionnels de la santé". Dans le même cadre, le gouvernement compte "normaliser" l'activité au niveau du secteur privé en tant que secteur "complémentaire" au secteur public, développer le transport aérien dédié aux évacuations pour le Sud et les Hauts Plateaux, et renforcer l'approvisionnement "adéquat" des établissements de santé en médicaments et en équipements. Les objectifs consistent également à "réunir toutes les conditions permettant de garantir la disponibilité continue des produits pharmaceutiques,



notamment les médicaments essentiels". Pour les mesures relatives à la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles, le gouvernement "consolidera" le programme de prévention et de lutte contre les maladies contrôlables par la vaccination, et veillera à maintenir l'Algérie "polio free zone" et sans tétanos maternel et néonatal, éliminer la diphtérie, la rougeole et la rubéole et la consolidation de l'inversion de la tendance évolutive de la tuberculose contagieuse.

En matière de prise en charge des maladies non transmissibles et des risques sanitaires liés à l'environnement et au climat, il est

prévu de créer des réseaux de soins avec hiérarchisation de la prise en charge (urgences cardio-vc, cancer, réanimation, AVC, femme gestante...), la promotion du dépistage des cancers, la consolidation du réseau national des registres de cancer et la réduction de l'impact environnemental sur la santé, et la redynamisation du plan national de promotion de la santé mentale et le développement de la greffe d'organes.

Pour la couverture sanitaire dans le Sud et les Hauts Plateaux, le plan prévoit "le développement et le renforcement des programmes spécifiques" aux wilayas de ces régions, à savoir le pro-

gramme de lutte contre les MTH, le programme de lutte contre la leishmaniose cutanée, l'envénement scorpionique, le trachome, le paludisme et autres maladies à transmission vectorielle, et les foyers résiduels de bilharziose.

Dans le même cadre, le plan porte sur "le renforcement de la surveillance épidémiologique au niveau des wilayas frontalières, compte tenu des menaces sanitaires émergentes et ré-émergentes à potentiel épidémique, et la création de l'observatoire des maladies tropicales à Tamanrasset".

Dans le domaine de la santé maternelle et infantile, l'objectif consiste en "la réduction accélérée des décès maternels, la consolidation de l'audit des décès maternels, et la mise en œuvre du plan national de réduction accélérée de la mortalité néonatale".

L'industrie pharmaceutique est également inscrite dans ce plan, avec des mesures portant sur le développement des industries du médicament et autres produits à usage médical pour atteindre "70% de la production locale sur les génériques et 30% en produits de spécialité".

LUTTE ANTICANCER L'Etat renforcera ses efforts dans la lutte contre le cancer et la prise en charge des malades

Le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, a affirmé dimanche que l'Etat veillera à renforcer ses efforts dans la lutte contre le cancer et à améliorer la prise en charge des malades à travers le territoire national, notamment en matière de prévention, de soins et d'accès au médicament. "L'Etat veillera à renforcer ses efforts dans la lutte contre le cancer et à améliorer la prise en charge des malades à travers le territoire national, notamment en termes de prévention, de soins et de formation, en facilitant l'accès aux médicaments", et ce en

application du programme du Président de la République, a indiqué le ministère dans un communiqué rendu public dimanche. "En plus des structures sanitaires spécialisées dans la lutte contre le cancer réalisées à Batna, Sidi Bel Abbes, Sétif, Annaba, Tlemcen, Tizi Ouzou, Béchar, Ouargla et El Oued, les efforts se poursuivent pour la réception de centres anticancer (CAC) à Laghouat, Adrar, Tiaret, Bejaia et Médea". Le ministère procédera dans "les plus brefs délais" à "la concrétisation de la décision du Président de la République relative à la réalisation d'un

CAC dans la wilaya de Djelfa répondant aux normes en vigueur".

Concernant les médicaments innovants, le ministère a affirmé que "leur acquisition, prescription et utilisation dépend de l'avis des experts qui savent pertinence faire l'équilibre entre l'efficacité du médicament et le facteur économique", précisant que "la facture des médicaments anticancéreux a été estimée à 60,5 milliards de dinars en 2018, soit 64% des ventes de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), un taux équivalant au double de celui enregistré en 2015".

RECHERCHE Un nouveau cap franchi dans la thérapie génique avec Crispr contre le cancer

Des scientifiques américains ont réussi à modifier génétiquement le système immunitaire de trois malades du cancer grâce aux ciseaux génétiques Crispr, sans créer d'effets secondaires, une première pour cet outil qui révolutionne la recherche biomédicale.

Ces résultats très attendus d'un premier essai clinique ont été publiés jeudi dans la revue Science.

Ils ne représentent qu'une étape très préliminaire et ne prouvent pas que Crispr peut guérir du cancer, mais montrent que la technologie est, jusqu'à preuve du contraire, non toxique. Des chercheurs de l'université de Pennsylvanie (Penn) ont utilisé Crispr, un mécanisme moléculaire découvert au début des années 2010, pour supprimer trois gènes de certaines cellules du système immunitaire de leurs patients, afin que ces cellules se mettent à reconnaître les tumeurs, qui autrement sont expertes pour croître incognito dans l'orga-

nisme. Cette technique appartient à la grande catégorie de traitements appelés immunothérapie et qui a prouvé son efficacité depuis la dernière décennie: on aide le système immunitaire à faire le travail qu'il est censé faire contre le cancer. C'est souvent complémentaire de la chirurgie, de la chimiothérapie et de la radiothérapie, les autres piliers de l'arsenal anticancéreux. L'immunothérapie, en particulier la thérapie CAR T, «s'est révélée remarquable pour les patients qui n'ont plus d'option», dit à l'AFP Edward Stadtmauer, médecin de l'université de Pennsylvanie et responsable de cet essai. «Malheureusement, même avec cette technologie, certains patients ne voient pas d'amélioration», dit-il.

Les chercheurs de Penn ont recruté trois de ces malades. Ils ont prélevé leurs lymphocytes T, un type de globules blancs, et ils ont ensuite utilisé les ciseaux Crispr pour en supprimer des gènes qui les empêchaient de faire leur travail de reconnais-

sance des tumeurs. Puis les cellules immunitaires génétiquement modifiées ont été réinjectées dans les patients. Neuf mois plus tard, ces cellules étaient toujours là et sans avoir provoqué d'effet secondaire grave, ce qui «prouve le principe», selon Edward Stadtmauer. Dans le cas d'une patiente, la durée était même d'un an, dit le docteur. «La grande question à laquelle cette étude ne répond pas est de savoir si les cellules modifiées par Crispr sont efficaces contre des cancers avancés», écrivent deux chercheuses dont la codécouvreuse de Crispr, Jennifer Doudna, dans un article distinct publié par Science.

«Tout ce qu'on peut dire c'est qu'on est capable de faire la modification génétique et de réinjecter les cellules sans danger», insiste Edward Stadtmauer. Les cancers des patients ont en fait progressé, dit-il à la presse. Mais ces résultats démontrent l'intérêt de Crispr, déjà utilisé de façon expérimentale pour d'autres maladies, par exem-



ple pour soigner des personnes atteintes de maladies du sang. Quoiqu'il arrive, les ciseaux Crispr se confirment comme «une technique révolutionnaire», dit le docteur Stadtmauer. De nombreuses autres études seront annoncées en 2020 contre le cancer, selon lui.

E P I D É M I E D E C O R O N A V I R U S

Le bilan en Chine monte à 902 morts

Le nombre de morts en Chine dus au nouveau coronavirus est monté à 902 hier, après l'annonce de 91 nouveaux décès dans la province du Hubei, ont annoncé les autorités. La commission nationale de la santé du Hubei a en outre répertorié 2.618 nouveaux cas d'infection dans cette province du centre de la Chine, dont la capitale est Wuhan, foyer de l'épidémie.



Chine: 3.062 nouveaux cas confirmés du coronavirus et 97 nouveaux décès confirmés

Les autorités sanitaires chinoises ont annoncé hier que 3.062 nouveaux cas d'infection confirmés de nouveau coronavirus et 97 nouveaux décès avaient été signalés dimanche dans 31 régions de rang provincial et dans le Corps de production et de construction du Xinjiang. Parmi les nouveaux décès, 91 ont été enregistrés dans la province du Hubei, deux dans l'Anhui, un au

Heilongjiang, un au Jiangxi, un à Hainan et un au Gansu, selon la Commission nationale de la santé.

En outre, un total de 3.281 patients infectés par le nouveau coronavirus avaient pu quitter l'hôpital après leur rétablissement, ont annoncé lundi les autorités sanitaires chinoises.

Quelque 632 personnes ont quitté l'hôpital dimanche dont 356 au Hubei,

a noté la Commission nationale de la santé dans son rapport quotidien.

Dimanche en fin de journée, le total des décès dus à la maladie s'élevait à 908 personnes, alors que 40.171 cas confirmés d'infection au nouveau coronavirus ont été rapportés dans 31 régions de niveau provincial et dans le Corps de production et de construction du Xinjiang en Chine.

SELON L'OMS

Il existe un risque d'infection par des personnes n'ayant pas voyagé en Chine

L'expansion du nouveau coronavirus hors de Chine pourrait s'accroître avec la transmission de la maladie par des personnes n'ayant jamais voyagé dans ce pays, a prévenu dimanche le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«Il y a eu des cas inquiétants de propagation du i 2019nCoV par des personnes sans antécédents de voyage» en Chine, a tweeté Tedros Adhanom Ghebreyesus en utilisant la dénomination scientifique provisoire du

virus. «La détection d'un petit nombre de cas peut indiquer une transmission plus répandue dans d'autres pays, bref, nous ne voyons peut-être que la partie émergée de l'iceberg», a ajouté l'Ethiopien.

Alors que l'expansion de l'épidémie hors de Chine semble plutôt mesurée, M.Ghebreyesus a prévenu qu'elle pourrait s'accélérer: «Le confinement (du virus) reste notre objectif, mais tous les pays doivent utiliser la fenêtre d'opportunité créée par la stratégie de

confinement pour se préparer à l'arrivée éventuelle du virus». En dehors de la Chine continentale, plus de 350 malades ont été répertoriés dans une trentaine de pays et territoires, et il y a eu deux morts, le premier aux Philippines, le second à Hong Kong.

Plusieurs pays ont interdit les arrivées de Chine et les grandes compagnies aériennes ont suspendu leurs vols en lien avec ce pays. Air China a annulé certains de ses vols vers les Etats-Unis. En Chine conti-

nentale, le nouveau coronavirus a fait 908 morts, et le nombre des personnes infectées dépasse les 40.000, selon le bilan établi lundi par les autorités.

Une «mission internationale d'experts» de l'OMS dirigée par Bruce Aylward, vétérinaire ayant travaillé sur d'autres urgences sanitaires, est partie dimanche soir pour la Chine, où elle compte aider à coordonner une réponse à la crise sanitaire déclenchée fin 2019 dans la ville de Wuhan (centre de la Chine).

Canada: levée de quarantaine pour le personnel ayant accompagné les rapatriés de Wuhan

Les autorités sanitaires canadiennes ont annoncé dimanche leur décision de lever les mesures de quarantaine visant le personnel médical ayant accompagné les Canadiens rapatriés de Wuhan en Chine, l'épicentre de l'épidémie de coronavirus. Quelque 210 Canadiens rapatriés de Wuhan et de la région sont arrivés vendredi sur la base militaire de Trenton en Ontario, où ils ont été mis en quarantaine pour 14 jours. Le personnel médical des forces armées canadiennes qui les ont accompagnés pendant le voyage devait subir le même sort. Mais l'administratrice en chef de la santé publique du Canada a indiqué dans un communiqué dimanche avoir

déterminé, après une évaluation de chacun des membres de ce personnel, «qu'ils ne représentent aucun danger grave pour la santé publique et que, par conséquent, le maintien de leur quarantaine n'est pas nécessaire.» Ces personnes ne courent pas de risque d'exposition au virus, a expliqué la responsable, «car elles n'ont pas passé de temps au foyer de l'épidémie, ont suivi les protocoles appropriés de prévention et de contrôle des infections et n'ont pas eu de contact sans protection avec des passagers ou des personnes susceptibles d'avoir contracté le virus.» En outre «tous les passagers étaient asymptomatiques pendant le vol et, jusqu'à présent,

aucun des Canadiens rapatriés et des membres de leurs familles n'ont présenté de symptômes» du virus, a-t-elle précisé. Sept cas du nouveau coronavirus 2019 ont jusqu'à présent été confirmés au Canada, 3 dans la province d'Ontario et 4 dans celle de Colombie-Britannique (ouest). Le Canada a affrété un deuxième avion pour rapatrier un autre contingent de Canadiens de Wuhan. L'appareil a quitté la base de Trenton et devrait y revenir le 11 février, a indiqué le ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne aux médias canadiens accompagnant le Premier ministre Justin Trudeau en visite en Ethiopie.

Le Salon du mobile de Barcelone prend des mesures contre le coronavirus

Les organisateurs du Salon mondial du mobile (MWC) de Barcelone, la grand-messe annuelle du secteur, ont annoncé dimanche des mesures face au nouveau coronavirus après l'annonce du désistement d'Ericsson ou de LG. «Tous les voyageurs venant de la province (chinoise) de Hubei» où est située la ville de Wuhan, berceau du

nouveau coronavirus, «n'auront pas l'autorisation d'entrer» sur le salon, a indiqué dans un communiqué l'association mondiale des opérateurs télécoms (GSMA) qui organise le MWC.

Ceux «qui ont été en Chine devront prouver qu'ils ont été hors de Chine 14 jours avant l'événement» qui commence le 24 février, a-t-elle ajouté. L'organisateur prévoit aussi

de faire des «tests de température» sur le salon. Cette annonce de GSMA intervient deux jours après que l'équipementier télécoms suédois Ericsson, l'un des principaux fournisseurs des opérateurs dans le monde, a annulé sa présence au salon. Il s'agissait du deuxième retrait d'importance, après celui du sud-coréen LG, pour la grand-messe annuelle de la télépho-

nie mobile, alors que plusieurs groupes chinois, parmi lesquels ZTE et Huawei, ont annoncé de leur côté des mesures préventives draconiennes pour leurs équipes qui se déplaceront en Espagne pour l'occasion.

Le MWC, qui doit se tenir du 24 au 27 février, attire chaque année plus de 109.000 personnes venant du monde entier.

Japon: environ 60 personnes de plus contaminées au coronavirus sur le paquebot Diamond Princess

Environ 60 personnes de plus parmi les passagers et personnels à bord du paquebot Diamond Princess au large de Yokohama (près de Tokyo) ont été testées positives au nouveau coronavirus d'origine chinoise, ont indiqué hier les médias japonais.

Ce nombre supplémentaire porte au alentours de 130 le total d'individus contaminés sur ce navire de croisière désormais en quarantaine.

Ce somptueux bâtiment était arrivé il y a une semaine au port de Yokohama, au sud-ouest de Tokyo, transportant quelque 3.700 passagers et membres d'équipage. Avant que ne soient connus les soixante nouveaux cas, une centaine des passagers et membres d'équipage avaient déjà été hospitalisés, les quelque 3.600 autres, essentiellement des personnes âgées de diverses nationalités, étant toujours en quarantaine à bord. Cette période de mise à l'écart pourrait durer jusqu'au 19 février.

Les tests avaient été initialement limités aux personnes présentant des symptômes ou étant entrées en contact avec un passager débarqué précédemment à Hong Kong et qui s'était révélé porteur du virus.

Il s'agit par la suite été étendus aux sujets vulnérables à bord, notamment les personnes ayant été en contact avec les nouveaux cas de contamination. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a demandé vendredi au Japon de prendre toutes les mesures nécessaires pour accompagner les passagers du Diamond Princess confinés à bord, y compris des mesures de soutien psychologique.

Londres qualifie le nouveau coronavirus de menace «grave et imminente»

Le gouvernement britannique a qualifié hier le nouveau coronavirus de «menace grave et imminente pour la santé publique» et annoncé des mesures pour protéger la population.

«L'incidence ou la transmission du nouveau coronavirus constitue une menace grave et imminente pour la santé publique», indique le ministère de la Santé britannique dans un communiqué, expliquant avoir pris des mesures pour «retarder ou empêcher de nouvelles transmissions du virus».

Dans le cadre des nouvelles mesures, les personnes atteintes de coronavirus peuvent désormais être mises en quarantaine de force et ne seront pas libres de partir, et peuvent être isolées contre leur volonté si elles constituent une menace pour la santé publique.

«Nous renforçons nos réglementations afin de pouvoir maintenir les individus à l'isolement pour leur propre sécurité et si les professionnels de la santé publique estiment qu'ils risquent de propager le virus à d'autres personnes», a déclaré un porte-parole du ministère de la Santé, ajoutant que «cette mesure facilitera le travail des professionnels de la santé afin de contribuer à la sécurité des personnes à travers le pays».

Le gouvernement a annoncé faire de l'hôpital d'Arrow Park dans le Merseyside (nord de l'Angleterre) et le centre de Kents Hill Park à Milton Keynes (centre de l'Angleterre) des lieux destinés à l'isolement tandis que la ville de Wuhan, berceau de l'épidémie, et la province de Hubei sont considérées comme une «zone infectée».

Le nouveau coronavirus a fait 908 morts en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), où le nombre des personnes infectées dépasse les 40.000, selon le dernier bilan établi lundi par les autorités, confirmant une certaine stabilité dans la progression de l'épidémie.

Au cours des dernières 24 heures, 97 nouveaux décès ont été répertoriés en Chine continentale, dont 91 dans le Hubei.

Le pays a dénombré plus de 3.000 nouveaux cas de contamination.

Il y a quatre cas confirmés de personnes atteintes du nouveau coronavirus au Royaume-Uni.

Un Britannique, qui a attrapé le virus à Singapour, semble par ailleurs lié à sept autres cas en Angleterre, France et Espagne, a rapporté la presse britannique lundi.

CANCER DE LA VESSIE

Un traitement ciblé pour la forme agressive du cancer

Entre 20 et 30% des personnes atteintes d'un cancer de la vessie souffrent d'une forme agressive, de mauvais pronostic. Un nouveau traitement ciblé pourrait apporter un nouvel espoir.

On estime à environ 12 000 le nombre de nouveaux cas de cancers de la vessie diagnostiqués en France en 2012. Pour 20 à 30% des patients, la tumeur est invasive et infiltre le muscle de la vessie. Ces tumeurs invasives sont de mauvais pronostic : seul un patient sur 2 est encore en vie cinq ans après l'ablation de la vessie (ce qu'on appelle une cystectomie) qui reste le traitement standard de cette forme de cancer.

Jusqu'à présent, aucune thérapie ciblée n'avait fait preuve d'efficacité contre les cancers invasifs de la vessie. Toutefois, des recherches menées par l'équipe du Dr François Radvanyi, de l'Institut Curie, pourraient contribuer à combler ce déficit thérapeutique.

Un groupe agressif de tumeurs identifié

L'analyse, par l'équipe du Dr Radvanyi, de gènes de 383 tumeurs vésicales invasives a permis d'identifier un groupe de tumeurs

particulièrement agressif, qui représentent près de 24 % des cas de cancer de la vessie. Leur profil d'expression génique s'est révélé très proche de celui d'un type particulier de tumeurs agressives du sein, dites "basal-like". L'analyse des altérations moléculaires spécifiques de ce groupe de tumeurs a mis en évidence une activation permanente de la voie EGFR. Cette voie EGFR constitue une cible thérapeutique privilégiée contre laquelle plusieurs thérapies ciblées sont déjà utilisées dans le traitement d'autres cancers, notamment ceux du côlon et du poumon" expliquent les chercheurs.

Le 5^e cancer le plus fréquent

Les résultats de ces recherches devraient déboucher prochainement sur des essais cliniques et d'autres travaux sont actuellement en cours afin d'accroître l'efficacité des molécules anti-EGFR en les combinant avec une chimiothérapie conventionnelle. 5^e cancer le plus fréquent en France, le



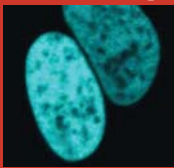
cancer de la vessie touche principalement des hommes (80 % des cas diagnostiqués). Les principaux facteurs de risque évoqués incluent le tabac, la pollution atmosphé-

rique et des expositions professionnelles (exposition à des substances de type amines aromatiques et certains hydrocarbures).

Cancer du sein : une protéine accélérerait sa propagation

Une étude a identifié une protéine qui jouerait le déclencheur de la propagation du cancer du sein. Cette découverte pourrait ouvrir la voie à un nouveau traitement contre les formes les plus agressives de cancer.

Une étude de la Queen Mary University de Londres portant sur le cancer HER-2 positif s'est basée sur l'analyse d'échantillons de tissu de cancer du sein recueillis à partir de 2 cohortes de femmes atteintes : la



cohorte de Nottingham comprenant 1795 femmes et la cohorte de Londres comprenant 1197 femmes, toutes traitées pour un cancer du sein. Lors de cette étude, les chercheurs britanniques ont découvert une protéine, intégrine αVβ3, qui jouerait le rôle de déclencheur dans la propagation du cancer. Les cancers du sein HER-2 positifs représentent environ un cancer du sein sur 3. Ce sont des cancers particulièrement agressifs en raison de l'action

d'HER2 qui déclenche le développement des cellules cancéreuses. Ces cellules cancéreuses sont plus susceptibles de se propager dans les ganglions lymphatiques ou à d'autres organes majeurs du corps. Le principal traitement actuel consiste à bloquer les effets d'HER2 avec le trastuzumab (commercialisé sous le nom d'Herceptin) mais 70 patientes sur 10 vont développer une résistance à Herceptin. C'est ce

qui rend la découverte des chercheurs britanniques particulièrement précieuse, car elle pourrait ouvrir la voie à de nouveaux traitements contre cette forme particulièrement agressive du cancer du sein. Un nouveau traitement potentiel appelé Z6-RAD a été testé chez des souris et a permis de bloquer la croissance du cancer. La prochaine étape sera donc la réalisation d'essais cliniques chez des patientes atteintes de cancer du sein.

Un sommeil coupé perturbe le cerveau des jeunes parents

En plus de nous fatiguer, se faire réveiller la nuit par une cause extérieure correspond à une nuit de moins de quatre heures et a de réels effets physiques.

Voisins bruyants, ronflements, pleurs, biberons, c'est le quotidien des jeunes parents. Mais en plus de récolter de belles cernes sous les yeux, notre fonction cognitive est perturbée. Un problème qui vient compliquer les journées déjà difficiles pour ceux qui endossent ce nouveau rôle !

Dans le cadre d'une étude parue dans Sleep Medicine, 48 étudiants âgés de 20 à 29 ans ont porté un appareil semblable à une montre au poignet. L'outil mesurait leur temps de sommeil et d'éveil. La première nuit, ils ont dormi pendant 8 heures d'affilée. La seconde, ils ont été réveillés quatre fois et ont dû effectuer des tâches pendant 10 à 15 minutes.

Concentration difficile, somnolence pendant la journée et mauvaise humeur sont autant de conséquences d'une nuit hachée. Rien d'étonnant puisqu'une nuit coupée



équivalent à moins de quatre heures consécutives de sommeil. "Nous savons que ces effets s'accumulent, et donc que le prix

fonctionnel est énorme pour les jeunes parents, qui se réveillent entre trois et dix fois par nuit pendant des mois. En plus des effets

physiques d'un sommeil interrompu, les parents développent souvent un sentiment de colère envers leur bébé, et se sentent coupables de ces sentiments négatifs", indique le Pr Avi Sadeh, auteur principal de l'étude.

Ces conclusions ne concernent pas uniquement les parents mais aussi tous les travailleurs de nuit, les insomniaques chroniques et ceux qui ne dorment pas assez. Plusieurs études ont prouvé les dégâts sur la santé : le manque de sommeil augmente fortement le risque de maladies vasculaires (hypertension artérielle par exemple), de développer un diabète de type 2 voire une obésité. Les troubles mentaux sont aussi plus fréquents chez les petits dormeurs, peut-être parce qu'ils sont rendus hypersensibles aux émotions et à la douleur.

Jusqu'à un quart des neurones chargés du système veille/sommeil peuvent être affectés par une dette de sommeil. S'ajoute à cela des difficultés de mémorisation, d'apprentissage et de concentration...

Allergies alimentaires Elles démarreraient in utero



Les allergies peuvent commencer à se développer durant la grossesse. Les habitudes alimentaires de la future maman aurait une influence sur la façon dont les gènes du bébé se comportent.

Les allergies peuvent commencer à se développer avant que les bébés viennent au monde et pourraient être influencés par le comportement de la future maman, selon une nouvelle étude australienne. Pour la première fois, les chercheurs de l'Institut de recherche pour les enfants de Melbourne (Australie) ont comparé des échantillons de sang de bébés âgés de 12 mois. Ils ont ainsi découvert que les bébés qui souffraient d'allergies alimentaires avaient des voies moléculaires qui fonctionnaient différemment. Ils se sont ensuite aperçu que ces différences moléculaires étaient déjà présentes lorsque les enfants sont venus au monde.

«Cela signifie que nous savons que certaines prédispositions à développer des allergies alimentaires pourraient déjà être programmées au cours de la grossesse», a déclaré le Dr Martin, principal auteur de l'étude.

Les chercheurs vont désormais se pencher sur les habitudes alimentaires et le mode de vie des futures mamans (tabagisme, poids...). Pour voir quels sont les facteurs qui ont pu éventuellement influencer le développement des gènes de l'enfant. L'étape suivante sera de voir s'il est possible d'intervenir dès la grossesse pour éviter que l'enfant ne développe une allergie alimentaire. L'étude, qui ne portait que sur 24 bébés au départ, va désormais être étendue à 3300 nourrissons.

Aujourd'hui, plus de 17 millions d'Européens, et un enfant scolarisé sur quatre, souffrent d'allergies alimentaires. Les Français, les Italiens et les Allemands sont particulièrement concernés avec 3,5% de la population touchée contre 2% en Grèce et 1,6% au Danemark.

Arsenic : même à faible dose il est cancérigène

Des souris exposées à de faibles doses d'arsenic ont développé plus de tumeurs bénignes ou malignes que les souris non exposées. Les chercheurs du National Institutes of Health sont surpris.

Des composés d'arsenic sont présents naturellement en petite quantité sur terre ou dans l'eau. L'homme peut être exposé à l'arsenic à travers l'eau du robinet ou la nourriture. Les poissons et les produits de la mer, par exemple, peuvent être chargés d'arsenic car ils l'absorbent dans l'eau dans laquelle vivent. Jusqu'à présent, on pensait que cette exposition à des doses minimes d'arsenic n'avait aucun impact sur la santé. Or, une étude du National Institutes of Health américain laisse entendre que, même à faible dose, l'arsenic peut être cancérigène. Tout au moins chez les souris.

Un grand nombre de cancers du poulmon Pour cette étude, les chercheurs ont exposés des souris mâle à des doses d'arsenic présentes dans l'eau potable, comparable à celle que nous buvons. Or, à leur grande surprise, les souris ont développé plus de tumeurs bénignes et malignes que les souris n'ayant pas été exposées. Et un grand nombre ont développé un cancer du poulmon. Chez les souris femelles, on observe une hausse du nombre de tumeurs bénignes uniquement.

«Cette étude est la première à montrer le développement de tumeurs chez les animaux exposés à de très faibles niveaux d'arsenic, des niveaux semblables à laquelle l'homme peut être exposé», a déclaré Michael Waalkes, auteur principal de l'article et directeur du laboratoire National Toxicology Program. «Ces



résultats sont inattendus et sont une réelle source de préoccupation».

L'arsenic présent dans l'eau potable provient en grande partie des pesticides et fongicides qui furent utilisés jusqu'au début des années 2000 sur les terres agricoles et qui ont

infiltré le sol et les nappes phréatiques. Selon les critères du Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), l'arsenic, inhalé ou absorbé par l'eau, est un cancérigène avéré depuis 1980. Il est à l'origine de cancers du poulmon, de la peau et de la vessie.

CANCER ET NUTRITION

4 RECOMMANDATIONS POUR PRÉVENIR LA MALADIE

L'alimentation joue un rôle indéniable dans la prévention du cancer. Un groupe de chercheurs en oncologie vient de publier dans le journal de l'American college of Nutrition, ses recommandations nutritionnelles pour réduire le risque de cancer.

Lâchez-vous sur la consommation de fruits et légumes

Ce que disent les chercheurs : Les fruits et légumes, et tout particulièrement les légumes à feuilles vertes, aide à réduire globalement le risque de cancer. Certains choux comme les brocolis, le kale ou le chou-vert réduiraient le risque de cancer du côlon de 18% ainsi que les risques de cancer du poulmon ou de l'estomac. Les femmes qui consomment des légumes riches en carotène (carottes, patates douces) diminuent leur risque de cancer du sein de 19%. Quant à la consommation régulière de tomates, elle a été associée à une diminution de risque de cancer de l'estomac de 27%.

Réduisez la consommation de viande rouge

Ce que disent les chercheurs : si vous mangez chaque jour une portion de charcuterie (soit l'équivalent de deux tranches de bacon ou d'une saucisse fumée), cela augmente le risque de cancer du côlon de 21%. Et si vous ne



pouvez vous passer de votre steak de 120 g pour le déjeuner, cela augmente ce risque de 28%.

Pour la charcuterie, les études ont mis en évidence l'association de quatre facteurs, à savoir la coloration de la charcuterie, l'ajout de nitrites, la cuisson et l'oxydation, qui provoquerait une augmentation significative des lésions précancéreuses au niveau du côlon. Pour la viande rouge, ce sont les graisses saturées dont elle regorge qui seraient responsables de l'augmentation du risque de cancer

(pour ne rien dire du risque de maladie cardiovasculaire).

Augmentez votre consommation de soja

Ce que disent les chercheurs : pour les hommes, consommer du soja chaque jour réduirait le risque de cancer de la prostate et chez les femmes, consommer régulièrement du soja protégerait de l'apparition du cancer du sein. Cet effet protecteur est attribué à l'activation par les isoflavones d'un gène suppresseur de tumeurs. Celui-ci agirait comme un gardien du génome. C'est ce qui expliquerait pourquoi c'est en Asie que l'on observe la plus faible mortalité par cancer du sein.

Limitez la consommation de produits laitiers

Ce que disent les chercheurs : consommer 35 grammes de protéines issues de produits laitiers chaque jour, soit l'équivalent d'un bol et demi de fromage blanc, augmente le risque de cancer de la prostate de 32%. Boire deux verres de lait chaque jour augmente ce risque de 60%. Certaines études laissent entendre que c'est surtout le calcium contenu dans les produits laitiers qui serait responsable de ce risque. Un apport trop important en calcium peut en effet modifier la production de vitamine D qui aurait un effet protecteur contre le cancer de la prostate.

ONU-UA

Antonio Guterres appelle à faire progresser l'émancipation des femmes

De nombreux experts et décideurs de haut niveau ont appelé les dirigeants africains à veiller à ce que les besoins et les points de vue des femmes et des jeunes filles du continent africain soient pleinement intégrés aux efforts visant à construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Même si les femmes africaines ont pu faire entendre leur voix au cours de la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin en 1995, les progrès réalisés ne sont toujours pas à la hauteur des engagements de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, a déclaré samedi soir le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, au cours d'une réunion de haut niveau sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne.

M. Guterres a salué le fait que depuis le 1er janvier, l'ONU avait pour la première fois de ses sexes dans ses instances de gestion à haut niveau. «C'est une première étape vers une parité complète à tous les niveaux en 2028, ce qui reste un de nos objectifs fondamentaux», a-t-il déclaré. «Bien que nous comprenions maintenant clairement les avantages - et même la nécessité - de l'inclusion et de l'égalité des sexes pour parvenir à la paix et au développement durable, nos actions ne sont toujours pas à la hauteur», a-t-il ajouté. Réitérant le soutien de l'ONU à l'Union africaine (UA) dans ses efforts pour surmonter les obstacles qui continuent à limiter le potentiel des femmes et des filles africaines, M. Guterres a également souligné qu'il était nécessaire de «permettre aux femmes de contribuer de manière significative aux communautés dans lesquelles elles vivent».

Réaffirmant sa détermination à soutenir l'initiative «Réseau des dirigeantes africaines» (African Women Leaders Network) et le «Fonds pour le leadership des femmes africaines» lancé samedi, M. Guterres a également souligné la nécessité d'encourager les femmes et les filles africaines à développer des compétences scientifiques au moyen d'un meilleur accès à l'innovation et à la technologie.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a fait écho aux propos de M. Guterres en soulignant qu'il était «inacceptable que les femmes du continent continuent à être les premières à souffrir de la violence et des conflits, une situation qui limite leurs contributions à l'économie».

La présidente éthiopienne Sahle Work Zewde a quant à elle déclaré qu'il restait encore beaucoup à faire en termes de lutte pour l'égalité des sexes. «Malgré d'innombrables conférences, résolutions et débats, l'égalité des sexes est loin d'être atteinte», a-t-elle souligné.

Cette réunion sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, qui se tenait dans le cadre de la 33e Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA à Addis-Abeba, a été organisée par la Commission de l'UA, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), ONU-Femmes, le Réseau des dirigeantes africaines et tous leurs partenaires.

LIBYE/SAHEL :

Réunion des dirigeants africains pour examiner les propositions du CPS

Les dirigeants africains ont tenu hier une deuxième réunion à huis clos pour examiner deux projets de décisions présentés par le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine (CPS) afin de venir à bout des crises en Libye et au Sahel, a appris l'APS de sources proches de la réunion.

Les dirigeants devaient aussi débattre de la pertinence d'un déploiement d'une force militaire africaine pour combattre le terrorisme au Sahel, une idée qui a germé dès les premières discussions sur les actions entérinées samedi par le CPS pour mettre fin à ces conflits.

Pendant, cette proposition pour le Sahel pourrait se heurter à l'«épineux» problème de financement, commentent les mêmes sources. «Le salut au Sahel passe forcément par la création d'une mission d'imposition de la paix, plutôt que de son maintien», confie à l'APS un ancien diplomate spécialiste des questions africaines, présent à Addis Abeba pour le sommet de l'UA.

L'ancien diplomate donne comme exemple la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), créée par le CPS en 2007 et approuvée ensuite par le Conseil de sécurité de l'ONU. La mission avait réussi à ramener un espoir de paix en Somalie, là où les forces étrangères ont échoué.

Le CPS, réuni samedi en sommet à Addis Abeba, a entériné une série d'actions concrètes pour surveiller le cessez-le-feu en Libye et renforcer la lutte contre le terrorisme au Sahel. Les propositions comportent le déploiement d'une mission d'observateurs militaires



africains pour surveiller le cessez-le-feu et établir le contact avec les parties libyennes dès que l'accord de cessation des hostilités sera signé. L'envoi de cette mission sera précédé d'un pré-déploiement qui sera assuré par une mission conjointe d'évaluation UA-ONU. Il s'agit également de créer un groupe de contact au niveau du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye pour surveiller les développements de manière régulière. Ce groupe devrait aussi agir comme bras

opérationnel du Comité de haut niveau. Pour la région du Sahel, il est question de revitaliser tous les mécanismes existants, y compris le processus de Nouakchott et le CEMOC, de réitérer la demande au Conseil de sécurité de remettre la force conjointe du G5 Sahel au chapitre VII de la charte des Nations Unies et de revoir le mandat de la Minusma afin de lui permettre de mener des opérations plus offensives dans la lutte contre le terrorisme.

BURKINA FASO :

Début de la révision des listes électorales pour le double scrutin de novembre 2020

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burkina Faso a commencé hier la révision des listes électorales en vue du double scrutin présidentiel et législatif du 22 novembre 2020, a indiqué une source officielle.

Cette opération intervient après l'enrôlement des Burkinabè de la diaspora du 4 au 26 janvier dernier. Selon un communiqué de la Primature, la cérémonie officielle de lancement de cette opération de révision des listes électorales à l'intérieur du pays aura lieu à Dédougou, dans la région de la Boucle du Mouhoun, dans le nord-ouest du pays, et sera présidée par le Premier ministre Christophe Joseph Marie Dabiré.

La révision des listes électorales est une opération de mise

à jour du fichier électoral. «C'est l'occasion de permettre à tout citoyen burkinabè qui remplit les conditions légales pour être électeur et qui, pour une raison ou une autre, ne figure pas dans le fichier, de se faire inscrire s'il le souhaite», indique le communiqué. «Il pourra ainsi bénéficier d'une carte d'électeur et jouir de son droit de vote le jour des élections», ajoute le texte. Cette opération de révision commence lundi 10 février et va s'étendre sur l'ensemble du territoire, suivant un programme établi par la CENI. Le Conseil des ministres, lors de sa séance de mercredi 5 février, avait retenu la date du 22 novembre 2020 pour la tenue des élections présidentielle et législatives.

KENYA :

Des terroristes Shebab brûlent des véhicules d'un chantier lors d'une attaque à l'explosif

Des hommes armés soupçonnés d'appartenir au groupe terroriste somalien Shebab ont brûlé dimanche deux véhicules d'un chantier de construction lors d'une attaque à l'explosif dans le comté de Lamu, proche de la frontière somalienne, a déclaré une source policière. Le commissaire du comté de Lamu, Irungu Macharia,

a indiqué que les assaillants ont lancé vers 12h30 des explosifs sur deux camions d'une société chargée de la construction de la route Lamu-Garsen sur 135 kilomètres, assurant que le contrôleur du chantier ainsi que le chauffeur d'un camion ont sauté avant que les véhicules ne prennent feu.

Il s'en sont abrités dans les buissons

jusqu'à ce que des agents de sécurité les secourent, a-t-il ajouté. M. Macharia a déclaré qu'environ quatre terroristes lourdement armés ont mené l'attaque avant de prendre la fuite, ajoutant que des soldats et des membres de la police des Forces de défense kényanes (KDF) ratissent la zone.

SAHARA OCCIDENTAL

Le président sahraoui s'entretient à Addis Abeba avec le SG de l'ONU

Le président Sahraoui, Brahim Ghali, a rencontré à Addis Abeba le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avec lequel il a évoqué les perspectives du processus de paix au Sahara occidental.

La rencontre s'est tenue en marge du 33e sommet de l'Union africaine à la demande du secrétaire général de l'ONU, a-t-on appris de source sahraouie. Brahim Ghali a fait part au SG de l'ONU de la position sahraouie du règlement du conflit, soulignant que le Front Polisario ne participera à aucun processus qui ne respecte pas le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodéter-

mination conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU.

Ghali a également expliqué que les sahraouis ont perdu confiance dans le processus de paix parrainé par l'ONU et sa mission pour l'Organisation d'un référendum au Sahara Occidental. De son côté, le chef de l'ONU a réitéré l'engagement de l'organisation onusienne à faire avancer le processus de paix, exprimant l'espoir de nommer un envoyé personnel pour le Sahara Occidental rapidement.

Ont pris part à cette réunion : la secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires poli-

tiques et à la consolidation de la paix, Mme Rosemary Di Carlo, le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de paix, Jean Pierre Lacroix et la représentante spéciale du SG de l'ONU auprès de l'Union africaine et chef du bureau des Nations Unies auprès de l'UA, Mme Serwaa Tetteh.

Du côté sahraoui, le président Ghali a été accompagné de la ministre de la coopération, Mme Fatma El Mahdi, du représentant du Front Polisario auprès de l'ONU, Sidi Mohamed Omar et du conseiller à la présidence sahraouie, Abdati Braika.

APS



SYRIE:

La progression vers la reprise totale d'Idleb s'accélère

La progression de l'armée syrienne en vue de reprendre le contrôle totale de la ville d'Idleb, dernier bastion des terroristes en Syrie, s'est accélérée aux cours de ces derniers jours, selon le Haut commandement de l'armée syrienne.

Après la reprise, samedi, de l'importante ville de Saraqeb et de celle de Maaret al-Noomane fin janvier, l'armée gouvernementale syrienne a pu reprendre, dimanche, le contrôle de plusieurs villages et de la névralgique autoroute M5 considérés jusqu'ici comme le dernier bastion des groupes terroristes dans le nord d'Idleb.

«Une superficie de 600 km² et des dizaines de localités, de villages et de collines ont été récupérés au cours de ces derniers jours», a indiqué dimanche le Haut commandement de l'armée syrienne dans un communiqué rendu public.

Selon le texte, l'armée syrienne est déterminée à reprendre l'ensemble du territoire d'Idleb et à accomplir son devoir national à «défendre la souveraineté de la patrie et la dignité du citoyen». «Notre armée continue de purifier toute la géographie syrienne du terrorisme et de ses soutiens», a ajouté le communiqué. La télévision d'Etat syrienne a diffusé, samedi, des images en direct de la progression des forces armées syriennes dans la ville de Saraqeb montrant la reprise de plusieurs quartiers et des scènes de liesse des habitants. L'armée gouvernementale était aussi, dimanche, sur le point de reprendre l'intégralité de la stratégique autoroute M5 dans la région d'Idleb, a indiqué d'autre part l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'autoroute M5 est la plus longue de la Syrie. Elle relie le sud du pays à la grande ville d'Alep dans le nord, en passant par Damas, la capitale. Ces deux métropoles sont sous le contrôle des forces gouvernementales. L'offensive de l'armée syrienne contre le restant des terroristes dans la région d'Idleb a été lancée conformément aux instructions du président syrien Bachar el Assad données au mois de décembre dernier.

En visite dans la région, le président syrien a indiqué que la bataille d'Idleb sera la clé pour mettre fin au terrorisme et annoncer par là même la reprise totale du territoire syrien.

Les forces de l'armée syrienne triompheront à Idleb, «comme elles ont su



le faire dans les régions de Draa, El Ghota et Homs», a assuré le président.

Un peu plus de la moitié de la province d'Idleb et des secteurs attenants des provinces voisines d'Alep, Hama et Lattaquié, soit plus de 70 % sont récupérées par l'armée syrienne. La région d'Idleb abritant quelque 3 millions d'habitants a été pendant de longue années sous l'emprise des terroristes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche d'Al-Qaïda) en Syrie.

Il y a, selon, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) environ plus de 20 000 terroristes dans la région.

Vers la reprise des services dans les régions libérées d'Idleb et Alep

La reprise du contrôle des territoires dans les régions d'Idleb et Alep doit s'accompagner par la reprise des services nécessaires de service public au profit des populations, affirment en outre les autorités syriennes.

Cette recommandation a fait, dimanche, l'objet d'un débat au Conseil des ministres syrien où l'ensemble de l'exécutif a jugé urgent de rouvrir les services nécessaires pour mener une vie normale dans la région. Ainsi, le Conseil des ministres a indiqué, dans un communiqué rendu public, avoir demandé d'ores et déjà à certains ministères de procéder à la réouverture des services nécessaires.

«Le conseil des ministres a demandé au ministère de l'Enseignement supérieur et celui de la Santé une méthodologie pour développer leurs services à travers tout le territoire syrien», a indiqué le communiqué.

La réouverture des services est, pour les observateurs de la scène politique syrienne, la meilleure façon pour pousser les habitants à retourner dans leurs régions et s'y installer pour de bon.

«Les régions d'Idleb et d'Alep ont besoin aussi d'une réédification de bâtiments. Les raids et batailles intensifs qu'ont connu les deux régions pendant des années ont détruit nombre de parc habitat et infrastructures dans la région», soulignent les observateurs. Dans ce sens, ils estiment que les autorités syriennes peuvent s'adresser à la communauté internationale en vue de les aider dans l'opération. Sur un autre plan, la Syrie a pu reprendre au cours de ces derniers mois sa place dans l'échiquier régional et international. Les autorités syriennes s'attendent aussi en ce moment à la consolidation du front interne, en favorisant la réconciliation entre Syriens. Dans ce sens, le gouvernement tout comme l'opposition se sont montrés enthousiastes à s'asseoir autour de la même table pour débattre de l'avenir de la Syrie. Les Nations unies persistent de près ces réunions et elles ne cessent de les encourager.

ETATS-UNIS

Trump repousse à 2035 son objectif d'élimination du déficit fédéral

L'administration du président américain Donald Trump va repousser à 2035 son objectif d'élimination complète du déficit budgétaire fédéral, jusqu'à présent promise dans un délai de dix ans, ont affirmé dimanche des médias américains.

Ce nouvel objectif figure dans le projet de budget fédéral qui doit être rendu public lundi, rapporte le Washington Post, citant des documents de travail internes. Jusqu'à présent, le gouvernement de Donald Trump avait affiché sa détermination à parvenir à un déficit zéro d'ici la fin de la décennie. Mais le président a récemment fait état de son manque d'intérêt à maîtriser l'endettement de l'Etat fédéral, fait remarquer le journal. Ce déficit, creusé par des mesures de stimulation de la croissance telles que des baisses de l'impôt sur les sociétés et un allègement de la pression fiscale pour les classes les plus aisées, devrait atteindre 1,015 milliard de dollars fin septembre 2020.

Le projet de budget prévoit des dépenses de 2 milliards de dollars pour poursuivre la construction du mur à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, dont 645 nouveaux kilomètres doivent être érigés d'ici fin 2020, selon le Washington Post. Donald Trump, qui brigue la réélection en novembre prochain, a par ailleurs promis samedi, sur Twitter, de ne pas toucher au budget de la santé des Américains.

PRIMAIRES DÉMOCRATES: Buttigieg remporte l'Iowa de justesse

Le modéré Pete Buttigieg a remporté de justesse l'élection primaire démocrate dans l'Iowa face à Bernie Sanders, selon des résultats révisés publiés dimanche par le parti, près d'une semaine après un scrutin aux règles complexes qui a viré au fiasco.

Les caucus de l'Iowa ont attribué 14 délégués à Buttigieg contre 12 à Sanders, 8 à Elizabeth Warren, 6 à Joe Biden et à Amy Klobuchar. Ces délégués doivent désigner en juillet, lors de la Convention démocrate, le rival du président Donald Trump lors de la présidentielle de novembre. Les résultats du scrutin, qui a donné le coup d'envoi des primaires démocrates, ont été aussitôt contestés par Sanders. «Attendez-vous à ce que nous demandions au Parti démocrate de l'Iowa un nouveau décompte» des voix dans certaines circonscriptions litigieuses, a déclaré sur CNN le directeur de campagne du sénateur du Vermont, Faiz Shakir.

La primaire de l'Iowa «a été gérée de façon incompétente», a-t-il protesté. Le scrutin a tourné au fiasco, des erreurs dans les résultats officiels diffusés seulement jeudi ayant obligé le Parti démocrate de l'Iowa à procéder à des vérifications.

JORDANIE-SYRIE

La Jordanie et la Russie appellent à des efforts internationaux pour préserver l'intégrité territoriale de la Syrie

Le ministre jordanien des Affaires étrangères Ayman Safadi et le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Verchinine ont discuté dimanche à Amman de la crise en Syrie et des derniers développements liés à la question palestinienne.

M. Safadi a appelé à davantage d'efforts pour parvenir à une solution politique sus-

ceptible de préserver l'unité territoriale de la Syrie, de rétablir la stabilité et la sécurité dans le pays, et de permettre un retour volontaire des réfugiés syriens dans leur foyer, selon un communiqué du ministère jordanien des Affaires étrangères. Il a souligné l'importance de la coordination Russie-Jordanie pour évi-

ter de nouvelles destructions dans le sud de la Syrie.

Pour ce qui est de la question palestinienne, M. Safadi a salué le soutien de la Russie à la solution à deux Etats, et a averti que toute mesure unilatérale de la part d'Israël représenterait une violation du droit international, et nuirait gravement à la solution à deux Etats.

Le responsable russe a quant à lui salué les efforts déployés par la Jordanie pour rétablir la paix au Moyen-Orient et également pour avoir accueilli un grand nombre de réfugiés syriens. Par ailleurs, le responsable russe a été reçu par le roi Abdallah II de Jordanie, avec qui il a évoqué les derniers événements dans la région.

IRLANDE:

Le Parti républicain Sinn Fein remporte les législatives

Le Parti républicain Sinn Fein a remporté les élections législatives en Irlande, bousculant les deux partis centristes qui se partagent habituellement le pouvoir.

Ces élections sont un revers pour le parti du Premier ministre Leo Varadkar, le Fine Gael, qui arrive en troisième position. A l'issue du premier tour du décompte entamé dimanche, au lendemain des élections, le Sinn Fein a été placé en tête de liste par 24,5% des électeurs, devant les deux grands partis de centre-droit, le Fianna Fail avec 22,2% et le

Fine Gael du Premier ministre sortant avec 20,9%. «C'est officiel Sinn Fein a gagné l'élection» s'est félicitée sur Twitter Mary Lou McDonald, la cheffe de ce parti de gauche qui milite pour la réunification de la province britannique d'Irlande du Nord avec la République d'Irlande.

Reste désormais à voir comment l'arithmétique électorale répartira les 160 sièges de députés que compte le Dail, la chambre basse du Parlement irlandais.

En raison du complexe mode de scrutin, sa composition ne sera connue

qu'après le décompte total, qui peut prendre plusieurs jours. Les électeurs ne votent pas pour une liste constituée, mais élaborent leur propre liste en classant les candidats par ordre de préférence.

Le Fianna Fail reste le parti le mieux placé pour emporter le plus de sièges à la chambre basse du Parlement irlandais car le Sinn Fein n'a présenté que 42 candidats, environ deux fois moins que les deux grands partis centristes.

Le grand perdant des trois est le Fine Gael du Premier ministre, qui devrait

perdre plusieurs sièges. Le Fianna Fail comme le Fine Gael avaient jusqu'ici exclu de former une coalition avec le Sinn Fein, en raison de ses liens avec l'IRA, organisation paramilitaire opposée à la présence britannique en Irlande du Nord, dont le parti était la vitrine politique. Les négociations pour former un gouvernement de coalition pourraient prendre des semaines voire des mois. Après les dernières élections, en 2016, il avait fallu plus de deux mois pour qu'un gouvernement soit formé.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT Affirmation et promotion des composantes de l'identité et de la mémoire nationales

L'affirmation, la promotion et la protection des composantes de l'identité et de la mémoire nationales sont inscrites comme «axe prioritaire» dans le projet de plan d'action du gouvernement qui sera présenté aujourd'hui au Parlement.

«Convaincu que la reconnaissance de l'ensemble de l'héritage culturel et linguistique de notre peuple constitue le ciment de l'unité nationale, le gouvernement inscrit comme axe prioritaire dans son plan d'action l'affirmation, la promotion et la protection des composantes de l'identité nationale que sont l'islam, l'arabité et l'amazighité ainsi que le renforcement des liens de notre peuple avec son histoire et sa culture ancestrale», est-il souligné dans le document.

Le gouvernement assure, à ce titre, que la prééminence accordée «à l'affirmation des composantes de l'identité nationale ira de pair avec la promotion des valeurs de modération, de tolérance et de dialogue et l'ouverture sur les cultures, les civilisations humaines et sur les langues vivantes». Soulignant que la recrudescence du discours de la haine et de l'incitation à la fitna constituent «une menace réelle sur l'unité nationale», le gouvernement a inscrit dans son plan comme priorité «l'initiation d'un projet de loi criminalisant toutes formes de racisme, de régionalisme et de discours de la haine».

Le plan d'action du gouvernement ambitionne, aussi, de consolider et de promouvoir l'arabité et l'amazighité à travers notamment «la généralisation de l'utilisation de la langue arabe dans les domaines scientifique et technologique et la consolidation et le renforcement de l'usage de tamazight dans le système éducatif». Il compte, ainsi, «donner corps au caractère officiel de la



langue amazighe au travers de mesures visant l'intégration de cette dernière dans les domaines prioritaires de la vie publique».

Par ailleurs, le gouvernement entend consolider les assises du référent religieux national et à en renforcer les fondements par le biais de «la promotion d'un discours religieux empreint de modération, d'humanisme, d'harmonie sociale et de juste milieu». Il prévoit, à cet égard, d'évaluer à «diffuser la culture islamique authentique et à répandre l'esprit de

tolérance, de dialogue et de participation sociale et de parer à toutes les formes d'extrémisme, de discrimination et de haine».

Le gouvernement s'est fixé, en outre, pour priorité de «préserver l'action culturelle de toute déviance» et compte, à ce propos, s'atteler à «renforcer le réseau des infrastructures culturelles, afin de consolider la position de la mosquée, de l'école coranique et des zaouïa, des espaces culturels, spirituels et culturels en vue de soutenir les saines assises de la société algérienne

et de conforter le rôle du réseau national des institutions dévoluaires de la gestion de l'action culturelle». Dans ce cadre, «la mosquée Djamaa El Djazair constituera un pôle de rayonnement spirituel et scientifique», est-il souligné dans le document. Par ailleurs, le gouvernement œuvrera à «promouvoir les biens Wakfs et à renforcer le dispositif de Zakat en vue de leur permettre de contribuer davantage dans la consolidation de la cohésion sociale».

Des mesures pour préserver la mémoire nationale

Pour préserver la mémoire nationale, le gouvernement «veillera à prendre toutes les mesures et les dispositions réglementaires, juridiques et matérielles» nécessaires et à «garantir une prise en charge optimale de l'honorable catégorie des moudjahidines et des ayants droits». Il s'est engagé, à ce propos, à «faire aboutir les dossiers relatifs aux disparus de la Guerre de libération nationale, l'indemnisation des victimes des essais et explosions nucléaires, la récupération des archives nationales et la restitution du patrimoine national spolié durant la période coloniale».

La promotion de l'enseignement de l'histoire et sa transmission aux jeunes générations, ainsi que l'intensification des actions de collecte et d'enregistrement des témoignages, en assurant leur classement et leur exploitation sont également inscrites dans le plan d'action du gouvernement.

THÉÂTRE 5 pièces au Festival international du théâtre de Bejaïa

Cinq pièces ont été retenues au programme de la 10ème édition du festival international du Théâtre de Bejaïa (FITB) dont le coup d'envoi est prévu jeudi prochain, a annoncé le commissaire de la manifestation, Slimane Benaïssa.

L'Algérie, la France, la Tunisie y seront présentes avec un spectacle chacune, alors que le Sénégal y déroulera deux représentations, dans une palette qui s'annonce gorgée d'émotion en raison de la qualité des œuvres choisies et des problématiques examinées, traitant pour l'essentiel de la liberté, l'amour, les différences et l'identité.

Leur trait d'union étant porté par le thème générique de la rencontre, intitulé «Femmes et enfance».

Le coup de semonce pour l'inauguration va être laissé à la pièce «Timenfla» (la trame) de Lahcene Chiba, récipiendaire en décembre 2018 du prix de la meilleure représentation au 8ème Festival culturel national du théâtre amazigh de Batna.

«Timenfla» met en lumière une séquence de la décennie noire survenue dans une maisonnette de campagne devenue le théâtre de conflits familiaux épiques et dramatiques, foisonnant de surcroît de cadavres à chaque épreuve.

Bien que lugubre, la chronique est agréablement adoucie par l'humour et la dérision employés et qui en ont fait, une œuvre presque comique.

Sa résonance, bien que dans un contexte autrement différent, est, du reste, facilement décelable dans la pièce française, signée Joseph Andréas, et mise en scène par Fabrice Henri, intitulée «De nos frères blessés».

Le spectacle s'inspirant de faits historiques de la Guerre d'Algérie est monté

en hommage à Fernand Yveton, un Français d'Algérie, militant communiste engagé avec le Front de Libération nationale (FLN) et qui a dû vivre le martyrs à cause de ses idées.

Après d'atroces tortures, il a été condamné à mort dans un procès expéditif. Et son sacrifice, retentit toujours, comme un appel à la liberté.

Loin des bruits de la guerre et ses affres, Aristide Tamagda, d'après un texte de Charles Ouitin, ne sort pas totalement de la condition humaine et de ses travers miséreux et dérisoires.

«Et si je les tuais tous Madame», est un monologue bavard sur le dilemme de «partir ou rester», le voyage d'un continent à un autre, de l'Afrique vers l'Europe.

Deux continents qui se côtoient depuis deux siècles mais qui ne se parlent pas et qui ne se comprennent pas.

Malgré, une réflexion, poussée au délire, il n'arrive pas à trancher.

Moins existentielle, l'œuvre de son compatriote, Djibril Goudiabi, intitulée «Le musée» n'en est pas moins une autre forme de voyage.

Son héros, lui, fait le chemin inverse. Après des études poussées en Europe, en histoire de l'art il revient au pays pour ouvrir un musée.

Pour quoi faire? Et bien tout simplement pour protéger le patrimoine culturel et archéologique de son village, menacé de disparition par les effets pervers de la mondialisation.

Son entreprise, n'est pas simple, car l'idée heurte une foule de sensibilités, notamment les gardiens locaux des traditions, opposé à son projet, qui dans les faits, renvoient à des secrets et des faits de la Seconde Guerre mondiale, dont la résurgence et de nature à nuire

à des équilibres sociaux ancrés. Dans ce Kaléidoscope, assurément la pièce Tunisienne, intitulée «Djaraim Zawdjia» (crimes conjugaux) de Mohamed Ali Said et mise en scène par Hamza Maaz, se singularise quelque peu, en traitant de la perte de mémoire au détour d'un accident de voiture et l'effort de la recouvrer qui souvent s'accompagne de secret qu'il aurait mieux taire ou oublier.

Le festival, dédiée à la mémoire de Nabila Djahnine, assassinée par les hordes terroristes en 1995 à Tizi-Ouzou et déroulée en hommage au comédien, Omar Guendouze, s'annonce, a priori, plein d'émotion avec, en plus des spectacles, une foule d'animation parallèle, notamment des séances de lectures théâtrales assurées par l'inénarrable comédiens Sid-Ahmed Agoumi, des masters classes, en présence deux chevronnés internationaux que sont Henri Frabrice et Haro Clémentine et des narrations de contes, opérées au sein de plusieurs écoles.

Des projections de films, sur Omar Guendouze et Nabila Djahnine sont également prévues, ainsi que des spectacles musicaux, l'un à l'ouverture avec une troupe de Ghardaïa et l'autre à la clôture, animée par Bahdja Rahal.

L'évènement théâtral est quelque peu ramassé voire allégué pour des raisons de budget et des conséquences de l'annulation de l'édition initiale programmée en octobre dernier et qui a vu le retrait de beaucoup de troupes (une douzaine) à cause de leur charge dans leur pays d'origine.

«C'est une séance de rattrapage de l'édition d'octobre.

L'essentiel est de poursuivre l'aventure», a regretté M. Benaïssa.

ETATS-UNIS La 92^e cérémonie des Oscars a débuté à Hollywood

La 92e cérémonie des Oscars, récompenses suprêmes de l'industrie du cinéma américain, a débuté dimanche à Hollywood avec en ouverture un numéro excentrique de Janelle Monae, avec des Jokers dansants et une chanson tirée du film «Un ami extraordinaire».

L'Académie des arts et sciences du cinéma remet au total 24 statuettes dorées au cours de cette cérémonie, où «1917», film de guerre du Britannique Sam Mendes, et «Parasite», comédie noire du réalisateur sud-coréen Bong Joon-ho, font figure de grands favoris.

APS

DÉCÈS

Les familles Heddad et Zergaoui, parents et alliés ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très chère et regrettée mère, tante et grand-mère Mme Zergaoui Baya née Meddad, fille du fameux premier président et membre fondateur de l'USM Alger, le 02/02/2020 à l'âge de 90 ans.

Qu'Allah Le Tout Puissant accorde à la défunte Sa sainte Miséricorde et l'accueille dans Son vaste Paradis.

A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons.

Condoléances

Le Directeur Général et l'ensemble du personnel du quotidien DK News profondément affectés par le décès de Meddad Baya, épouse Zergaoui, présentent leurs sincères condoléances à la famille de la défunte et la prient de trouver ici l'expression de leur sympathie.
A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons.

LA MINISTRE DE LA CULTURE, MALIKA BENDOUDA : «Nécessité de valoriser les divers sites archéologiques et les ouvrir aux visiteurs»

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a insisté hier depuis la commune d'El Ma Labiod dans la wilaya de Tébessa sur «l'importance de valoriser les divers sites archéologiques et de les ouvrir aux visiteurs».

Au deuxième jour d'une visite de travail dans cette wilaya frontalière, la ministre qui s'est rendue au site abritant les vestiges restants du pressoir romain «Berzguel» dans la commune d'El Ma Labiod, a indiqué que «les autorités locales et les responsables du secteur de la culture de toutes les wilayas de la République doivent accordés davantage d'importance et de soin aux différents sites archéologiques et œuvrer à les promouvoir et les ouvrir aux citoyens et aux touristes en vue de créer une industrie culturelle et touristique».

Selon les explications présentées à la ministre sur ce site s'étendant sur plus de 1,6 hectare, «la localité de Berzguel était connue durant l'ère Numide par la plantation des oliviers ce qui a conduit à la réalisation d'un pressoir durant l'époque romaine d'une capacité allant de 15 à 20 milles litres d'huile d'olive destinées à l'exportation vers Rome». En 2007, un effondrement partiel (chute de pierre d'un des arcs du pressoir) avait été enregistré sur ce site archéologique situé le long de la route reliant le chef-lieu de wilaya à la circonscription administrative Bir El Ater et dépendant territorialement de la commune d'El Ma Labiod et géré par l'Office local de Gestion et d'Exploitation des Biens Culturels protégés (OGECB), selon les explications fournies sur place.

La ministre de la Culture a instruit les responsables locaux à l'effet de reconstituer et conforter les pierres conformément aux images historiques du site tout en insistant sur «l'importance de préserver la forme originale de ce lieu archéologique et de planter des oliviers sur le périmètre du pressoir «Berzguel» pour le revivifier et l'ouvrir aux visiteurs. Auparavant, la ministre s'est rendu à la maison où avait vécu et grandi le penseur, Malek Bennabi au centre ville de Tébessa et qui avait fait l'objet de deux (2) vastes opérations de restauration et d'aménagement selon son véritable cachet architectural, a-t-on rappelé.

La ministre qui a sillonné les recoins de cette maison de 2 niveaux dont le rez-de-chaussée était réservé à Malek Bennabi et comprenait sa bibliothèque et le niveau supérieur de 3 chambres, une cuisine, et une salle de bain, a insisté sur l'importance d'accélérer son équipement en œuvres et archives de ce penseur avec le concours de témoignages de ses amis et les membres de sa famille pour transformer sa maison en musée destiné aux intellectuels et historiens». Durant le premier jour de sa visite

dans la wilaya de Tébessa, la ministre avait insisté sur l'importance d'accorder la priorité à la levée de gel des projets culturels dans les wilayas «marginalisées culturellement». Elle avait également instruit les responsables du Centre national de recherche en archéologie (CNRA) de décréter la commune de Negrine (Sud de Tébessa) «zone archéologique autorisée aux fouilles des spécialistes et chercheurs archéologues».

Priorité à la levée de gel pour les projets culturels des wilayas marginalisées

La ministre de la Culture, Malika Bendouda, a affirmé dimanche à Tébessa la nécessité d'accorder la priorité à la levée de gel des projets culturels dans les wilayas «marginalisées culturellement». Dans une déclaration de presse sur le site de la basilique Sainte-Crispine au premier jour de sa visite dans cette wilaya, la ministre a assuré que son département ministériel œuvre conformément à un programme tracé pour relancer les activités culturelles et leur donner un nouveau souffle à travers les wilayas «culturellement marginalisées».

Lors de sa visite à cette basilique, construite durant la période romaine sur 16.000 m2 considérée comme étant «unique» en Afrique du Nord, la ministre a appelé à donner vie à ce vestige en y organisant des expositions culturelles, touristiques et artisanales ou autres activités afin d'en faire la promotion et le transformer en produit touristique attractif. Mme Bendouda a insisté sur la valorisation médiatique des établissements culturels dont les maisons de la culture, les bibliothèques et les musées et la présentation aux citoyens de leurs activités, appelant à en assurer l'ouverture au-delà des horaires de travail pour permettre aux citoyens de s'y rendre.

Elle a également souligné la nécessité de faire de la promotion médiatique du patrimoine matériel et immatériel que recèle la wilaya frontalière de Tébessa et à y investir pour générer des revenus alternatifs à ceux des hydrocarbures. Auparavant, la ministre s'est rendue au musée public national et salué l'initiative de ses responsables d'y animer des ateliers pédagogiques en dessin et mosaïque au profit d'écoliers.

Elle a insisté sur le site sur la nécessité d'impliquer les élèves dans l'industrie culturelle pour leur inculquer la conscience de préservation du culturel. La ministre devra se rendre, durant le premier jour de sa visite, à la porte de Caracalla au centre-



ville de Tébessa avant de présider au siège de la wilaya une séance de travail avec les cadres de son secteur.

Elle inspectera lundi au second jour de sa visite l'huilerie de Berzguène, dans la commune d'El Ma Labiodh.

Negrine sera décrétée zone archéologique autorisée aux fouilles

La ministre de la Culture, Malika Bendouda, a instruit dimanche à Tébessa les responsables du Centre national de recherche en archéologie (CNRA) de décréter la commune de Negrine (Sud de Tébessa) «zone archéologique autorisée aux fouilles des spécialistes et chercheurs archéologues». Devant la mosaïque exposée au musée de Tébessa découverte durant cette année dans la région d'Ain Boudias dans la commune de Negrine et qui avait fait l'objet d'acte de vandalisme peu après sa mise au jour, la ministre a indiqué que «l'autorisation des fouilles dans cette région sera de nature à stopper les fouilles illégales et mettre terme au phénomène de vandalisme, vol et trafic de vestiges». Mme Bendouda a ajouté que la wilaya de Tébessa regorge de vestiges découverts ou enfouis qui doivent être préservés, valorisés médiatiquement et exploités dans les domaines de la culture et du tourisme pour attirer les touristes étrangers.

Elle a relevé à ce propos que la commune de Negrine a connu une succession de civilisations qui ont laissé des vestiges multiples qui requièrent davantage d'attention.

Concernant la mosaïque vandalisée dans la commune de Negrine, la ministre a précisé que cette mosaïque après son transfert du site de découverte vers le musée de Tébessa sera restaurée par des spécialistes puis exposée au public dans un musée qui sera réservé à cet effet. A la porte romaine de Caracalla au centre-ville de Tébessa, la ministre a donné instructions aux responsables locaux concernés pour entamer immédiatement une opération pour éliminer les traces de l'opération de restauration menée en 2004 qui avait connu le recours lors des travaux au béton armé défigurant ce vestige archéologique préconisant de préserver l'esprit du lieu lors de toute restauration.

Sur le site du théâtre romain, Mme Bendouda a appelé les responsables locaux concernés à accorder de l'intérêt pour les ruines de la wilaya de Tébessa et l'intégrer à l'industrie culturelle de sorte à créer de nouvelles sources de revenus tout en veillant à préserver contre toutes les formes de dégradation naturelle ou humaine. Le wali de Tébessa, Atallah Moulai a indiqué qu'une enveloppe financière de 15 millions DA du Fonds de garantie et solidarité des collectivités a été octroyée pour la réalisation d'une clôture autour de ce théâtre en attendant la mobilisation d'autres ressources et la levée du gel sur les projets de réhabilitation. La ministre poursuivra lundi sa visite dans la wilaya de Tébessa en inspectant l'huilerie de Berzguène dans la commune d'El Ma Labiodh.

HOMMAGE

Youcef Oughlissi honoré à Constantine

Le récent lauréat du prix de la créativité poétique de la Fondation Abdelaziz Saoud El-Babidine, le professeur en critique littéraire, Youcef Oughlissi a été honoré dimanche lors d'une cérémonie organisée à la bibliothèque principale de lecture publique Mustapha-Natour de Constantine. Entouré d'hommes de lettres, d'amoureux du verbe mais aussi de ses étudiants, Youcef Oughlissi a eu droit un vibrant hommage de la part de la direction de cet établissement culturel pour avoir reçu le très prestigieux prix El Babidine de la créativité poétique dans le domaine de la critique pour ses travaux de recherche sur "l'analyse thématique du discours poétique".

Remerciant toutes les personnes ayant contribué à l'organisation de cet hom-

mage, Oughlissi, a en outre rappelé les différentes étapes de son parcours avant de revenir sur la genèse de son ouvrage "analyse thématique du discours poétique", paru une première fois en 2007 à l'occasion de la manifestation Alger capitale de la culture arabe, avant d'être réédité et perfectionné plus d'une décennie plus tard.

"Je suis très fier en tant qu'Algérien d'avoir réussi à décrocher le prix El Babidine 2020, cela dépasse tous mes rêves les plus fous, moi qui enfant je n'avais qu'un seul souhait c'était de devenir un enseignant au primaire", a-t-il avoué.

La directrice de bibliothèque principale de lecture publique Mustapha-Natour de Constantine, Ouafia Derouaz a affirmé que cet hommage à l'une des som-

mités de la littérature et de la poésie inaugure des plus belles manières le programme établi par cet établissement pour cette semaine. Elle a ainsi révélé qu'en plus de l'exposition mettant à l'honneur la maison d'édition Dar El Bah du 9 au 13 de ce mois, la bibliothèque principale de lecture publique de Constantine va recevoir lundi l'homme de lettre Abdallah Hamadi pour une séance de vente dédicace de son ouvrage étude du magazine *Houna El Djazayer*.

Il est à rappeler que Youcef Oughlissi a près d'une dizaine de prix à son actif parmi lesquels le Prix Cheikh Zayed du livre, le prix Souad El Sabah, le prix Moudfi Zakaria de la poésie maghrébine ou encore le prix Bakhti Ben Ouada.

CINÉMA

La distribution cinématographique, maillon faible de la production

Producteurs et professionnels du cinéma ont appelé, dimanche à Alger, à la récupération des salles de cinéma par le ministère de la Culture et à exploiter ces dernières pour assurer la distribution des films, maillon faible de la production cinématographique. S'exprimant lors d'un rencontre sur la production et la distribution, organisée par le ministère de la Culture et présidée par le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique Bachir Youcef Sehairi, plusieurs producteurs ont souligné une «absence totale de distribution et de promotion de la production algérienne» qui reste inconnue du grand public. Plusieurs participants ont évoqué la nécessité pour le ministère de la Culture de «récupérer les nombreuses salles de cinéma gérées par les collectivités locales et celles détournées de leur vocation» et de mettre en place un programme de distribution pour «aller vers le public» et pouvoir développer une industrie cinématographique «rentable». D'autres professionnels ont pour leur part proposé différentes solutions au financement des films, regrettant que «les avantages fiscaux et sociaux accordés par la loi» aux nouvelles entreprises de production et aux opérateurs économiques sponsorisant des œuvres «ne soient pas appliqués».

Ces cinéastes ont également regretté «les procédures administratives et bureaucra-

tiques lourdes obligatoires aux processus de production à l'instar des autorisations de tournages «tout en demandant une «révision du statut administrative» de ces entreprises et le soutien des jeunes producteurs des villes de l'intérieur du pays.

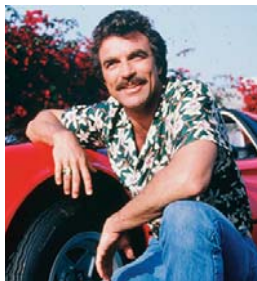
Cette première rencontre s'est cependant déroulée «en l'absence de grands noms du cinéma algérien», regrettent les participants. Lors de son allocution d'ouverture, le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique Bachir Youcef Sehairi a indiqué qu'il «existe aujourd'hui une volonté politique pour développer le cinéma, concrétisée par la création de ce secrétariat d'Etat», précisant que ce dernier œuvre à «trouver des solutions au problème de récupération et d'exploitation des salles de projection». Présents à l'ouverture des travaux, le ministre de la Micro entreprise, des startup et de l'économie de la connaissance, Yassine Djeredoni, et le ministre délégué chargé des incubateurs Nassim Diafat ont assuré de la disposition de leurs département à soutenir le développement du cinéma proposant, entre autres, la possibilité de «créer des incubateurs spécialisés dans le cinéma si des besoins concrets sont exprimés». Deux autres rencontres sont programmées les 10 et 11 février avec les techniciens du cinéma et les associations et cin-clubs.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Magnum

Saison 1 - Épisode 19: Piège en haute mer



Alors qu'ils se trouvent sur un yacht appartenant à leur patron, Juliett et Magnum sont attaqués par des criminels et jetés par-dessus bord. Blessée par balle, Higgins a besoin de soins tandis que Magnum met tout en oeuvre pour rejoindre la terre ferme. Inquiets par leur silence, leurs amis alertent les gardes-côtes pour qu'ils tentent de les localiser. Parallèlement, TC est nerveux à la perspective de revoir son père qui va prochainement lui rendre visite.

France 2 21:05

Les pouvoirs extraordinaires du corps humain

Magazine de la santé



Adriana Karembeu et Michel Cymes partent pour la Laponie, en Finlande, afin d'enquêter sur les bienfaits insoupçonnés du froid. Dans cette belle région, les températures négatives sont appréciées de tous... même par les nouveau-nés. Avec Nicolas Dubreuil, spécialiste des contrées polaires, les deux aventuriers rencontrent les Samis, une population autochtone. Ils vivent des expériences inédites comme une séance de sauna, suivie d'un roulage sans vêtements dans la neige. Au cours de leur formidable périple, ils livrent de précieux conseils pratiques - et notamment dans le domaine de l'alimentation - pour résister au froid.

France 3 21:05

Le canal des secrets

Téléfilm - Téléfilm policier



Dans l'Aude, le cadavre de Sandrine Richomme, coincé dans une écluse du canal du Midi, est découvert. Les premières constatations sont accablantes pour son mari Etienne, qui est juge. Une brillante commissaire parisienne, Izia Moreno, est mandatée pour enquêter. Elle va devoir travailler avec un gendarme originaire de la région, Maxime Fabre. Ce canal du Midi n'a aucun secret pour lui, comme cette commune où il connaît tout le monde. Peu après, le corps d'une Hollandaise, amante de la victime, est repêché à proximité de sa péniche.

CANAL+ 20:07

Call Me by Your Name

Cinéma - Drame



Pendant l'été 1983, à Crema, dans le Nord de l'Italie, le professeur Perlman, accueille Oliver, un de ses étudiants en archéologie dans leur belle résidence d'été, qui appartient à la famille de sa femme, Annella. Elio, le fils des Perlman qui a cédé sa chambre à l'étudiant est immédiatement intrigué par Oliver et se propose de lui faire visiter la ville. Un peu plus tard, alors, qu'Oliver, très à l'aise, a très vite sympathisé avec la famille Perlman, Elio semble troublé par l'étudiant de son père.

21:05

Qui veut être mon associé ?



Des créateurs d'entreprise ont imaginé un objet, un service ou un commerce. Mais pour espérer conquérir leur marché, il leur manque des conseils et surtout un financement. Tour à tour, ils sont une dizaine à se présenter devant un jury composé de Marc Simoncini (Meetic, Angell), Catherine Barba (Cashstore, Malinea), Frédéric Mazzella (BlaBlaCar), Delphine André (GCA Transport et logistique), Marc Vanhove (Bistro Régent) et Eric Larchevêque (Ledger). Les participants n'ont que quelques minutes pour convaincre les patrons aguerris d'investir dans leur projet.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2385

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

6			3	9						
	7			8	1					
			5		7	2				
		3	4	6	8					
	6	4								
2					5					
4	1	5	8						2	1
		9	7	1		8	2	6	3	
		5				8				5

			6	1	8	3				
	6			4	8		4	5		1
	7				1	4				
	8			3	5					
	5	7		1		9				
9	6	5			3					
4		8		5	9					
	3									
5	8									



En adhérant à la parole de Dieu, la raison accepte un témoignage, elle a des raisons pour l'accepter.

Citation de Henri Lacordaire ; Les pensées et réflexions choisies (1897)

Mots croisés n°2385

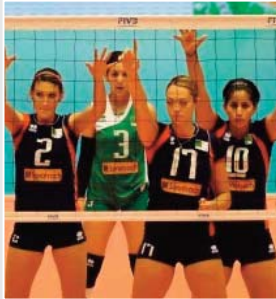
- Horizontalement :**
- 1 - Il vous en fait voir de toutes les couleurs
 - 2 - Vraiment parfaite - Unité de joaillier
 - 3 - Coaliserait - Surgi
 - 4 - Trou pour la poutre - Avaient en tête
 - 5 - Gouverna - Mamelle de chèvre - Objet de caddie
 - 6 - Espaces entre deux lits - Facteur sanguin
 - 7 - Le meilleur dans le genre - Métis bi-continentaux
 - 8 - Divin libérateur - Minéral brun rouge
 - 9 - Nuisibles
 - 10 - Royaumes arabes - Cri de dédain

- Verticalement :**
- A - Masse qui sert d'unité
 - B - Gras
 - C - Aérienne - Voile géante
 - D - Pureté de pierre - Calibrer
 - E - Espoirs de naufragés - Brillera
 - F - Glissèrent
 - G - Prévint - Cité bourguignonne
 - H - Utilisas peut-être une égoïne - Lame d'airain
 - I - Lustré - Plante purgative
 - J - Le prix du silence - Surnaturel
 - K - Arrêt de moteur - Très récent
 - L - Guillotinées - Quatorzième grecque

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



**VOLLEY-BALL
JEUX ARABES
FÉMININS DES CLUBS
Le GS Pétroliers
en demies face
au CS Sfaxien**



Les volleyeuses algériennes du GS Pétroliers se sont qualifiées aux demi-finales des 5es Jeux arabes féminins des clubs, en s'imposant devant la formation saoudienne de Club Noura par 3 sets à 0 (25-10, 25-06, 25-06), pour le compte des quarts de finale disputés hier à Sharjah (Emirats arabes unis).

En demi-finales prévues mardi, les Pétrolières seront opposées aux Tunisiennes du CS Sfaxien qui ont battu le club organisateur de Sharjah par 3 sets à 0 (25-12, 25-11, 25-16).

En basket-ball, le GS Pétroliers s'est également qualifié au dernier carré en s'imposant, dimanche, face à l'AS Sahil de Syrie sur le score de 57-40.

En demi-finales, les basketteuses algériennes affronteront les Égyptiennes du Sporting.

Cinq clubs algériens de cinq disciplines différentes prennent part aux 5es Jeux arabes féminins organisés par la fondation Femme et Sports de Sharjah, du 2 au 12 février dans cette ville des Emirats arabes.

Les clubs algériens participant à cet événement sont le GS Pétroliers (basket-ball et volley-ball), les Associations sportives féminines de l'Arbaa et Bouzaréah (tennis de table), l'OM Birtouta (karaté) et Djibalouna d'Ouled Fayet (tir à l'arc).

Au total, 15 pays arabes prennent part à ce rendez-vous sportif exclusivement réservé à la gent féminine qui se dispute dans neuf disciplines.

**VOLLEY-BALL /
SUPER-DIVISION
MESSIEURS (6^E) :**
Le programme

Programme des rencontres comptant pour la 6e journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Super-Division (messieurs), prévues aujourd'hui:

- GS Pétroliers - NC Béjaïa (15h00)
- ASV Blida - MB Béjaïa (16h00)
- NR B.Bou Arréridj - ES Sétif (16h00)
- JSC Ouled Aouane - ES Tadjenanet (17h00)
- EF Ain Azel - RC M'sila (17h00)
- WA Tlemcen - OMK El Milia (18h00)

Classement :	Pts	J
1. NRBB Arréridj	15	5
2. GS Pétroliers	12	5
3. ES Sétif	10	5
--. ES Tadjenanet	10	5
--. MB Béjaïa	10	5
6. OMK El-Milia	9	5
--. WA Tlemcen	9	5
8. NC Béjaïa	6	5
--. JSC Aouane	6	5
10. EF Ain-Azel	1	5
--. RC M'sila	1	5
--. ASV Blida	1	5

**CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE LUTTE
75 médailles dont 22 en or,
2^e place par équipe pour l'Algérie**

Les sélections algériennes des luttes associées, avec une moisson de 75 médailles (22 or, 30 argent et 23 en bronze), ont décroché la deuxième place par équipe, dimanche à l'issue de la sixième et dernière journée des championnats d'Afrique cadets, juniors, seniors et féminine, organisés du 4 au 9 février à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger.

La sixième et dernière journée a permis à l'Algérie de terminer ce rendez-vous africain en apothéose, grâce à la prestation des athlètes de la lutte libre (seniors) qui ont raflé neuf médailles (3 or, 2 argent et 4 en bronze).

Les médailles d'or algériennes ont été l'œuvre de Kharbache Abdelhak (57 kg), Abdelghani Benatallah (61 kg) et Mohamed Fardj (62 kg), alors que les médailles d'argent ont été décrochées par Ishak Boukhors (74 kg) et Djahid Berrahal (125 kg).

Amar Laïssaoui (65 kg), Ibrahim Mokhtari (70 kg), Mohamed Boudraa (79 kg) et Fateh Benferdjellah (86 kg) ont décroché le bronze.

Les sélections algériennes avaient débuté le rendez-vous africain d'Alger avec les épreuves des cadets qui ont été sacrés en lutte gréco-romaine avec neuf médailles (3 or, 2 argent et 4 en bronze), devançant au classement général leurs homologues égyptiens et tunisiens.

En lutte libre, les Algériens ont terminé à la 2e place avec huit médailles (1 or, 4 argent et 3 en bronze), derrière l'Égypte qui ont dominé les finales avec huit médailles d'or. Les cadettes algériennes ont également pris la première place par équipe à la surprise générale, en décrochant dix médailles (3 or, 5 en argent et 2 en bronze), devant les Tunisiennes avec neuf médailles et les Égyptiennes (5 médailles).

Chez les juniors, l'Algérie a décroché la 2e place par équipe en lutte libre (10 médailles dont 2 en or) et en lutte gréco-romaine (neuf médailles dont 4 en or), alors que les filles ont terminé à la 3e place avec un total de huit médailles (4 en argent et 4 en bronze).

Les seniors de la lutte gréco-romaine héroïques Les moments forts de ce rendez-vous de la lutte africaine ont été marqués par les Algériens de la gréco-romaine qui ont fait vibrer le public de La Coupole du complexe olympique, venu nombreux assister aux finales.

Devant des adversaires égyptiens très redoutables dans ce style, les coéquipiers de Sid Azara Bachir ont répondu présent, en allant chercher avec brio la première place par équipe avec un total de dix médailles (6 or, 2 argent et 2 en bronze).

Les six médailles d'or algériennes ont été décrochées par Abdelkrim Fergat (55 kg), Abdeljebbar Djebbari (63 kg), Abdelkrim Ouakali (77 kg), Chawky



Doulache (82 kg), Sid Azara Bachir (87 kg) et Adem Boudjemline.

«Nous sommes très satisfaits des résultats obtenus par nos lutteurs dans toutes les catégories, notamment les seniors de la gréco-romaine qui ont été sacrés haut la main devant les Égyptiens.

Nous avons très bien préparé ce rendez-vous africain et de l'avis de tous les chefs de délégations présents à Alger, le pari est plus que réussi.», a déclaré à l'APS Rabah Chebbah, président de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA).

Les lutteurs de la gréco-romaine ont confirmé une nouvelle fois leur suprématie dans ce style très complexe qui demande beaucoup d'efforts physiques et de préparation. «Nous avons donné tous les moyens en matière de préparation que ce soit ici à Alger ou à l'étranger.

Aujourd'hui, notre travail a donné ses fruits avec la consécration de nos lutteurs chez les cadets et cadettes ainsi que les seniors de la gréco-romaine.

C'est une belle chose pour nos athlètes qui ont amélioré leur classement par rapport à la dernière édition à Hammamet en Tunisie. Maintenant ils vont reprendre le travail en vue du tournoi qualificatif aux JO-2020 qui aura lieu le mois de mars à El Jadida au Maroc. », a ajouté Chebbah. En revanche, la sélection féminine seniors s'est contentée de deux médailles (1 argent

et 1 en bronze). La médaille d'argent a été remportée par Amel Hammiche qui a perdu sa finale devant une Nigérienne dans la catégorie des 65 kg.

Ibtissam Doudou (50 kg) a pris, quant à elle, la médaille de bronze.

De son côté, le président de la commission d'arbitrage à la Confédération africaine de lutte, le Tunisien Kamel Bouaziz, a indiqué à l'APS que «cette compétition s'est déroulée dans de très bonnes conditions et aucun incident arbitral n'a été signalé.

«C'est une compétition très difficile à gérer en présence de près de 400 athlètes représentant 25 pays, ce qui demande beaucoup de travail et de présence de la part des juges-arbitres qui ont fait, d'une manière générale, leur travail convenablement.

», a dit Bouaziz, également vice-président de la commission d'arbitrage de l'Union mondiale de lutte (UWW).

Les sélections algériennes de luttes associées (cadets, juniors, seniors et féminine) avaient terminé à la troisième place avec un total de 50 médailles (13 or, 21 argent et 16 bronze) lors de la précédente édition des Championnats d'Afrique organisée à Hammamet.

Près de 400 athlètes représentant 25 pays ont pris part aux championnats d'Afrique de lutte (toutes catégories). L'Algérie a été représentée par 90 athlètes.

**JUDO / GRAND SLAM DE PARIS
L'Algérie termine à la 25^e place, sur un total
de 115 pays participants**

La sélection algérienne de judo a terminé à la 25e place, au Grand Slam de Paris, clôturé dimanche soir dans la capitale française, essentiellement grâce à un bon parcours de Sonia Asselah, qui avait décroché la 5e place chez les plus de 78 kilos, au moment où ses neuf compatriotes ont connu des éliminations plus précoces.

La sélection nationale se console néanmoins avec le fait de terminer à la fois comme première nation arabe et africaine du tournoi, sur un total de 115 pays participants.

Sur les dix judokas algériens engagés dans ce tournoi, et outre Asselah, seuls Belkadi Amina (-63 kg), Boubekour Rebahi (-66 kg) et Abderrahmane Benamadi (-90 kg) avaient réussi à franchir le



premier tour, alors que les six autres ont tous été éliminés dès leur entrée en lice, à commencer par Hadjer Mecerrem, chez les moins de 48 kilos.

Puis c'était au tour de Faïza Aïssahine (-52 kg), Meriem Moussa (-52 kg), Yamina Halata (-57 kg), Mohamed Rebahi (-60 kg) et Lyès

Bouyacoub (-100 kg), tous sortis dès leur premier combat.

C'est la sélection japonaise qui a remporté ce tournoi, avec un ratio de 3 or, 5 argent et 5 bronze, devançant ainsi son homologue du pays organisateur (3 or, 1 argent et 2 bronze), au moment où les Sud-coréens ont complété le podium, avec 1 or et 1 argent.

Au total, 683 judokas (407 messieurs et 276 dames), représentant 115 pays, ont pris part à cette compétition, organisée samedi et dimanche dans la capitale française.

Avec 56 judokas engagés, la France était le pays le mieux représenté dans cette compétition, au moment où d'autres nations, comme la Zambie et le Zimbabwe n'avaient engagé qu'un seul athlète.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT Insistance sur la livraison fin 2020 des grands projets de stades

La livraison à la fin de l'année 2020 des grands projets de stades devant accueillir des manifestations internationales à court terme, compte parmi les actions prioritaires du gouvernement dont le programme d'action prévoit une assistance aux clubs professionnels pour qu'ils disposent de leurs propres centres de formation.

Approuvé lors du dernier Conseil des ministres et devant être soumis à l'Assemblée populaire nationale mardi, le projet de plan d'action du gouvernement vise à mettre à la disposition de l'élite sportive et de haut niveau des infrastructures multidisciplinaires, en adoptant une gestion "souple et efficace".

Ainsi, il est question de l'achèvement, à la fin de cette année, des différents programmes d'investissement, notamment les grands projets de stades, tels ceux de Baraki et Douéra (Alger) ainsi que d'Oran, devant accueillir des manifestations internationales à moyen terme (Jeux méditerranéens 2021 à Oran et Championnat d'Afrique de football des joueurs locaux en 2022, au niveau de quatre villes).

Concernant l'amélioration



de la couverture en matière d'infrastructures, le programme du gouvernement prévoit une assistance au profit des clubs professionnels de football à travers la concession de stades et l'octroi de terrains pour la réalisation de leurs stades et infrastructures sportives. "Ceci permettra aux clubs de rentabiliser

ces infrastructures et de diversifier les sources de financement", indique-t-on. Il est prévu également l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de préservation et d'optimisation du parc infrastructurel existant (plus de 6.000 structures de sport, selon le document), à travers sa réhabilitation et mise à

niveau. La mise en place de structures économiques de gestion et d'exploitation des grands ensembles sportifs est aussi inscrite au programme.

Le 5 février dernier, lors d'une visite d'inspection des chantiers des stades de Baraki et Douéra, le wali d'Alger, Youcef Cherfa, avait fait état de nouvelles facilitations pour pallier le retard enregistré dans la réalisation de ces infrastructures sportives et tenir les délais de leur livraison, prévus fin 2020.

A cette occasion, M. Cherfa avait fait savoir que cette visite "témoigne de l'importance accordée par le Gouvernement à ce genre de projets", affirmant "être en contact avec les sociétés en charge des travaux pour insister sur l'impératif de respecter les délais contractuels".

JM-2021

La commission de suivi du CIJM attendue à Oran le 20 février

La commission de coordination et de suivi relevant du Comité international des jeux méditerranéens (CIJM) est attendue à Oran le 20 février en cours dans le cadre de ses missions d'évaluation des préparatifs de la 19e édition des jeux méditerranéens prévus à Oran en 2021, a-t-on appris hier des organisateurs.

Il s'agira de la première visite de cette commission conduite par le Français Bernard Amslam au titre de l'année 2020, après avoir effectué plusieurs visites dans la capitale de l'Ouest du pays au cours de l'année précédente, et ce, afin de suivre de plus près les préparatifs des jeux méditerranéens programmés du 26 juin au 5 juillet 2021.

Le comité exécutif du CIJM, sous la présidence de l'Algérien Amar Addadi, a également tenu, début décembre dernier, sa première réunion à Oran consacrée à l'évaluation des préparatifs de l'événement méditerranéen que l'Algérie accueille pour la deuxième fois de son histoire après avoir organisé à Alger la 7e édition des jeux en 1975.

Il était reparti avec une «bonne impression» sur l'évolution des préparatifs, comme l'attestaient les déclarations du président de cette instance qui avait notamment vanté le travail réalisé par le comité d'organisation local «qui a réussi, au cours des précédents mois, à rattraper le retard accusé dans plusieurs domaines», avait indiqué M.

Addadi lors d'un point de presse organisé à l'issue des travaux de la dernière réunion du comité exécutif.

Il avait en revanche relevé l'existence encore de «quelques défaillances, notamment en matière de promotion des jeux», appelant à «y remédier dans les meilleurs délais».

Et en prévision de la visite du comité de suivi et de coordination, le directeur général du comité d'organisation local, Salim Iles, a réuni dimanche les responsables des 12 commissions relevant de son comité pour passer en revue le travail réalisé par chacune de ces commissions avant de le présenter devant les hôtes de l'Algérie le 20 février, indique-t-on de même source.

Parallèlement aux missions confiées au comité d'organisation national, les travaux se poursuivent aussi au niveau des différents chantiers des sites sportifs concernés par les jeux, aussi bien ceux en cours de construction, à l'image du complexe olympique de Bir El Djir, que ceux ayant bénéficié de vastes opérations de réhabilitation au nombre de huit.

La majorité de ces sites devraient être réceptionnés en juin prochain, selon les engagements de la société de réalisation.

KARATÉ-DO / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 20 médailles pour l'Algérie dont 9 en or

Les karatékas algériens ont bouclé leur participation aux Championnats d'Afrique (juniors, seniors) clôturés dimanche à Tanger (Maroc), avec une moisson de 20 médailles (9 or, 4 argent et 7 bronze), terminant ainsi à la 3e place du classement général.

Les seniors algériens ont remporté six médailles d'or et qui étaient l'œuvre de Hadj Said Kamilia (kata), Widad Draou (kumité / -55kg), Loubna Mekdas (kumité / +68kg), Hocine Daïkhi (Kumité / +84 kg), la sélection masculine de kumité et la sélection féminine de Kata, tandis que les breloques des juniors ont été remportées par Cylia Ouïken (kumité / -48 kg), Louiza Abouriche (Kumité / -53 kg) et

Ayoub Anis Helassa (Kumité / -55 kg).

Concernant les médailles d'argent, la karatéka Lamya Matoub (kumité / -68 kg) et la sélection masculine de Kata se sont distinguées en seniors, alors que les deux autres sont revenues aux juniors Ines Abid (kumité / +59 kg) et Yanis Tas (kumité / -61 kg).

Les médailles de bronze ont été remportées par les seniors Imen Taleb (kumité / -50 kg), Chaïma Midi (kumité / -61 kg), Mouad Ouites (Kata), Yanis Lardjane (kumité / -75 kg) et Anis Samy Brahimi (kumité / -84 kg), et par deux autres juniors.

Il s'agit de Yanis Tas (Kata) et Aya Nour El Bahdja Siad (kumité / -59 kg).

Au classement général, la première

place au revenu au pays hôte avec 37 médailles (15 or, 13 argent et 9 bronze), tandis que la seconde position a été obtenue par l'Egypte avec un total de 39 médailles (11 or, 19 argent et 9 bronze).

Les Championnats d'Afrique-2020 (juniors, seniors) se sont déroulés du 7 au 9 février à la salle Ziaten de Tanger, avec la participation de plus de 350 karatékas représentant 23 pays, dont 25 Algériens.

La sélection algérienne seniors s'est fixée comme objectif de remporter le maximum de médailles et d'engranger le plus grand nombre de points en vue de la qualification aux Jeux Olympiques Tokyo-2020.

JO-2020 - TENNIS DE TABLE L'Algérie présente au tournoi qualificatif à Tunis

Le tennis de table algérien prendra part au tournoi qualificatif aux Jeux Olympiques (JO) de Tokyo-2020, prévu à Tunis du 27 au 29 février, aux côtés des représentants de 14 autres pays, a indiqué la Fédération internationale (ITTF) sur son site.

La présence algérienne au rendez-vous tunisien concernera le quatuor Sami Kherouf et Larbi Bouriah (simple messieurs), Lynda Loghraïbi et Katia Kessaci (simple dames) ainsi que la paire Kherouf/Loghraïbi (double mixte).

Ce tournoi de tennis de table va drainer 15 pongistes en simple dames issues de 10 pays, 27 joueurs de 15 nations pour le simple messieurs et 14 paires pour le double mixte de sept nationalités.

En simple, le tournoi permettra aux quatre pongistes les mieux classés de se qualifier directement

aux JO, alors que seule la paire gagnante de l'épreuve du double mixte représentera l'Afrique au rendez-vous nippon.

Le système de compétition prévu pour les épreuves du simple (messieurs et dames) prévoit la répartition des joueurs participants sur des groupes, avec une première phase sous forme de mini-championnat qui permettra aux deux premiers de chaque poule de se qualifier aux tours suivants à élimination directe. L'épreuve du double mixte sera jouée quant à elle en élimination directe du début jusqu'à la fin, la paire gagnante (tre) sera qualifiée aux JO-2020, alors que celles éliminées en demi-finales joueront pour les 3e et 4e places.

Etant qualifiée depuis l'année dernière, l'Egypte ne jouera pas les épreuves du simple hommes et dames. Voici par ailleurs les

pongistes participant au tournoi de Tunis (deux par nations au maximum):

Simple messieurs:

Sami Kherouf et Bouriah Larbi (Algérie), Aruna Quadri et Olajide Omotayo (Nigeria), Gedeon Kassa et Diawaku Djo Diamuangana (Congo), Habeb Alajaebi et Salh Abodib (Libye), Ibrahima Diaw et Hamidou Sow (Sénégal), Derek Abrefa et Emmanuel Commy (Ghana), Ahmed Djamal (Djibouti), Oba Kizito Oba et Ali Kanate (Côte d'Ivoire), Kokou Dodji Fanny et Mawussi Agbetoglo (Togo), Saheed Idowu et Christ Bienatiki (RD Congo), Hmam Adam et Benyahia Kerem (Tunisie), Mutua Brian et Josiah Wandera (Kenya), Godfrey Sultan (Seychelles), Olabiyi Monday (Bénin), Nativel Jonathan et Ravonison Stephen

(Madagascar).

Simple dames:

Lynda Loghraïbi et Katia Kessaci (Algérie), Kimbu Flavia et Nzangani Cyntia (Congo), Hanffou Sarah (Cameroun), Edem Offiong et Oshonaïke Olufunke (Nigeria), Houssein Rahma (Djibouti), Jalim Nandeshwaree (Maurice), Gulti Marta (Ethiopie), Haj Salah Abir et Garci Fadwa (Tunisie), Juma Doreen et Setey Lydia (Kenya), Bristol Christy (Seychelles).

Double mixte:

Sami Kherouf et Lynda Loghraïbi (Algérie), Omar Assar et Dina Meshref (Egypte), Gedeon Kassa et Cyntia Nzangani (Congo), Segun Toriola et Olunfunke Oshonaïke (Nigeria), Ahmed Djamal et Rahma Hossein (Djibouti), Thameur Mamia et Fadwa Garcia (Tunisie), Godfrey Sultan et Christy Bristol (Seychelles).

VOILE / MED-CUP L'Algérie présente avec 4 véliplanchistes à Marseille



La sélection algérienne de voile, Série RSX, sera présente avec quatre véliplanchistes en France (2 messieurs et 2 dames), pour prendre part à la Méd-Cup, prévue du 21 au 23 février courant à Marseille, a-t-on appris de la Fédération algérienne de la discipline (FAV).

Il s'agit de Hamza Bouras et Ramzy Boudjatit chez les messieurs, ainsi qu'Amina Berrichi et Katia Belabbès chez les dames, sous la conduite des coachs Manar Bouhadjia et Goudjil Nacer.

Une compétition qui selon la même source entre dans le cadre de la préparation de la sélection nationale pour les prochains Jeux olympiques, prévus pendant l'été 2020 à Tokyo (Japon).

APS

FRANCE/ LIGUE1: Les Algériens Delort et Slimani dans le Top 10 des buteurs

Les internationaux algériens Andry Delort (Montpellier) et Islam Slimani (AS Monaco) figurent dans le Top 10 au classement des buteurs du championnat de France de Ligue 1, à l'issue de la 24e journée clôturée dimanche soir.

Andy Delort, décisif lors de la victoire (1-0) du MHSC devant St-Etienne, a inscrit son 9e but de la saison et occupe la 8e position qu'il partage avec Memphis Depay (Olympique Lyon), alors que son compatriote Islam Slimani, également sauveur en fin de match de l'AS Monaco (1-2) à Amiens, a profité de son 8e but de la saison pour faire son retour dans le top 10, une place qu'il partage désormais, avec un groupe de joueurs: Angel Di Maria (PS-Germain), Dimitri Payet (Olympique de Marseille), les Strasbourgeois Thomasson et Ajorque, ainsi que le Rennais Niang et le Niçois Dolberg. En haut du classement, Wissam Ben Yedder (Monaco) est toujours en tête grâce à son 16e but, inscrit face à Amiens. Il est suivi de Kylian Mbappé (PSG) qui a conforté sa 2e place avec 15 buts. Le Brésilien Neymar (PSG) et le Lyonnais Moussa Dembélé suivent de prêt avec (13 buts). Voici le Top 10 de classement des buteurs:

1. Wissam Ben Yedder (Monaco)	16 buts
2. Kylian Mbappé (PSG)	15 buts
3. Neymar (PSG)	13 buts
-- Moussa Dembélé (Lyon)	13 buts
5. Habib Diallo (Metz)	12 buts
-- Victor Osimhen (Lille)	12 buts
7. Mauro Icardi (PSG)	10 buts
8. Memphis Depay (Lyon)	9 buts
-- Andy Delort (Lyon)	9 buts
10. Islam Slimani (Monaco)	8 buts
-- Adrien Thomasson (Strasbourg)	8 buts
-- Kasper Dolberg (Nice)	8 buts
-- Mbaye Niang (Rennes)	8 buts
-- Ludovic Ajorque (Strasbourg)	8 buts
-- Angel Di Maria (PSG)	8 buts
-- Dimitri Payet (Marseille)	8 buts

FOOTBALL / COUPE ARABE DES CLUBS (1/4 DE FINALE RETOUR): Le MC Alger éliminé malgré sa victoire face au Raja Casablanca (1-0)

Le MC Alger a été éliminé dimanche soir à Casablanca de la Coupe arabe des clubs champions de football, malgré sa victoire devant les Marocains du Raja sur le score de (1-0 mi-temps : 1-0), en quart de finale retour.

L'unique but de la partie a été inscrit par Sami Frioui (42 s.p). Lors du match aller joué le 4 janvier à Blida, la MCA s'était inclinée sur le score de 2-1. Avec l'élimination du «Doyen», l'Algérie perd son dernier représentant dans cette compétition, après la sortie prématurée du CS Constantine et de la JS Saoura aux précédents tours. Pour sa part, le Raja rejoint en demi-finales Al-Shabab (Arabie saoudite), qualifié aux dépens de Police Club (Irak) et Al-Ismaïly (Egypte) qui a éliminé son compatriote Ittihad Alexandrie. Le dernier demi-finaliste sera connu le 15 février entre Al-Ittihad (Arabie saoudite) et l'OC Safi (Maroc). Au match aller, les deux équipes s'étaient neutralisées (1-1).

CHAN-2020: Les arbitres terminent un stage de perfectionnement au Caire

Vingt-deux (22) arbitres dont l'Algérien Lahlou Benbraham et 20 assistants ont clôturé au Caire, un stage préparatoire, de perfectionnement et de sélection, en prévision du Championnat d'Afrique des Nations «Cameroun 2020», a indiqué la Confédération africaine de football (CAF).

Le stage qui intervient à moins de deux mois du coup d'envoi de la compétition, a permis aux arbitres de suivre un programme d'entraînement intensif de quatre jours dans le but de se perfectionner avant la sixième édition du CHAN, compétition réservée aux joueurs locaux.

Durant le stage, les participants ont suivi des exercices de simulation pour avoir une idée pratique du système qui implique l'utilisation de la technologie. Mélange de jeunesse et d'expérience, le programme de formation s'est principalement concentré sur les arbitres assistants vidéo (VAR), qui seront utilisés à partir des quarts de finale de la compétition. Ce sera la première fois dans l'histoire du tournoi que le VAR sera utilisé après des tests de simulation réussis lors de l'édition précédente en 2018 au Maroc.

Inscrites au menu du programme, les sessions théoriques étaient centrées sur des domaines tels que la préparation des matches, la lecture du jeu, entre autres critiques pour le processus de prise de décision dans un match. Chaque participant a également eu droit à un exercice de fitness pour vérifier sa préparation physique pour la compétition. Le tirage au sort du CHAN 2020 a lieu,



lundi 17 février 2020, au Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé dans la capitale camerounaise. Liste des arbitres concernés par le stage du Caire:

Arbitres centraux:

Lahlou Benbraham (Algérie), Mogos Teklu Tsegay (Erythrée), Jean Claude Ishimwe (Rwanda), Zakaria Mohamed Mahmoud (Egypte), Georges Gatogata (Burundi), Daouda Gueye (Sénégal), Samir Guezzaz (Maroc), Mahmood Ali Mahmood Ismail (Soudan), Daniel Larryea (Ghana), Ali Moussa Mohamed (Niger), Atcho Pierre

(Gabon), Mohamed Maarouf Mansour (Egypte), Rakotjaona Andofetra (Madagascar), Haythem Guirat (Tunisie), Peter Waweru (Kenya), Souleiman Ahmed Djama (Djibouti), Heeralall Ahmad Imtehz (Maurice), Dahane Beida (Mauritanie), Janny Sikazwe (Zambie), Papa Bakary Gassama (Gambie), Boubou Traore (Mali) et Ngwa Blaise Yuven (Cameroun).

Arbitres assistants:

James Fredrick Emile (Seychelles), Sanou Habib J. Oumar (Burkina Faso), Dick Okello (Ouganda), Wahid Youssef El Bosaty (Egypte),

Abdi Salah Mohamed (Djibouti), Jawo Abdul Aziz Bolle (Gambie), Mathew Kanyanga (Namibie), Abdoul Aziz Mottar Saley (Niger), Jospin Luckner Malonga (Centrafrique), Samuel Pwadutakam (Nigeria), Nouha Bangoura (Sénégal), Dos Reis Montenegro Abelmiro (Sao Tomé-et-principe), Ditsoga Boris Marlaïse (Gabon), Hassani Khalil (Tunisie), Styven Moutsassi Moyo Danek (Congo), Brinsi Zakaria (Maroc), Abdi Hamza (Somalie), Soulaïmane Almadine (Comores), Lionel Hainjaosoa Andrianantea (Madagascar), Menye Mpele Rodrigue (Cameroun).

FOOTBALL/CHAMPIONNAT DE GRÈCE: Saison terminée pour Soudani, gravement blessé au genou

L'international algérien de l'Olympiakos, Hilal Soudani, gravement blessé au genou dimanche lors d'un match du championnat de Grèce de football contre Atromitos (1-0), sera éloigné des terrains pendant plusieurs semaines, a indiqué hier l'intéressé dans un tweet. «Malheureusement, mauvaise nouvelle pour ma blessure. Je reviendrai encore plus fort, merci à tous pour vos messages de soutien», a réagi le buteur des «Verts» sur son compte Twitter. Son club a annoncé pour sa part que l'attaquant algérien souffre d'une rupture des ligaments croisés et sera absent jusqu'à la fin de la saison. L'ancien joueur de l'ASO Chlef a quitté le terrain à la 19e minute de la partie après avoir ressenti une forte douleur au genou. Le deuxième meilleur buteur en activité des «Verts» avait souffert d'une grave blessure au genou l'an dernier

qui l'a forcé à faire l'impasse sur la CAN-2019 en Egypte. Il s'agit d'un vrai coup de frein pour Soudani qui restait sur sa lancée, avec un bilan de sept buts et 5 passes décisives en 19 matchs, à huit réalisations du meilleur artificier de la «Super League», le Marocain Youssef El-Arabi (15 buts). Gravement touché au genou, Soudani avait retrouvé la compétition en août dernier, soit après plus de dix mois loin des terrains, à l'occasion de la réception d'Asteras Tripolis (1-0), dans le cadre de la journée inaugurale du championnat grec. Arrivé durant l'intersaison en Grèce en provenance de Nottingham Forest (Div.2 anglaise), il a rejoint en équipe nationale le 14 novembre dernier, lors de la réception de la Zambie (5-0) à Blida, dans le cadre de la 1re journée des qualifications de la CAN-2021, avec un but à la clé.



FOOTBALL / JEUX OLYMPIQUES DE 2020 - QUALIFICATIONS: Le Brésil et l'Argentine valident leurs billets

Le Brésil défendra sa médaille d'or aux Jeux olympiques de l'été 2020 à Tokyo après sa victoire (3-0) contre l'Argentine, dimanche à Bucaramanga (Colombie), en phase finale du tournoi pré-olympique d'Amérique du Sud des moins de 23 ans. Les champions olympiques de Rio-2016 se sont imposés grâce aux réalisations de Paulinho (12e) et un doublé de Matheus Cunha (29e et 54e), décrochant ainsi la deuxième place du tournoi, derrière l'Argentine, qui avait décroché son billet pour les JO de Tokyo le 7 février, après sa victoire contre la Colombie (2-1). La Canharina du sélectionneur André Jardine achève ainsi le tournoi sud-américain invaincue, car elle compte cinq victoires et deux nuls, alors que l'Uruguay et la Colombie, qui terminent respectivement troisième et quatrième de la phase finale, ont vu s'envoler leurs chances de participer aux JO.

BAYERN: Lucas Hernandez fait son retour après 4 mois

Après presque quatre mois d'arrêt pour blessure à une cheville, le français Lucas Hernandez a fait son retour dimanche sous le maillot du Bayern Munich contre Leipzig.

L'ancien joueur de l'Atletico Madrid est entré en jeu à la 67e minute en défense centrale à la place de Jérôme Boateng. Le score était de 0-0 à ce moment-là.

Il n'avait plus joué depuis sa rupture d'un ligament interne de la cheville droite le 22 octobre contre l'Olympiakos en Ligue des champions. Son retour intervient quinze jours avant le huitième de finale aller de C1 face à Chelsea et quatre mois avant l'Euro.

Correa porte l'Atletico

Dans le cadre de la 23^e journée de Liga, l'Atletico Madrid a dominé Grenade (1-0) ce samedi. Très rapidement, les Colchoneros ont réussi à prendre l'avantage par Correa (6e). Par la suite, les hommes de Simeone n'ont pas proposé un grand spectacle, mais ont conservé ce succès. Au classement, l'Atletico occupe la 4^e place à provisoirement 10 points du leader, le Real Madrid.



ERIKSEN SE LÂCHE SUR TOTTENHAM

Maintenant sous les ordres d'Antonio Conte à l'Inter Milan, Christian Eriksen n'a pas caché sa déception face à l'ingratitude de ses anciens dirigeants. Une chose est sûre, le Danois est bien heureux d'avoir fui les Spurs.

Arrivé cet hiver du côté de l'Inter Milan, Christian Eriksen a profité d'une interview avec la BBC pour régler ses comptes avec son ancien club. Pour rappel, le Danois a rejoint l'Italie contre un chèque de 20 millions car son contrat avec Tottenham se terminait en juin 2020. Mais à en croire les témoignages du joueur, c'est comme s'il était déjà terminé...

«En Angleterre, quand vous avez un contrat court, c'est comme si vous deviez vous en aller tout de suite. Vous n'êtes plus là. J'ai joué 30 matchs comme si c'étaient des matchs d'adieu. Si vous avez un contrat court, vous êtes le mouton noir. J'ai porté le chapeau pour beaucoup de choses, j'ai été le bad guy. J'ai lu que j'étais le méchant dans le vestiaire, que depuis que j'avais dit vouloir partir, je n'avais plus rien à faire là. Après ce que j'ai dit cet été, la question était juste "Quand est-ce qu'il va partir ?". A chaque match, c'était "Va-t-il partir ? Va-t-il rester ?". Bien sûr, beaucoup de gens en parlaient. Après lui avoir dit ce que je ressentais et ce que je voulais faire, Mourinho m'a juste dit d'être heureux et que je jouerais si besoin. J'ai pu faire la différence sur quelques matchs. Même les supporters dans la rue me disaient "Merci, au revoir et bonne chance". Mais j'étais encore là. C'était un peu bizarre. Dans ma tête et pour mon corps, c'est une bonne chose que je puisse prendre un nouveau départ ailleurs.»

EMERY : «NEYMAR EST FACILE À COACHER»

Sans poste depuis son départ d'Arsenal, Unai Emery en a profité pour revenir sur son passage dans la capitale en égratignant Thiago Motta et Thiago Silva, mais en encensant Neymar.

Il symbolise à lui seul la remontada subite face au Barça en 2017. Unai Emery, libre depuis son départ d'Arsenal, est revenu dans le dernier France Football sur son passage dans la capitale, en abordant notamment le cas Neymar : "Contrairement à ce que certains pensent, Neymar est facile à coacher" a-t-il ainsi indiqué, mettant à mal les nombreuses critiques visant le Brésilien. Des déclarations qui ne manqueront pas d'être commentées. Décidément libéré au moment d'aborder son ancien club ainsi que ses anciens joueurs, l'Espagnol n'a pas hésité à égratigner Thiago Silva et Thiago Motta, deux cadres de l'équipe à l'époque : "J'aimais beaucoup Thiago Motta, mais il ralentissait le jeu (...) Je voulais que Thiago Silva sorte de sa zone de confort (...), mais je n'ai pas réussi" explique-t-il. Une manière de prendre une revanche sur un passage compliqué dans la capitale qui s'est tout de même conclu avec un championnat de France, deux Coupes de la Ligue et deux Coupes de France.

Coutinho de retour à Liverpool ?

Actuellement prêté par le FC Barcelone au Bayern Munich, Philippe Coutinho ne fait pas partie des plans du club catalan. Il pourrait être vendu l'été prochain. Et Liverpool serait intéressé pour récupérer son ancien joueur.

Selon des informations rapportées par les médias locaux, Liverpool envisagerait bien de récupérer Philippe Coutinho l'été prochain. L'international brésilien est actuellement prêté au Bayern Munich avec option d'achat par le FC Barcelone mais le club bavarois n'envisagerait pas d'activer cette option. Les Reds pourraient profiter de l'occasion. Le Daily Express affirme ce lundi que Liverpool pourrait se positionner à la demande de son manager Jürgen Klopp. L'international brésilien serait disponible pour 90 millions d'euros soit beaucoup moins que ce qu'avait payé le Barça aux Reds en janvier soit 160 millions d'euros. Plusieurs autres clubs pourraient également s'inviter sur ce dossier à l'instar du PSG, Manchester City ou encore la Juventus.



Ibrahimovic a poussé un coup de gueule

Après la défaite de l'AC Milan contre l'Inter Milan (4-2), Zlatan Ibrahimovic a livré une analyse sans langue de bois de la performance de son équipe. Au micro de Sky Italia, l'attaquant suédois des Rossoneri a déploré le relâchement de ses coéquipiers, après une avance de deux buts à la pause. "Il est difficile d'expliquer ce qui s'est passé. À la mi-temps, nous nous sommes dit que les quinze premières minutes allaient être cruciales et nous avons concédé deux buts.

Nous avons arrêté de jouer, l'équipe a cessé de presser. Tout s'est effondré dès la légalisation." L'ancien joueur du PSG poursuit en chargeant l'Inter : "C'est étrange, car notre première période était presque parfaite. J'attendais plus de l'Inter. Sa performance en première ne ressemblait pas à une équipe digne de la deuxième place. Ils l'ont fait après la pause."



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmadjid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE - AFRIQUE

Le Sommet de l'UA marque le retour de l'Algérie sur la scène africaine

Les travaux du Sommet de l'Union africaine (UA) tenus dimanche et hier à Addis-Abeba ont marqué le retour de l'Algérie sur la scène africaine, avec la réaffirmation, par la voix du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de ses engagements et ses positions immuables envers le règlement des conflits en Afrique et dans le monde.

Le président Tebboune a ainsi marqué sa participation à ce rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement par une intervention très suivie par ses pairs africains, dans laquelle il avait affirmé que «la nouvelle Algérie en édification demeurera fidèle à ses principes et engagements et jouera, dorénavant, pleinement son rôle en Afrique et dans le monde». Il avait dans ce contexte exprimé l'engagement de l'Algérie à contribuer «plus efficacement» au développement du continent africain. «Notre expérience réussie conforte notre conviction que le règlement des crises dans notre continent passe par la solution pacifique. Le dialogue inclusif et la réconciliation nationale loin de toute immixtion étrangère», avait-il insisté, après avoir rappelé la tragique décennie vécue par l'Algérie dans les années 90.

Le président Tebboune a souligné qu'aujourd'hui, «grâce à l'énergie salvatrice de son peuple et de sa jeunesse», l'Algérie est engagée dans «une nouvelle ère pour la consolidation de sa démocratie et la réunion des conditions adéquates à son essor». Il avait évoqué, dans ce sens, les perspectives qui s'ouvrent à l'Algérie, «résolument décidée à changer son système de gouvernance et à construire un Etat garantissant la justice sociale et la suprématie de la loi» et qui s'appuie, après l'élection présidentielle du 12 décembre dernier, à aller de l'avant dans le processus de réformes politiques, économiques et sociales. Sur le volet africain, il avait réitéré l'approche et l'engagement de l'Algérie dans le règlement des conflits, en soulignant qu'elle s'attèlera «toujours et inlassablement» au soutien des efforts visant l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique. «Notre expérience réussie conforte notre conviction que le règlement des crises dans notre continent passe par la solution pacifique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale, loin de toute immixtion étrangère», avait déclaré sur ce registre. Pour le président Tebboune, «Sur tous ces fronts, l'Algérie

n'a eu de cesse d'apporter sa contribution multiforme aux efforts consentis pour le rétablissement d'une stabilité durable en Afrique, en particulier au Sahel, que ce soit au niveau bilatéral ou par le biais de mécanismes tels que le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) ou l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL) ou encore à travers le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT)».

L'Algérie pour l'arrêt de toutes les ingérences en Libye

S'exprimant sur la Libye avec laquelle l'Algérie partage une longue frontière et un destin commun, le chef de l'Etat a qualifié la situation dans ce pays de «dramatique», précisant qu'elle «continue de susciter l'inquiétude de l'Algérie». «Le peuple libyen frère ne mérite pas les souffrances qu'il endure aujourd'hui. C'est pourquoi, l'Algérie, fidèle à sa tradition diplomatique, a proposé d'abriter le dialogue entre les frères libyens, comme affirmé à Berlin et, plus récemment, à Brazzaville, lors du Sommet du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, tenu sous le patronage de mon frère le Président Denis Sassou Nguesso», avait indiqué le chef de l'Etat. Dans le même sens, il avait souligné que «l'Algérie, qui plaide pour l'arrêt de toutes les ingérences en Libye, appuie fortement les efforts continus pour mettre fin durablement aux hostilités et réunir les conditions du dialogue entre les frères libyens, unique et seul moyen de parvenir à une issue à la crise et d'éviter à ce pays africain d'être le théâtre des rivalités entre Etats».

Il avait par ailleurs qualifié la crise du Sahel de «triste et regrettable illustration», relevant que «la stabilité déjà fragile dans des pays tel que le Mali s'est subitement dégradée au lendemain de la crise en Libye, sans parler du Niger qui n'a pas échappé, comme nous le savons tous, aux attaques meurtrières contre son armée». Il avait ainsi indiqué qu'avec la recrudescence des attaques terroristes

sanglantes au Burkina Fasso et autres tentatives d'attentats dans des pays sahéliens, l'instabilité a fini par gagner tout le Sahel en dépit des efforts courageux des pays concernés.

Sahara occidental: «hâter» la désignation de l'Envoyé personnel du SG de l'ONU

Le président Tebboune, avait encore indiqué avoir exhorté le secrétaire général des Nations Unies à «hâter» la désignation de son Envoyé personnel et à relancer le processus de règlement de la question du Sahara occidental. «Force est de constater, avec regret, que depuis la démission de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Horst Köhler, le processus de paix onusien est sur une voie semée d'embûches. J'ai d'ailleurs adressé, il y a quelques jours, une lettre au SG de l'ONU pour l'exhorter à hâter la désignation de son Envoyé personnel et à relancer le processus de règlement de la question du Sahara occidental», avait-il dit à ce sujet. Il avait déploré le fait que la question du Sahara occidental n'ait toujours pas trouvé de règlement, alors que «depuis de longues années, l'Organisation des Nations unies et le Conseil de sécurité, appuyés par notre organisation continentale, s'emploient à la mise en œuvre du plan de règlement de la question du Sahara occidental basé sur le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination». Le président Tebboune, avait réaffirmé, dans ce cadre, l'attachement de l'Algérie au «caractère immuable de la position africaine en faveur de la juste cause sahraouie et du parachèvement du processus de décolonisation en Afrique loin de toute manœuvre de tergiversation et de la politique du statu quo». A rappeler que le président Tebboune a eu plusieurs entretiens avec ses homologues africains, dont les présidents maliens, sud-africain, congolais, du Zimbabwe, égyptien, ainsi que les Premiers ministres éthiopiens et palestiniens.

APS

Le Président Tebboune regagne Alger

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a regagné hier après-midi Alger en provenance de la capitale éthiopienne Addis-Abeba, où il a pris part à la 33^e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine (UA). Cette session s'est tenue sous le thème «Faire taire les armes: trouver les conditions adéquates au développement de l'Afrique». Lors de son discours à l'ouverture du sommet, le chef de l'Etat a affirmé que la nouvelle Algérie en édification «demurera fidèle à ses principes et engagements et jouera, dorénavant, pleinement son rôle en Afrique et dans le monde». Il a également souligné que l'Algérie s'attèlera «toujours et inlassablement» au soutien des efforts visant l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique. En outre, le Président Tebboune a annoncé sa décision de créer une agence algérienne de coopération internationale à «vocation africaine», destinée à renforcer la coopération de l'Algérie avec les pays voisins, notamment avec les pays du Sahel. Par ailleurs, le président de la République a eu, en marge des travaux du sommet, des entretiens avec nombre de ses homologues africains et de responsables internationaux de haut niveau.

L'ancien SG de la Ligue arabe qualifie de «forte» l'allocution du président Tebboune

L'ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a qualifié l'allocution prononcée dimanche par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au sommet de l'Union africaine (UA) de «forte», relevant les défis auxquels font face notamment les pays africains. «J'ai écouté l'allocution du Président Tebboune. Elle est forte et je lui ai souhaité plein succès, notamment avec les défis et les menaces auxquels font face les pays de l'Afrique et les pays arabes», a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse algérienne en marge des travaux du 33^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Il a relevé dans ce cadre que «les défis de l'Algérie font partie de ceux de l'Afrique et du monde arabe», ajoutant que les pays africains «sont tenus de se soustraire aux thèmes de ce sommet et de s'engager pour les concrétiser». Le 33^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA est consacré au thème «Faire taire les armes: trouver les conditions adéquates au développement de l'Afrique».

PUBLICITÉ

Offre postpayée

Be KING

500 DA/mois

Appels et SMS illimités vers Mobilis

خلص واش تسحق وقت ما تحب!

X88880 0681 +08448A

300^{DA}

=

3Go

500^{DA}

=

7Go

Plans voix/sms et pass internet disponibles sur *600# ou via mobispace ou meetmob.mobilis.dz

www.mobilis.dz

DK NEWS

Anep : 2016002387 du 11/02/2020